



MARCHÉS DE LA COCAÏNE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Cartographie des impacts,
des itinéraires, des tendances
et des acteurs

Lucia Bird | Kingsley Madueke | Mouhamadou Kane

MARS 2026



Kingdom of the Netherlands



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

REMERCIEMENTS

Les auteurs sont extrêmement reconnaissants envers toutes les personnes qui ont pris le temps de collaborer avec l'équipe de recherche dans le cadre de cette étude et des travaux plus larges qui l'ont soutenue. Cela inclut de nombreux chercheurs qui préfèrent rester anonymes pour des raisons de sécurité, mais qui jouent un rôle essentiel dans la mise en lumière des marchés de la cocaïne. Cela inclut également un nombre important de personnes qui consomment des drogues et qui sont fortement touchées par les marchés de la drogue. Les auteurs remercient les réviseurs préliminaires pour le temps qu'ils ont consacré à ce rapport : Maria Goretti Ane, Jason Eligh, Mark Shaw, le Dr Kars de Bruijne et l'équipe d'analyse du Maritime Analysis and Operations Centre. Merci également à toutes les parties prenantes qui ont fourni leurs commentaires et leurs idées au cours du processus de consultation pour ce rapport.

Ce rapport s'appuie sur les recherches menées par The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC). Il ne reflète pas nécessairement les positions officielles du gouvernement du Ghana ni celles du gouvernement des Pays-Bas.

À PROPOS DES AUTEURS

Lucia Bird est la directrice de l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest au sein de la GI-TOC. Lucia assure la supervision stratégique d'un programme de recherches complexe axé sur l'intersection entre les conflits et la criminalité en Afrique de l'Ouest, ainsi que sur les marchés de la drogue dans la région. Lucia a publié de nombreux articles sur divers types de criminalité organisée.

Kingsley L Madueke est le coordinateur de recherche pour le Nigéria à l'Observatoire de l'Afrique de l'Ouest de la GI-TOC. Il a rejoint la GI-TOC en tant que consultant en août 2021 et a contribué à divers projets de recherche au Nigéria. Ses recherches portent sur la violence communautaire, l'instabilité, la criminalité organisée, le terrorisme et la consolidation de la paix. Il est également maître de conférences au Centre pour la gestion des conflits et les études sur la paix de l'université de Jos, au Nigéria.

Mouhamadou Kane a rejoint l'Observatoire de l'Afrique de l'Ouest de la GI-TOC en novembre 2021, où il se spécialise dans les questions liées à la criminalité organisée transnationale et aux marchés illicites, couvrant le Sénégal, le Mali et la Guinée. Avant de rejoindre la GI-TOC, il a travaillé comme chercheur au Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité (CHEDS) de la présidence de la République du Sénégal, où il a rédigé plusieurs rapports axés sur les politiques.

© 2026 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
Tous droits réservés.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme que ce soit ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de Global Initiative.

Veuillez adresser vos demandes à :
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse

www.globalinitiative.net

SOMMAIRE

Acronymes et abréviations	iv
Glossaire	iv
Synthèse	1
Méthodologie	2
Points clés	4
Pourquoi l’Afrique de l’Ouest est-elle une plaque tournante du transbordement dans le trafic international de cocaïne ?	5
Aspects structurels du marché de la cocaïne	7
Chaînes d’approvisionnement : terrestre, aérienne et maritime	7
Impacts	18
Santé publique : augmentation de la consommation, en particulier de crack	18
Corruption et gouvernance	19
Conflits et violences	23
Financement des conflits armés	23
Flux financiers illicites liés au commerce de cocaïne	25
Les acteurs	27
Acteurs intégrés à l’État	27
Réseaux régionaux	27
Acteurs criminels étrangers	29
Les lacunes dans les données qui compromettent la réponse	34
Tendances émergentes	35
Conclusion et recommandations	36
Recommandations	36
Annexe : État d’avancement des procédures judiciaires	40
Notes	49

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CSNU	Conseil de sécurité des Nations Unies
CSP-DPA	Cadre stratégique pour la défense du peuple de l'Azawad
El Sahel	Province de l'État islamique au Sahel
ELN	Ejército de Liberación Nacional (Armée de libération nationale, Colombie)
EUDA	European Union Drug Agency (Agence de l'Union européenne sur les drogues)
FAMa	Forces armées maliennes
FLA	Front de libération de l'Azawad
GAFI	Groupe d'action financière
GIABA	Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest
JNIM	Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCRTIS	Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants
OFAC	Office of Foreign Assets Control (Bureau du contrôle des avoirs étrangers)
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
PCC	Primeiro Comando da Capital (Premier commando de la capitale)
PWUD	People who use drugs (personnes consommant des drogues)
WACD	West Africa Commission on Drugs (Commission ouest-africaine sur les drogues)
WENDU	West African Epidemiology Network on Drug Use (Réseau épidémiologique d'Afrique de l'Ouest sur l'usage des drogues)

GLOSSAIRE

Navire-fille : navire qui récupère des cargaisons de cocaïne soit directement auprès de navires plus grands, soit en localisant et en collectant des cargaisons jetées par-dessus bord à l'aide de la technologie de localisation GPS. Il s'agit généralement de navires plus petits que le navire-mère.

Trafic non conteneurisé : trafic de cocaïne par voie maritime où les cargaisons ne sont pas stockées dans des conteneurs. Elles sont transportées sur des navires tels que des bateaux de pêche, des remorqueurs, des navires cargos, des vraquiers, des voiliers et des hors-bords. Il s'agit d'un mode de transport pour les volumes importants.

Pôle occidental : les États côtiers suivants d'Afrique de l'Ouest : Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Leone, Libéria, Cap-Vert.

Pôle central : les pays côtiers suivants d'Afrique de l'Ouest : Côte d'Ivoire, Ghana, Bénin, Togo, Nigéria.

SYNTHÈSE

L'Afrique de l'Ouest est une base majeure et en pleine expansion pour les opérations stratégiques, logistiques et de redistribution dans le commerce mondial de la cocaïne. Le marché de la cocaïne de la région est plus important que jamais, avec des cargaisons de plusieurs tonnes entreposées dans différents pays, une consommation en hausse dans de nombreux centres urbains et l'implication de plusieurs des groupes criminels organisés les plus puissants au monde.

En 2014, la West Africa Commission on Drugs (Commission ouest-africaine sur les drogues, WACD) avait averti que « l'Afrique de l'Ouest ne doit pas devenir un nouveau front dans la « guerre contre la drogue », une entreprise qui a échoué, n'ayant ni réduit la consommation de drogue ni mis fin aux activités des trafiquants »¹. Cette mise en garde faisait suite à des inquiétudes croissantes concernant le rôle de l'Afrique de l'Ouest en tant que point de transbordement de la cocaïne au début des années 2000, qui ont déclenché des actions internationales et régionales. Suite à cette période d'intense vigilance, les saisies ont largement diminué entre 2013 et 2018. Cependant, cette baisse s'est avérée temporaire et les flux, bien que peut-être réduits, ont probablement continué pendant cette période. Dix ans après l'avertissement de la WACD, l'ampleur et les effets du commerce de la cocaïne en Afrique de l'Ouest sont plus vastes que jamais. Il constitue un obstacle majeur au développement ; la consommation de crack et de cocaïne s'est généralisée dans un contexte de réponses sanitaires publiques limitées ; et la cocaïne est un facteur important de corruption au sein des structures étatiques.

Si le commerce de drogues en Afrique de l'Ouest est influencé par l'offre et la demande mondiales, les répercussions régionales du marché sont sous-estimées. L'année 2019 a marqué un tournant dans l'expansion rapide du commerce de cocaïne dans la région, sous l'effet des tendances observées en Amérique latine et en Europe. La production de cocaïne en Amérique latine augmente régulièrement depuis 2017, atteignant des niveaux records en 2020 et les dépassant les années suivantes². Cela a entraîné une augmentation de l'offre de cocaïne sur les marchés mondiaux.

Une augmentation parallèle significative de la consommation en Europe occidentale a particulièrement stimulé les itinéraires de trafic vers ce marché lucratif³. L'aggravation des préjudices causés à la santé publique, à la gouvernance et à la sécurité en Europe a conduit les forces de l'ordre à se concentrer davantage sur les itinéraires directs en provenance d'Amérique latine. À partir du début des années 2020, les saisies sur les itinéraires directs ont augmenté, incitant les trafiquants à explorer d'autres itinéraires. Parmi ceux-ci figurait l'Afrique de l'Ouest, où la logistique, l'entreposage et la redistribution ont connu une forte croissance⁴.

En conséquence, depuis 2019, les prix au détail dans de nombreux centres urbains de la région ont baissé, les personnes consommant des drogues dans de nombreux pays signalent une meilleure disponibilité et certains éléments indiquent que les réseaux criminels organisés sont de plus en plus implantés. Selon l'Indice mondial du crime organisé 2025, une évaluation réalisée par des experts de l'ampleur et de l'étendue de la criminalité, ainsi que de la résilience des États face à celle-ci, le trafic de cocaïne a été le marché criminel qui a connu la plus forte croissance en Afrique de l'Ouest entre 2019 et 2025⁵. La forte augmentation du nombre de saisies depuis 2019 (même si les saisies ne sont pas des indicateurs fiables de l'activité du marché de la drogue et sont plutôt liées aux perturbations et aux interventions des forces de l'ordre⁶) corrobore cette analyse d'un marché en pleine croissance comme le montre la Figure 1.

Si une part modeste mais croissante de la cocaïne acheminée vers l'Afrique de l'Ouest reste dans la région, alimentant un marché en expansion pour la cocaïne en poudre et sa variante, le crack, la majeure partie est trafiquée vers d'autres destinations, principalement vers l'Europe, soit directement, soit via l'Afrique du Nord ou la Türkiye. Bien que les estimations soient difficiles, certains analystes internationaux estiment qu'en 2025, environ 30 % de la cocaïne consommée en Europe transitait par l'Afrique de l'Ouest⁷. La cocaïne ne transite pas par la région sans laisser de traces : ses effets sur la gouvernance, la santé publique et la sécurité sont importants et ne cessent de s'aggraver.

Ce rapport s'appuie sur une large consultation des parties prenantes régionales et internationales afin de consolider les données factuelles sur les marchés de la cocaïne en Afrique de l'Ouest et de cartographier leur structure, les

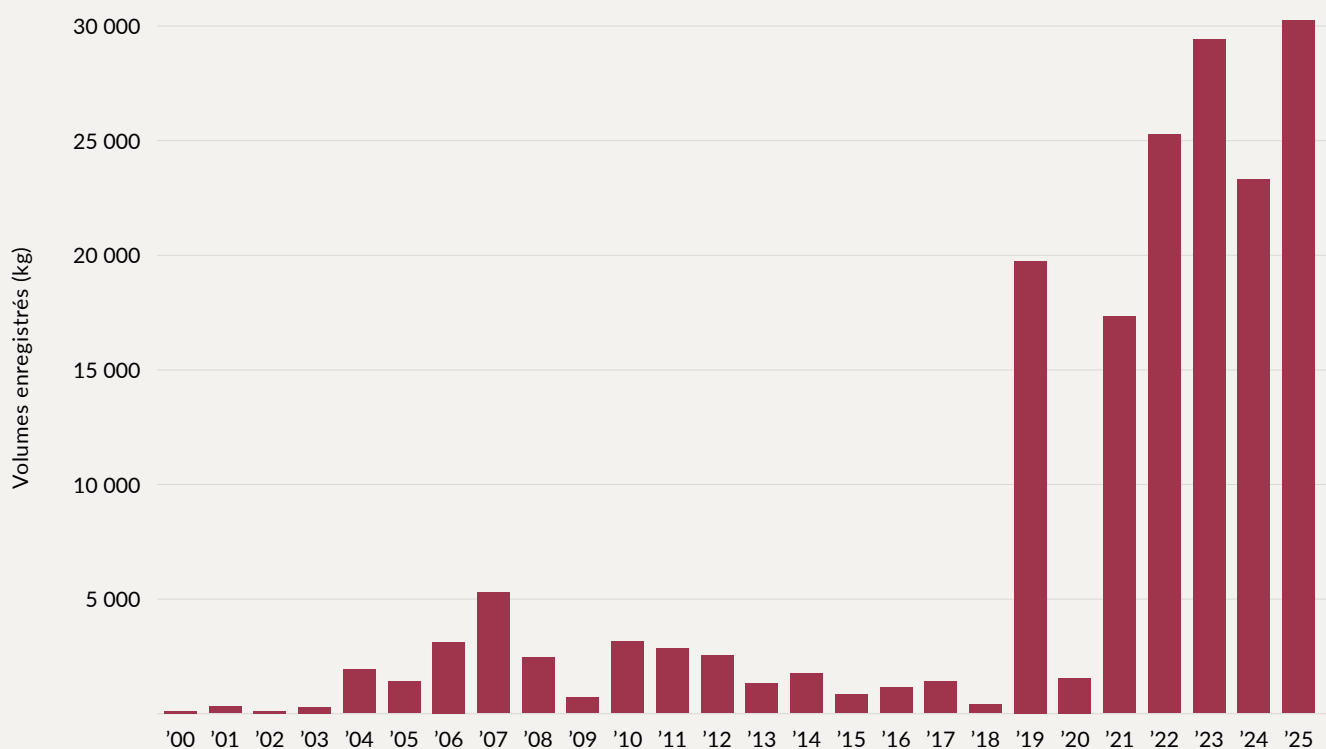


FIGURE 1 Saisies de cocaïne en Afrique de l'Ouest, 2000-2025.

SOURCE : Données compilées par la GI-TOC, principalement à partir du questionnaire annuel et de la base de données sur les saisies de drogues de l'ONUDC. Ces informations ont été enrichies par d'autres sources de l'ONUDC, notamment ses bureaux régionaux et le rapport WENDU (2024) publié par la CEDEAO. Lorsque des saisies importantes de cocaïne n'étaient pas répertoriées par l'ONUDC, l'ensemble a été complété par des données officielles des gouvernements et des forces de l'ordre (y compris des données confidentielles et des communiqués), des articles de presse, de la littérature grise et des publications académiques évaluées par les pairs.

principaux réseaux et acteurs, ainsi que leurs principaux effets. Ce faisant, le rapport met également en évidence les lacunes persistantes en matière de données, qui ne permettent pas d'avoir une vision complète de ce marché criminel et nuisent à la réponse apportée. Enfin, l'étude met en évidence les nouvelles tendances susceptibles d'influencer les dynamiques à court et moyen terme du marché de la cocaïne en Afrique de l'Ouest. L'analyse du nombre croissant de mesures prises dans la région en matière de politiques antidrogue, de santé publique, de réduction des risques et d'application de la loi dépasse le cadre du présent rapport.

Méthodologie

Cette étude de référence s'appuie sur une analyse approfondie de la littérature existante, y compris la littérature universitaire et grise, et sur l'analyse de contenus médiatiques internationaux et locaux. Les ensembles de données secondaires analysés comprenaient les résultats d'enquêtes judiciaires et policières menées en Afrique de l'Ouest, en Amérique latine, aux États-Unis et en Europe, y compris dans les Balkans occidentaux. Lorsque cela était possible, les communications cryptées entre les acteurs criminels ont été analysées. Les messages ont été interceptés par les forces de l'ordre européennes et ont été inclus dans les documents d'accusation de personnes arrêtées dans diverses juridictions⁸. Certaines de ces affaires pénales sont en cours et des acquittements formels restent possibles. Le statut exact de chaque affaire citée est indiqué dans l'Annexe. Il existe d'importantes lacunes dans les données concernant le commerce de la cocaïne en Afrique de l'Ouest, notamment en ce qui concerne les principaux acteurs criminels et réseaux impliqués dans ce commerce. Des efforts accrus ont été déployés pour cartographier certaines catégories d'acteurs, notamment grâce aux recherches menées par la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) sur les groupes

des Balkans occidentaux⁹, ce qui a permis de disposer de davantage de données sur ces acteurs. Cela reflète un biais de disponibilité plutôt qu'une importance accrue de certains groupes. Pour éviter toute ambiguïté, les groupes des Balkans occidentaux, bien qu'importants et en expansion, ne sont pas considérés comme plus importants que certaines autres nationalités européennes en Afrique de l'Ouest.

Des techniques de renseignement utilisant les sources ouvertes ont été mobilisées pour approfondir l'analyse des acteurs clés, des données et des itinéraires commerciaux, des mouvements de navires, de l'enregistrement des sociétés et des structures actionnariales, et pour esquisser les contours des marchés de la drogue en ligne de l'Afrique de l'Ouest.

L'étude s'appuie également sur des années de collecte de données sur le commerce de la cocaïne par la GI-TOC et ses chercheurs affiliés en Afrique de l'Ouest, en Amérique latine et en Europe. Cela comprend des entretiens semi-structurés avec des journalistes d'investigation, des responsables des forces de l'ordre, des représentants de la justice, des universitaires, des fonctionnaires et des employés du secteur privé dans les ports maritimes et les aéroports, des acteurs criminels jouant différents rôles dans le commerce de la cocaïne, des personnes consommant des drogues, des professionnels de la santé, des chercheurs, des représentants d'organisations internationales et régionales, et des membres des communautés à travers l'Afrique de l'Ouest.

La collecte de données pour ce rapport a compris plus de 190 entretiens semi-structurés menés en 2025 avec chaque type de partie prenante mentionnée ci-dessus, comme indiqué dans le graphique qui suit. Les entretiens ont été menés à distance et en personne dans toute la région. Des enquêtes ont également été menées auprès des personnes consommant des drogues dans les pays ciblés afin de confirmer les tendances en matière de prix et de consommation, et de garantir que le point de vue de ces personnes reste au centre de ce rapport.

Des consultations approfondies avec les parties prenantes régionales et les principales organisations internationales travaillant sur le commerce de la cocaïne en Afrique de l'Ouest et au-delà ont également étayé les entretiens bilatéraux. Les principales conclusions de l'étude ont été communiquées à de nombreuses parties prenantes de la société civile et des gouvernements de toute la région afin d'être remises en question et validées. Une première version du rapport écrit a été revue par plusieurs experts externes spécialisés dans le commerce de la cocaïne en Afrique de l'Ouest. Ce processus comprenait une table ronde avec des représentants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des points focaux nationaux du West African Epidemiology Network on Drug Use (WENDU).

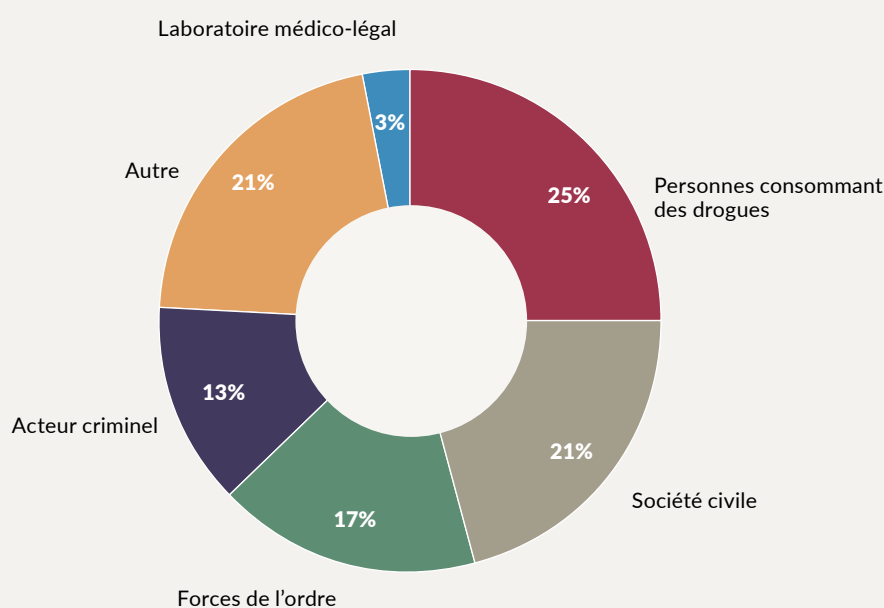


FIGURE 2 Participants interrogés pour le présent rapport répartis par catégorie.

Les principales conclusions de cette étude ont été présentées lors d'un dialogue de haut niveau intitulé « Cartographier l'avenir des marchés de la drogue en Afrique de l'Ouest : drogues synthétiques, cocaïne, argent sale, réponses stratégiques », organisé conjointement par le gouvernement du Ghana, le gouvernement des Pays-Bas et la GI-TOC, et qui s'est tenu à Accra, au Ghana, les 27 et 28 novembre 2025. Le dialogue a réuni environ 160 participants, parmi lesquels des représentants de haut niveau des États d'Afrique de l'Ouest, du gouvernement des Pays-Bas et d'organismes régionaux et internationaux clés, ainsi que des experts représentant les gouvernements et la société civile de toute l'Afrique et de l'Europe. Tous les pays d'Afrique de l'Ouest étaient représentés au dialogue. Le projet complet de ce rapport a été distribué pendant le dialogue à des fins de consultation, la période de consultation restant ouverte pendant trois semaines. Tous les commentaires reçus, oraux et écrits, ont été pris en considération et largement intégrés dans le projet final. Les contributions des intervenants et des participants lors des interventions ont également été consignées et incluses dans le projet, le cas échéant. Un vaste processus de consultation et de validation a été entrepris afin de garantir que les conclusions présentent une image consolidée du commerce de la cocaïne dans la région, qui corresponde à la réalité quotidienne des personnes consommant cette drogue et des personnes impliquées dans la lutte contre celle-ci.

Points clés

- L'Afrique de l'Ouest est un point de stockage, de redistribution et de conteneurisation en expansion au sein des itinéraires internationaux du trafic de cocaïne.
- Le marché de la cocaïne en Afrique de l'Ouest a connu une forte croissance depuis 2019. Parmi les facteurs qui ont contribué à cette expansion, on peut citer la production record en Amérique latine, la forte augmentation de la demande européenne, la pression croissante exercée par l'Europe sur les routes de trafic directes en provenance d'Amérique latine et l'amélioration des infrastructures commerciales en Afrique de l'Ouest.
- La rentabilité du marché le rend extrêmement corruptible, ce qui nuit à la gouvernance. À son tour, la corruption est un facteur clé du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest.
- La consommation croissante de cocaïne, en particulier sous forme de crack, pose un défi de plus en plus important en matière de santé publique.
- La grande majorité de la cocaïne transite par la région par voie maritime. Le trafic par voie aérienne génère un flux soutenu, à haute fréquence et de faible volume. Les routes terrestres traversant le Sahel sous-tendent des flux plus modestes, qui, dans le centre du Sahel, sont étroitement liés au contexte conflictuel.
- Les groupes criminels organisés transnationaux trafiquent la cocaïne en gros. Les acteurs intégrés à l'État, les acteurs criminels étrangers et les intermédiaires régionaux forment un triangle d'acteurs qui coordonnent les volumes importants trafiqués à travers l'Afrique de l'Ouest.
- Plusieurs indicateurs suggèrent que les réseaux criminels européens ont intensifié leurs activités en Afrique de l'Ouest depuis 2019, souvent grâce à des intermédiaires.
- Le manque de renseignements constitue un obstacle à la mise en place de mesures efficaces et ciblées. Le marché évolue rapidement et il est essentiel de monitorer les nouvelles tendances pour adapter les réponses.

POURQUOI L'AFRIQUE DE L'OUEST EST-ELLE UNE PLAQUE TOURNANTE DU TRANSBORDEMENT DANS LE TRAFIC INTERNATIONAL DE COCAÏNE ?

Cinq facteurs clés ont façonné le rôle de l'Afrique de l'Ouest en tant que plaque tournante majeure du transbordement au sein du commerce mondial de la cocaïne : la géographie, les lacunes en matière de gouvernance, la connectivité accrue grâce à l'expansion des infrastructures de transport, le renforcement de la connectivité financière et des moyens de communication grâce à l'innovation numérique et à la mondialisation des marchés financiers, et les changements dans la pression exercée par les forces de l'ordre sur les autres itinéraires vers l'Europe. Si les deux premiers facteurs sont statiques et ne peuvent expliquer pourquoi le rôle de l'Afrique de l'Ouest s'est accru au cours des cinq dernières années, les trois derniers sont des variables dynamiques qui contribuent à l'importance croissante de la région.

La situation géographique de la région, située entre les zones de culture de la cocaïne en Amérique latine et les marchés de consommation en Europe, en Türkiye, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la rend attractive pour les réseaux criminels qui approvisionnent ces marchés. L'augmentation de la production de cocaïne en Amérique latine depuis 2017, qui a atteint des niveaux records en 2020 et les a dépassés les années suivantes¹⁰, a déversé des quantités grandissantes de cocaïne sur les marchés mondiaux. Une part croissante de ce total global plus important a été acheminée par les chaînes d'approvisionnement à destination de l'Europe, la consommation sur le continent ayant considérablement augmenté¹¹. Cela favorise la « délocalisation proche » des stocks de cocaïne vers l'Afrique de l'Ouest.

Les lacunes en matière de gouvernance, dues au manque de ressources et à la corruption, contribuent depuis longtemps à créer un environnement propice au commerce illicite, y compris au trafic de cocaïne¹². Cependant, les profits générés par le commerce de la cocaïne atteignant des niveaux records, les ressources disponibles pour alimenter la corruption ont augmenté. Partout dans le monde, y compris dans des régions telles que l'Europe, qui se considéraient historiquement comme largement épargnées par l'influence corruptrice du marché de la cocaïne, on reconnaît aujourd'hui que la portée de la corruption financée par les profits de la cocaïne dépasse les estimations précédentes.

Les trafiquants achètent la protection de différents éléments des institutions étatiques, réduisant ainsi les risques de perturbation et, par conséquent, le coût des opérations dans la région. Par conséquent, bien que les itinéraires passant par l'Afrique de l'Ouest soient plus longs que les itinéraires directs, ils sont plus sûrs et présentent un moindre risque de saisie. À des degrés divers selon les États de la région, la protection est assurée par des acteurs politiques, des institutions de justice pénale et, surtout, aux points d'entrée et de sortie stratégiques sur les itinéraires de la cocaïne : les ports maritimes et les aéroports.

Le développement de la connectivité de l'Afrique de l'Ouest aux systèmes financiers et commerciaux mondiaux, ainsi que la pénétration croissante d'Internet, ont également facilité l'expansion de ce commerce. Les systèmes financiers formels, de mieux en mieux connectés mais peu réglementés, offrent de nombreuses opportunités pour le blanchiment d'argent. Selon l'Indice mondial du crime organisé, la capacité de lutte contre le blanchiment d'argent et de réglementation économique a diminué depuis 2023, et au moment de la rédaction du présent rapport, un pays d'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire, figure sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI), ce qui indique des déficits importants dans les processus de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme¹³.

Les liens croissants de l'Afrique de l'Ouest avec le commerce mondial grâce au développement des infrastructures de transport maritime, terrestre et aérien ont ouvert de nouvelles possibilités pour le trafic de cocaïne à travers et au sein de la région. Les investissements à grande échelle afin de faciliter les échanges commerciaux en Afrique de l'Ouest, notamment dans les infrastructures de transport, mais aussi la réduction des documents exigés, ont considérablement amélioré l'efficacité des échanges commerciaux, renforçant ainsi la connectivité intrarégionale et mondiale. Cela a redessiné la géographie du trafic de cocaïne.

Si les aéroports et les routes ont connu une expansion considérable au cours des cinq dernières années, les investissements dans les infrastructures maritimes ont joué un rôle particulièrement déterminant dans l'augmentation des flux de cocaïne, car la majeure partie de la cocaïne transitant par la région est trafiquée par voie maritime. Bien que la plupart de ces flux reposent sur des cargaisons non conteneurisées, contournant souvent les ports officiels, le trafic par conteneurs reste essentiel, faisant des ports maritimes des nœuds clés de la chaîne d'approvisionnement.

Entre 2010 et 2022, le trafic de conteneurs en Afrique a augmenté de 57 %, un taux dépassé uniquement par l'Asie, ce qui reflète le développement important du secteur maritime¹⁴. En Afrique, la croissance a été la plus rapide en Afrique de l'Ouest¹⁵, le fret conteneurisé ayant doublé dans de nombreux ports de la région depuis 2010. Les ports du Togo, de Côte d'Ivoire, du Ghana et du Sénégal ont été parmi ceux qui ont connu la croissance la plus forte¹⁶. Les projets d'extension de plusieurs ports, notamment ceux de Ndayane (Sénégal) et de Banjul (Gambie), laissent présager une connectivité accrue¹⁷.

Cependant, cette augmentation du commerce n'est souvent pas accompagnée d'améliorations en matière de contrôle et d'inspection des marchandises¹⁸. Cela aggrave les vulnérabilités déjà importantes du commerce conteneurisé face à l'infiltration criminelle, car l'ampleur des opérations rend un contrôle complet pratiquement impossible. En Afrique et en Europe, les autorités portuaires inspectent généralement moins de 2 % des conteneurs¹⁹.

Enfin, les tendances en matière d'application de la loi ont également joué un rôle. La pression accrue des forces de l'ordre sur les routes directes entre l'Amérique latine et l'Europe s'est traduite par une augmentation de plus de 400 % des saisies en Europe entre 2010 et 2020²⁰. Les saisies ont ensuite continué à augmenter, passant d'un total de 201,9 tonnes en 2019 à un record de 424,1 tonnes en 2023²¹. Cela a encouragé les trafiquants à utiliser des points de transbordement, et davantage de cocaïne a été acheminée via l'Afrique de l'Ouest. Par exemple, les médias ont rapporté que Armando Pacani, un ressortissant albanais et un acheteur de cocaïne en gros pour le marché européen travaillant avec un réseau important au Brésil, a commencé à coordonner des envois via l'Afrique de l'Ouest après une série de saisies et de pertes sur les routes directes vers l'Europe²². À cela s'ajoute le fait qu'à partir de 2020 environ, les autorités marocaines ont exercé une pression parallèle sur le trafic de cocaïne à destination de l'Europe²³, ce qui a également contribué à repenser les itinéraires via l'Afrique de l'Ouest.

Entre 2022 et 2024, les prix au détail en Europe sont restés globalement stables, ce qui indique un approvisionnement constant, dont une part importante a transité par l'Afrique de l'Ouest²⁴.

ASPECTS STRUCTURELS DU MARCHÉ DE LA COCAÏNE

Chaînes d'approvisionnement : terrestre, aérienne et maritime

La grande majorité de la cocaïne est trafiquée via l'Afrique de l'Ouest par voie maritime. Des quantités plus modestes, mais régulières et cumulativement importantes, sont trafiquées par des voies commerciales. Des quantités substantielles de cocaïne sont également acheminées par voie terrestre. Ces quantités sont probablement bien inférieures à celles transportées par voie maritime.

Trafic par voie maritime

Les routes maritimes du trafic constituent les principales voies d'acheminement de la cocaïne à destination et au départ de l'Afrique de l'Ouest. Elles combinent des méthodes de trafic par conteneurs et sans conteneurs²⁵.

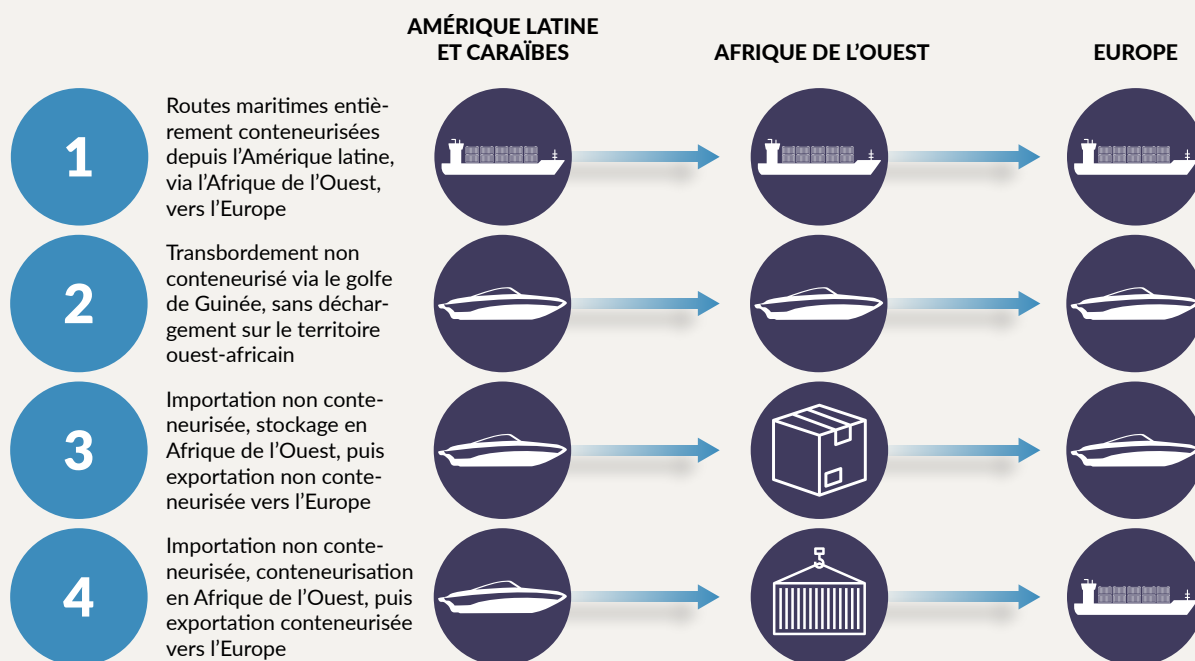


FIGURE 3 Modalités du trafic de cocaïne par voie maritime à destination de l'Europe via l'Afrique de l'Ouest.

REMARQUE : cette figure ne tient pas compte des itinéraires qui comprennent des tronçons terrestres ou aériens. Dans la pratique, les voies terrestres relient souvent les points d'entrée et de sortie maritimes.



FIGURE 4 Connexions entre les ports d'Afrique de l'Ouest, d'Amérique latine et d'Europe.

SOURCE : Analyse réalisée par la GI-TOC à partir de sources en ligne, notamment les sites web des compagnies maritimes de transport par conteneurs et d'autres ressources du secteur.

Trafic conteneurisé

Flux entrants

Les cargaisons de cocaïne conteneurisées sont acheminées vers l'Afrique de l'Ouest depuis l'Amérique latine. Elles partent vers l'Europe et d'autres marchés de consommation, notamment l'Asie et le Moyen-Orient, depuis les ports maritimes. Les ports maritimes d'Afrique de l'Ouest sont bien reliés à ces deux régions, comme le montre la Figure 4.

La plupart des saisies effectuées dans les ports concernent les flux entrants. Cela reflète probablement de meilleurs renseignements sur les flux entrants et la concentration des contrôles sur les importations plutôt que sur les exportations, ce qui est courant dans de nombreux ports à travers le monde, plutôt qu'une reflet fidèle des tendances sous-jacentes du trafic.

Depuis 2016 environ, la cocaïne saisie dans les ports d'Afrique de l'Ouest provient principalement de ports au Brésil, en particulier celui de Santos²⁶. Cette situation s'explique par le renforcement des contrôles policiers ciblant les navires à destination de l'Europe²⁷, et par l'influence croissante de Primeiro Comando da Capital (Premier commando de la capitale, PCC), le groupe criminel organisé le plus sophistiqué du Brésil, qui s'est repositionné vers l'exportation de cocaïne²⁸. Reflétant l'importance croissante de cette route, une part importante des saisies de cocaïne effectuées entre 2016 et 2022 dans le port de Santos, l'un des points majeurs mondiaux pour l'exportation de cocaïne, était destinée à l'Afrique. Plus de 60 % de ces cargaisons à destination de l'Afrique étaient liées à l'Afrique de l'Ouest²⁹.

Depuis 2021, le volume déclaré des saisies dans les ports d'Afrique de l'Ouest a diminué. Les données pour le port de Santos montrent également une baisse des saisies globales et des saisies sur les itinéraires à destination de l'Afrique de l'Ouest en 2023 (dernières données consultées pour Santos). De même, les données officielles sur les saisies maritimes et portuaires au Brésil pour la période 2023-2025 ne mettent pas en évidence l'Afrique de l'Ouest comme une destination importante³⁰. Cette évolution pourrait s'expliquer par des changements dans les méthodes de contamination³¹ (de plus en plus fréquentes une fois que les navires ont quitté les ports brésiliens) et par le déplacement vers d'autres ports d'exportation. Toutefois, considérées ensemble, la diminution des saisies en Afrique de l'Ouest, à Santos et dans les ports et eaux brésiliens en général

La cocaïne saisie dans les ports d'Afrique de l'Ouest est souvent expédiée depuis des ports brésiliens, notamment Santos.

© Nelson Almeida via Getty Images



pourrait également indiquer l'importance croissante des modes de transport non conteneurisés pour le trafic de cocaïne vers l'Afrique de l'Ouest³².

Flux sortants

Bien que les données soient fragmentaires, l'analyse de l'ensemble des éléments probants indique que les itinéraires conteneurisés sont susceptibles de jouer un rôle important dans les flux sortants d'Afrique de l'Ouest. Les saisies concentrées à certains points sur les routes terrestres reliant les principaux points d'entrée maritimes aux grands ports maritimes d'Afrique de l'Ouest corroborent cette analyse³³.

L'analyse des groupes des Balkans occidentaux, qui font partie des réseaux les plus importants contrôlant les chaînes d'approvisionnement mondiales à destination de l'Europe, a mis en évidence que les dirigeants des principaux réseaux sont parfaitement conscients du potentiel pour l'exportation des différents ports maritimes d'Afrique de l'Ouest. Radoje Zvicer, chef du clan monténégrin Kavač, s'est plaint dans des communications interceptées incluses dans l'acte d'accusation à son encontre et envoyées, selon les procureurs, à une figure haut placée alliée au clan Kavač, que « la Sierra Leone, le Libéria, la Guinée et la Guinée-Bissau sont des pays dont les ports n'ont pas un potentiel significatif pour l'exportation, de sorte que la compagnie MSC [transport maritime de conteneurs] ne les dessert pas, elle se contente de longer leurs côtes »³⁴. Bien que cette analyse ne soit pas tout à fait exacte en ce qui concerne les routes maritimes de MSC, elle indique un intérêt soutenu pour l'utilisation des ports maritimes d'Afrique de l'Ouest comme points d'exportation pour la cocaïne conteneurisée.

La conteneurisation de la cocaïne en Afrique de l'Ouest permet de contourner efficacement le renforcement des contrôles et des efforts de renseignements qui visent les exportations latino-américaines dans les ports européens. Cette méthode était utilisée par un autre réseau des Balkans occidentaux : le groupe Starčević, dirigé par des ressortissants serbes, importait de la cocaïne non conteneurisée par bateau de pêche en provenance du Brésil, la mettait dans des conteneurs en Sierra Leone, puis exportait la cargaison dissimulée dans des coques de cacao par conteneur à destination d'Anvers, en Belgique³⁵.

Cependant, très peu de saisies ont été signalées dans les ports européens sur des navires porte-conteneurs en provenance d'Afrique de l'Ouest³⁶. Compte tenu des volumes importants de cocaïne qui arrivent en Afrique de l'Ouest et du fait que l'Europe est la principale destination de la plupart de la cocaïne transitant par la région, la rareté des saisies de conteneurs est surprenante. Si la cocaïne est acheminée d'Afrique de l'Ouest vers l'Europe par d'autres voies (terrestres, aériennes et maritimes non conteneurisées), cela n'explique probablement qu'en partie ce décalage.

La plupart des saisies de conteneurs en Europe sont basées sur des renseignements, car le volume des échanges commerciaux rend impossible le contrôle exhaustif de tous les flux. Cela reflète les tendances mondiales : selon l'Organisation mondiale des douanes, en 2023, 88 % des drogues (en volume) ont été saisies grâce à des renseignements³⁷. Le manque de renseignements sur les itinéraires par conteneurs en provenance d'Afrique de l'Ouest contribue donc probablement à des taux de saisie plus faibles que sur les itinéraires en provenance de régions où les partenariats en matière de renseignements sont mieux établis³⁸. Des évaluations des risques obsolètes dans certains ports européens sont susceptibles d'aggraver les lacunes en matière de renseignements, ce qui entraîne une sous-estimation significative des flux conteneurisés en provenance d'Afrique de l'Ouest.

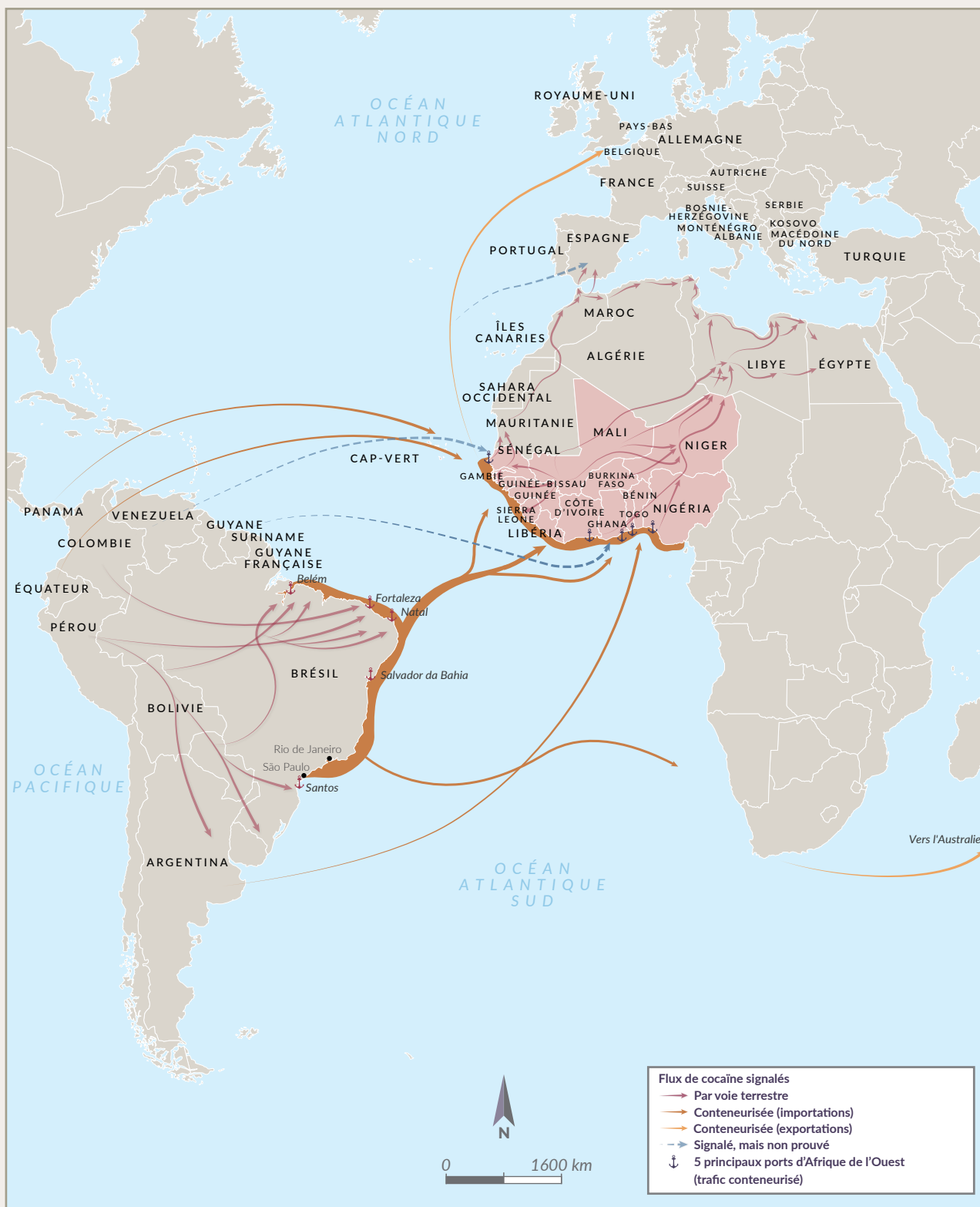


FIGURE 5 Routes de trafic conteneurisées

SOURCE : Surveillance continue effectuée par la GI-TOC

La connectivité croissante de nombreux ports d'Afrique de l'Ouest avec les ports maritimes européens, comme le montre la Figure 4, crée un environnement de plus en plus propice à la contamination des flux conteneurisés. Cela ne se limite pas aux ports principaux, mais inclut également les connexions avec les ports secondaires européens, dont certains ont des capacités de contrôle moins rigoureuses. En juin 2025, la saisie de 4,5 tonnes dans le port d'Amsterdam en provenance du port de Tema au Ghana a mis en évidence la vulnérabilité des ports secondaires reliés par des itinéraires maritimes³⁹. De même, les ports secondaires d'Afrique de l'Ouest sont souvent l'objet d'une surveillance moins stricte et sont susceptibles d'être utilisés pour le trafic de cocaïne. Les enquêtes visant le ressortissant espagnol Miguel Devesa, condamné pour trafic de cocaïne à grande échelle par les tribunaux ivoiriens, ont mis en évidence le rôle central joué par le port de San-Pedro en Côte d'Ivoire en tant que plaque tournante au sein des routes de la cocaïne. Cela était soupçonné depuis longtemps, mais n'avait pas été jusqu'alors confirmé⁴⁰.

Les parties prenantes en Afrique de l'Ouest ont signalé que la cocaïne était dissimulée parmi un large éventail de marchandises — notamment des noix de cajou, des lingots de métal, du caoutchouc, des fèves de cacao, du bois, des cosmétiques et des graines de soja — à destination de l'Europe et d'autres pays, notamment l'Inde⁴¹, la Türkiye, le Vietnam, l'Afrique du Sud et les États-Unis⁴². Cela confirme les évaluations selon lesquelles l'Afrique de l'Ouest joue un rôle croissant en tant que point de conteneurisation pour la cocaïne à destination d'un nombre croissant de marchés de consommation.



Le port d'Anvers a rapporté de loin le plus grand volume et la fréquence la plus élevée de saisies en provenance d'Afrique de l'Ouest, principalement de Sierra Leone. Les relations commerciales jouent un rôle : l'industrie chocolatière belge, qui importe des produits à base de cacao d'Afrique de l'Ouest, crée un canal permettant de dissimuler des marchandises illicites. © Arterra via Getty Images

Les saisies permettent-elles d'interpréter le trafic de cocaïne ?

Les saisies, bien qu'utiles pour analyser les économies illicites, sont des indicateurs peu fiables des volumes des flux illicites, des tendances et des structures du trafic. Les saisies indiquent que des activités illicites ont eu lieu et que des mesures répressives ont été prises. En l'absence de mesures répressives, il n'y a pas de saisies. On confond donc souvent à tort une augmentation des saisies avec une augmentation des volumes,

et inversement. Cependant, les saisies sont souvent un meilleur indicateur de la perturbation du trafic, et l'absence de saisies peut simplement signifier que le trafic est fortement protégé ou qu'il n'existe pas de capacité de répression pour le perturber. Dans le présent rapport, les saisies sont utilisées dans le cadre de l'analyse, mais en conjonction avec d'autres ensembles de données⁴³. ■

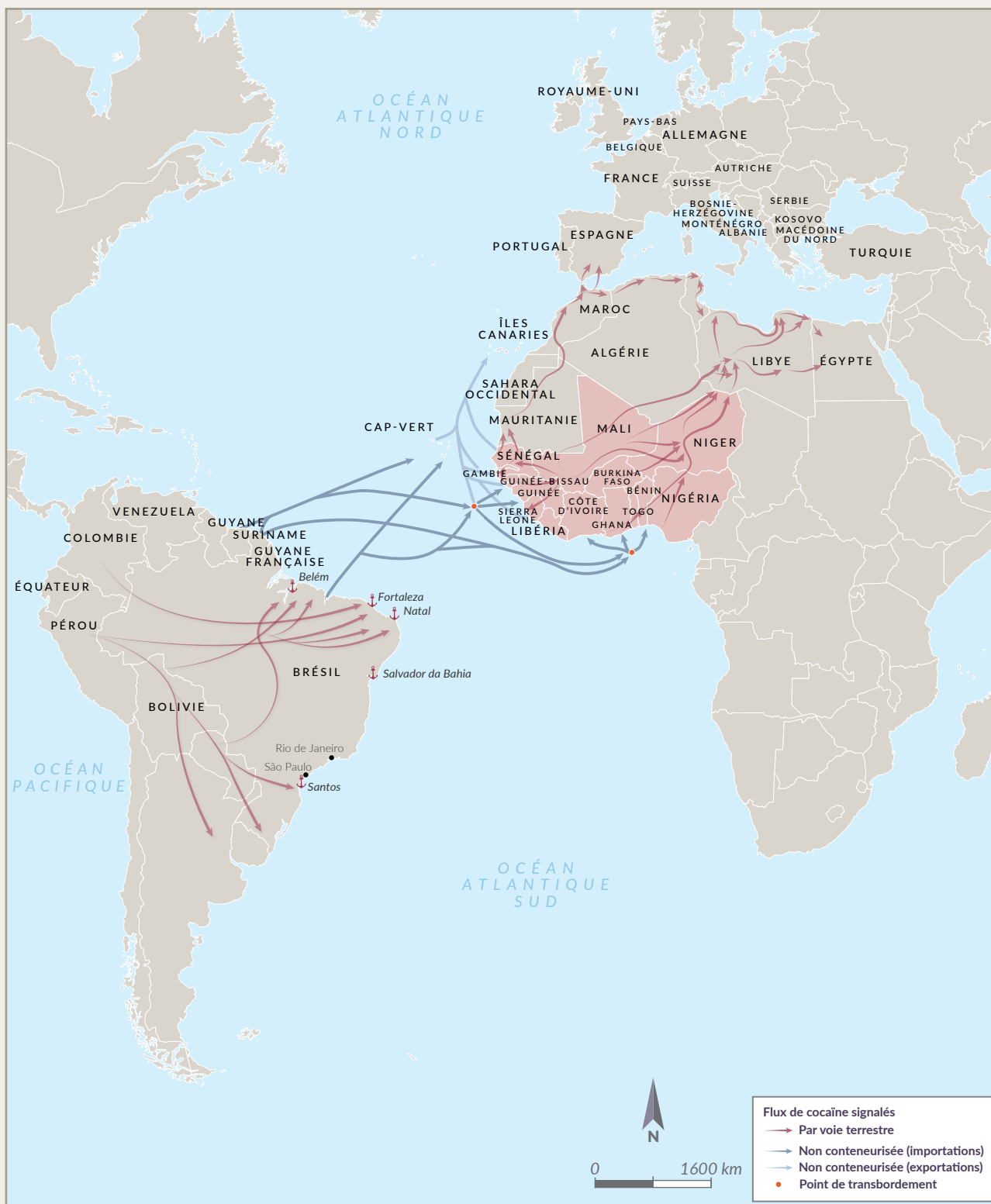


FIGURE 6 Routes de trafic non conteneurisées.

SOURCE : Surveillance continue effectuée par la GI-TOC

Trafic non conteneurisé

Des volumes croissants de cocaïne sont trafiqués depuis l'Amérique latine vers les eaux au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest (soit l'Atlantique au large du Sénégal et de la Sierra Leone, soit plus au sud dans le golfe de Guinée), puis transbordés vers des « navires filles », soit directement, soit en jetant les cargaisons par-dessus bord et en les localisant à l'aide de la technologie GPS. Ces cargaisons ne sont pas stockées dans des conteneurs. Elles sont transportées sur des navires tels que des bateaux de pêche, des remorqueurs, des cargos, des vraquiers, des voiliers et des vedettes rapides. Certaines cargaisons sont récupérées par des navires filles au large des côtes ouest-africaines, qui se rendent ensuite directement en Europe. D'autres sont réceptionnées en mer et débarquées en Afrique de l'Ouest par des navires plus petits en utilisant une multitude de points d'entrée le long du littoral poreux. Ces cargaisons non conteneurisées sont régulièrement de plusieurs tonnes. À titre d'exemple, une opération menée en mars 2024 a permis de saisir plus de 10 tonnes sur un bateau de pêche dans le golfe de Guinée parti du Brésil⁴⁴.

Le Brésil, la Guyane et le Suriname sont des points d'exportation particulièrement importants⁴⁵. Alors que le Brésil est depuis longtemps un point de départ clé, la Guyane et le Suriname sont devenus des points d'exportation majeurs à partir de 2023⁴⁶. Le pôle occidental fournit des zones de débarquement communes pour les cargaisons non conteneurisées⁴⁷, mais les routes empruntées ciblent également le golfe de Guinée et les pays du pôle austral⁴⁸.

Les petits navires, bateaux de pêche et bateaux à moteur, sont couramment utilisés pour transporter des cargaisons de cocaïne entre les pays de la région, reliant les centres de stockage et de consommation et acheminant les cargaisons depuis les points d'entrée vers des points pratiques pour l'exportation. Par exemple, les communautés côtières en Sierra Leone signalent une augmentation⁴⁹ des cas où des pêcheurs sont sollicités pour transporter de la cocaïne entre différents points du pays ou vers d'autres pays de la région, notamment la Guinée, dont le port est plus grand que le quai Queen Elizabeth II de Freetown⁵⁰. Les cargaisons seraient supérieures à 100 kilogrammes et principalement coordonnées par des acteurs étrangers⁵¹.

En ce qui concerne les exportations, les indications relatives aux itinéraires non conteneurisés mettent en évidence des itinéraires vers les pays du sud de l'Europe, notamment l'Espagne et en particulier les îles Canaries⁵². Ces dernières années, les îles ont pris une importance croissante dans le trafic de cocaïne non conteneurisé, en particulier par voilier. Les autorités espagnoles ont signalé une augmentation spectaculaire du trafic de cocaïne vers l'archipel depuis le début de l'année 2024⁵³. Cependant, l'analyse des communications cryptées d'importants trafiquants européens met en évidence leur utilisation des itinéraires Afrique de l'Ouest-Îles Canaries depuis au moins 2020⁵⁴.



Un cartel des Balkans spécialisé dans le trafic de cocaïne utilise des yachts et des voiliers, comme le *Majic*, battant pavillon croate, à bord duquel près d'une tonne de cocaïne a été saisie en 2020. Photo : Guardia Civil

Trafic de cocaïne à bord de narco sous-marins

Les semi-submersibles sont de plus en plus utilisés par les réseaux de trafiquants opérant entre l'Amérique latine, les États-Unis et l'Europe⁵⁵. À ce jour, ils ont été particulièrement présents sur les liaisons à destination des États-Unis, et leur fabrication est concentrée en Colombie. En 2019, un semi-submersible brésilien a été intercepté en Europe, fournissant ainsi la première preuve de traversées transatlantiques⁵⁶. En 2025, un semi-submersible s'est échoué sur la plage de Black Johnson, en Sierra Leone⁵⁷. Cela indique que les semi-submersibles sont utilisés pour traverser le golfe de Guinée. Certains fabricants auraient déplacé leurs activités vers des pays d'Afrique de l'Ouest, car il est plus facile d'y obtenir les matières premières qu'en Colombie, où elles font l'objet d'une surveillance de plus en plus étroite⁵⁸. Selon certaines informations, l'utilisation de sous-marins entre l'Amérique latine et l'Afrique de l'Ouest serait en augmentation, et certains indicateurs suggèrent une augmentation potentielle des mouvements entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe⁵⁹, bien que les preuves disponibles restent limitées. À mesure que les forces de l'ordre européennes renforcent la surveillance des itinéraires vers l'Europe, y compris vers les ports secondaires, ces modes de trafic à partir de l'Afrique de l'Ouest sont susceptibles de gagner en importance.

Trafic par voie aérienne

Les routes aériennes commerciales sous-tendent un flux plus faible mais néanmoins important de cocaïne transitant par l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe, les passeurs avalant des quantités limitées (généralement environ 1 kilogramme) et des volumes plus importants étant transportés dans les bagages de passagers (10 à 15 kilogrammes par valise) ou les envois de fret (jusqu'à 90 kilogrammes)⁶⁰. La régularité du trafic aérien signifie que, même si les volumes individuels sont limités, les volumes annuels sur certaines routes spécifiques peuvent atteindre plusieurs tonnes.

Les investissements à grande échelle dans de nombreux aéroports de la région ont considérablement amélioré la connectivité aérienne, multipliant les itinéraires susceptibles d'être exploités par les réseaux de trafiquants. Cela a facilité non seulement le trafic international, mais aussi le trafic intrarégional : à titre d'exemple, les trafiquants au Nigéria indiquent que les vols commerciaux locaux sont utilisés pour transporter la cocaïne à travers le pays⁶¹. Le Brésil, et en particulier São Paulo, le fief du PCC, ont été identifiés de manière répétée comme points d'origine des saisies effectuées sur des vols commerciaux à destination de l'Afrique de l'Ouest, Addis-Abeba étant une escale fréquemment signalée. Les réseaux nigériens sont très actifs dans le trafic utilisant les vols commerciaux et privilégient historiquement l'emploi de passeurs.

La plupart de la cocaïne quittant la région par vols commerciaux est destinée à l'Europe, mais l'Asie, le Moyen-Orient et l'Australie sont également des destinations régulières⁶². Dans certains cas, le trafic a été entrepris par des personnes ayant des liens à la scène politique, qui ont probablement bénéficié d'une protection pour échapper à la détection⁶³.

L'aviation générale est utilisée pour acheminer de la cocaïne d'Amérique latine vers l'Afrique de l'Ouest, en utilisant des pistes d'atterrissage officielles et informelles. La saisie de 2,63 tonnes de cocaïne à bord d'un avion privé qui a atterri en septembre 2024 à l'aéroport international de Bissau et aurait décollé du Venezuela, a mis en évidence les volumes transportés par les avions privés et le rôle du Venezuela en tant que point de départ de premier plan pour ces vols⁶⁴. Le gouvernement vénézuélien a démenti que l'avion aurait décollé de ce pays⁶⁵. Cependant, le Venezuela est un point de départ important pour les vols transportant de la cocaïne qui utilisent les nombreuses pistes d'atterrissage clandestines dans le pays ainsi que des pistes d'atterrissage secondaires⁶⁶. Les zones frontalières entre la Colombie et le Venezuela, où opère l'Ejército de Liberación Nacional (Armée de libération nationale, ELN), comptent de nombreuses pistes d'atterrissage clandestines et seraient une région de départ importante pour de nombreux vols de cocaïne, dont certains à destination de l'Afrique de l'Ouest⁶⁷.

L'avion saisi à Bissau en septembre 2024 était initialement en route vers le Mali, qui est depuis le début des années 2000 une destination pour les vols transportant de la cocaïne. Certaines cargaisons arrivant à Bamako et dans les aéroports environnants sont acheminées vers le sud et les points d'exportation côtiers. Des avions privés liés au trafic de cocaïne ont également été repérés dans plusieurs autres pays de la région, notamment en Sierra Leone⁶⁸ et au Ghana⁶⁹.

Bien que les saisies à bord d'avions privés soient rares, des enquêtes ont à maintes reprises mis en évidence des réseaux évoquant l'utilisation de l'aviation générale comme moyen de trafic, et plusieurs atterrissages d'avions privés ont été jugés suspects⁷⁰, même si aucun lien n'a été prouvé par les autorités⁷¹. Dans l'ensemble, cela indique que ce moyen de transport est probablement beaucoup plus couramment utilisé qu'on ne le pense actuellement. La plupart des vols privés en Afrique de l'Ouest sont des vols « fantômes » (le transpondeur est éteint pendant la majeure partie du vol), ce qui accentue l'opacité de l'aviation générale dans la région.

L'aviation générale est probablement également utilisée pour le transit vers l'Europe, mais les preuves à cet égard sont plus limitées. Les enquêtes sur les réseaux ont mis en évidence l'utilisation de routes d'aviation générale par des pays tels que le Mali et la Guinée pour trafiquer de la cocaïne du Venezuela vers l'Europe⁷². De nombreux pays européens disposent d'une multitude de pistes d'atterrissage mal surveillées, ce qui crée une vulnérabilité importante. Ces dernières années, plusieurs vols privés entre les îles Canaries et un pays d'Afrique de l'Ouest ont été jugés suspects en raison d'activités de chargement non autorisées lors des escales. Cependant, les liens avec le trafic de cocaïne n'ont été confirmé⁷³.

De même, l'aviation générale est probablement utilisée pour transporter de la cocaïne au sein de la région et à travers le continent. Par exemple, l'analyse des communications cryptées EncroChat entre des membres de groupes des Balkans occidentaux a démontré qu'ils ont envisagé d'utiliser des avions privés pour importer de la cocaïne en Afrique de l'Ouest et la transporter à l'intérieur du continent, notamment de la Sierra Leone vers l'Afrique du Sud, probablement en vue d'une exportation ultérieure⁷⁴. Comme indiqué ci-dessus, il existe également des informations crédibles selon lesquelles l'aviation générale continue d'être utilisée pour transporter de la cocaïne vers le nord, de Bamako à Gao⁷⁵.

Prix de la cocaïne

Les prix au détail de la cocaïne varient considérablement d'une ville à l'autre en Afrique de l'Ouest. Des prix plus bas peuvent être le signe d'une augmentation de l'offre et indiquer les zones où la cocaïne circule davantage sur le marché au détail des drogues en raison d'un

effet de débordement. Les prix au détail des drogues fluctuent en fonction des dynamiques du marché, par exemple lorsqu'une saisie importante incite les revendeurs à la prudence ou lorsqu'un trafiquant vend ses stocks pour obtenir rapidement des liquidités.

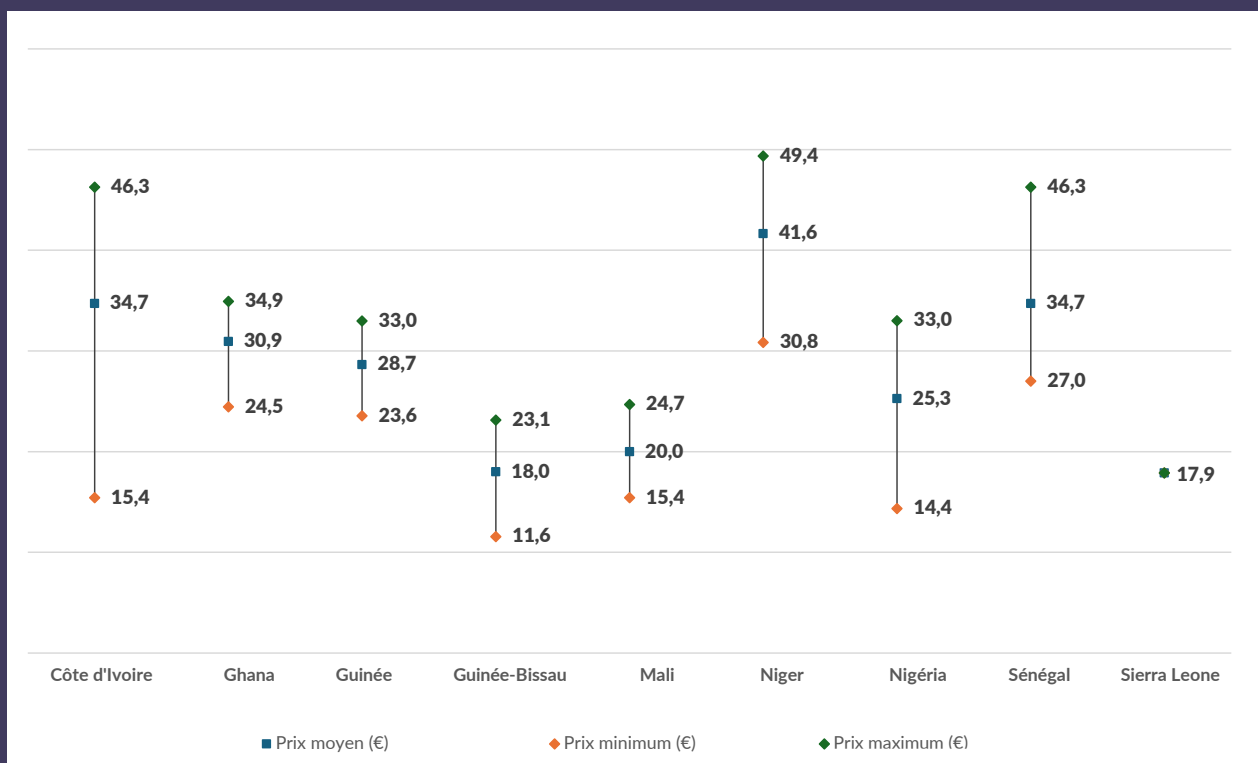


FIGURE 7 Prix de la cocaïne dans certaines agglomérations urbaines d'Afrique de l'Ouest, en euros.

SOURCE : Les données sur les prix ont été recueillies auprès de personnes consommant des drogues et de revendeurs dans les pays indiqués en 2025. Au moins cinq données (mais dans de nombreux cas, nettement plus) ont été utilisées pour calculer chaque moyenne.

Trafic par voie terrestre

Quatre principaux corridors terrestres relient les ports d'arrivée en Afrique de l'Ouest, traversent le Sahel et débouchent en Libye, au Maroc ou en Mauritanie pour rejoindre ensuite l'Europe, comme le montre la Figure 8. Cependant, un réseau beaucoup plus complexe et diversifié d'itinéraires est également utilisé pour relier les points d'entrée à des points de sortie plus pratiques sur le plan logistique : par exemple, pour acheminer les importations non conteneurisées arrivant par des zones côtières poreuses aux grands ports maritimes de la région avant leur export vers l'Europe. Il en résulte un réseau complexe de routes terrestres du trafic souvent bidirectionnelles, où la cocaïne est dissimulée parmi d'autres marchandises, principalement des voitures d'occasion⁷⁶, et où de petites quantités alimentent les marchés de consommation de toute la région.

Toutes ces routes, sauf une, traversent le Sahel central et sont étroitement liées aux dynamiques des conflits dans la région. Depuis 2012, l'instabilité au Sahel central a entraîné le déplacement d'une part importante des volumes vers d'autres itinéraires, notamment vers des routes passant par la Mauritanie. Entre 2019 et 2023, plusieurs indicateurs ont montré que le trafic de cocaïne trans-sahélien vers le nord était en augmentation⁷⁷. Cependant, depuis 2023, la reprise du conflit dans le nord du Mali, avec l'avancée vers le nord des forces armées maliennes et de leurs alliés russes, et le coup d'État au Niger ont en partie perturbé cette tendance. L'intensification des opérations du Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, JNIM) dans la région Centre-Est du Burkina Faso a très probablement également déplacé ces itinéraires existants, contribuant à une augmentation globale du risque associé aux itinéraires traversant le centre du Sahel⁷⁸.



FIGURE 8 Routes terrestres du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest.

Au Mali, les itinéraires évitent tout particulièrement l'est de la région de Kidal, où la coalition du Cadre stratégique pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA), composée de groupes rebelles et pro-gouvernementaux, a perdu le contrôle des principaux nœuds de trafic et la capacité de protéger les convois de drogue. La forte augmentation de la violence armée a accru le risque d'attaques contre les convois, réduisant les flux vers le Niger et entraînant une perte importante d'activité pour plusieurs intermédiaires opérant dans cette région⁷⁹. Selon un négociant proche du Front de libération de l'Azawad (FLA) :

Les itinéraires et les flux du trafic de cocaïne dans les régions du nord ont considérablement changé depuis l'arrivée de Wagner et l'utilisation de drones dans le nord par les FAMa [Forces armées maliennes] et Wagner. Ces drones n'épargnent même pas un troupeau d'ânes, sans parler des pickups connus pour appartenir au groupe FLA dans le nord. Les trafiquants empruntent des itinéraires spécifiques à proximité des frontières avec la Mauritanie et l'Algérie, s'arrêtant pour recueillir des informations sur les mouvements des drones avant de poursuivre leur route, ce qui rend le trafic plus difficile, allonge les trajets et augmente d'autant le coût de la sécurité⁸⁰.

Le coup d'État de juillet 2023 au Niger a également perturbé un système de protection établi de longue date qui permettait à de nombreux trafiquants d'opérer en toute impunité⁸¹. Il en a résulté une forte baisse du trafic de cocaïne et de résine de cannabis par le nord du Niger. Plusieurs trafiquants de haut niveau ayant des liens étroits avec l'ancien régime font profil bas et ont réduit leurs activités⁸². L'augmentation des patrouilles de l'État le long des principaux couloirs de trafic⁸³ et l'instabilité croissante fomentée par des groupes de bandits nigériens et tchadiens, qui ont fréquemment attaqué et saisi des convois de drogue, ont également contribué à la baisse des flux par le nord du Niger depuis 2023⁸⁴.

Ces itinéraires de trafic terrestres trans-sahéliens continuent de fonctionner, mais les risques restent extrêmement élevés, ce qui conduit les trafiquants à explorer d'autres options, notamment l'aviation générale. L'évolution des itinéraires reflète les changements dans les conflits et les paysages politiques, et a des implications sur les acteurs qui tirent profit de ce commerce, comme nous le verrons ci-dessous.

Le quatrième et dernier itinéraire, qui traverse la Mauritanie, aurait pris de l'importance après le déplacement des itinéraires passant par le centre du Sahel en 2012. En général, les cargaisons entraient en Mauritanie par le Sénégal, puis continuaient vers l'Europe par voie maritime. Bien que certains indicateurs montrent que cette route est restée active au cours des cinq dernières années, les données sur son ampleur actuelle sont limitées.

IMPACTS

Santé publique : augmentation de la consommation, en particulier de crack

Il existe peu de données exhaustives et fiables sur la consommation de drogues en Afrique de l'Ouest. Bien que le WENDU ait fait des progrès significatifs dans l'amélioration de la collecte et de l'analyse des données, il s'appuie sur les données nationales relatives au traitement de la dépendance comme indicateurs de la consommation. Ces données indiquent une augmentation globale du nombre de personnes traitées pour une consommation problématique de cocaïne en Afrique de l'Ouest entre 2020 et 2022⁸⁵. Cependant, comme les options de traitement sont rares dans la région et varient dans le temps, il est difficile de dégager les tendances de la consommation à partir de ces données.

Selon les données de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), environ 516 000 personnes ont consommé de la cocaïne en Afrique de l'Ouest et centrale en 2023, avec une prévalence estimée à environ 0,15 %⁸⁶. Cela représente le double du nombre estimé de personnes consommant de la cocaïne par rapport à 2017 (250 000)⁸⁷.

Les estimations de prévalence de l'ONUDC — en pourcentage de la population — sont restées stables depuis 2018⁸⁸. Si les parties prenantes de la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ont signalé une augmentation globale du nombre de personnes consommant de la cocaïne au cours de cette période⁸⁹, il est difficile de tirer des conclusions plus détaillées à partir de ces estimations générales de prévalence, qui masquent probablement d'importantes disparités sous-régionales.

Les parties prenantes de tous les pays, à l'exception du Bénin et de la Côte d'Ivoire, ont signalé une augmentation de la consommation de cocaïne en poudre — et, dans une bien plus grande mesure, de crack — au cours des cinq dernières années. Au Bénin et en Côte d'Ivoire, les tendances signalées présentaient des divergences plus importantes⁹⁰.

Les marchés intérieurs sont largement alimentés par le « débordement » du commerce de transit de cocaïne en gros. Les petits revendeurs et trafiquants sont parfois payés en nature, c'est-à-dire en cocaïne. Ces acteurs plus mineurs ne disposent généralement pas des réseaux et des ressources nécessaires pour trafiquer la cocaïne vers des régions où les prix sont plus élevés, et la vendent donc sur le marché local à un prix accessible⁹¹. Certains trafiquants importants cherchent parfois à écouler leur produit sur les marchés nationaux pour obtenir rapidement des liquidités lorsque leur trésorerie est faible. Par exemple, en juillet 2025, un important trafiquant en Guinée-Bissau a tenté de vendre un volume important de cocaïne sur le marché national. Le prix de gros de la cocaïne à Bissau est passé de 10 000 à 16 000 euros le kilogramme à 7 000 euros⁹².

La prévalence et la tendance à la hausse de la consommation rapportée de crack dépasse largement celle de cocaïne en poudre dans la plupart des pays⁹³, et le crack est régulièrement identifié comme l'une des drogues les plus consommées dans de nombreux centres urbains de la région. À titre d'exemple, à Accra et à Conakry, le crack a été cité comme la deuxième drogue la plus consommée après le cannabis par plusieurs personnes qui consomment des drogues⁹⁴.

Une étude de la prévalence réalisée en 2023 dans trois villes de Guinée-Bissau a révélé que le crack figurait parmi les deux drogues injectables les plus couramment consommées et que la prévalence avait augmenté depuis la précédente étude menée en 2019⁹⁵. Cette conclusion a été corroborée par une enquête réalisée en 2024 auprès de 50 personnes qui consomment des drogues, qui ont signalé une augmentation de la consommation de cocaïne et de crack et ont déclaré que le crack figurait parmi les drogues les plus couramment consommées⁹⁶.

La consommation semble se concentrer principalement dans les grands centres urbains, se diffusant parfois du centre vers les banlieues, comme cela a été signalé à Dakar⁹⁷. Cependant, la consommation n'est pas toujours la plus élevée dans les capitales, en particulier pour les marchés du crack. Au Togo, par exemple, la consommation de crack connaîtrait la croissance la plus rapide dans le nord du pays, où il serait plus facilement accessible⁹⁸. De même, à Agadez, la plus grande ville du nord du Niger, les entretiens avec les parties prenantes et les données relatives aux admissions liées à la drogue⁹⁹, indiquent une augmentation de la consommation de crack entre 2018 et 2020, et au-delà¹⁰⁰. Cette tendance

serait due en partie au débordement du transit et en partie aux migrants et aux réfugiés qui transitent par Agadez et les régions environnantes sur les routes vers le nord, transportant de petites quantités de cocaïne et de crack¹⁰¹.

La consommation de crack est concentrée parmi les populations plus vulnérables et plus défavorisées sur le plan socio-économique. En Afrique de l'Ouest, le crack est cuit avec du benzène (plus nocif) ou du bicarbonate de sodium. Le marché du crack est très rentable pour les revendeurs au détail, bien plus que celui de la cocaïne en poudre. En effet, il offre des profits plus élevés par gramme.

Si la consommation de crack dans la région est principalement le fait des hommes, les parties prenantes au Sénégal et en Guinée ont signalé une augmentation particulièrement forte de la consommation chez les jeunes femmes. La stigmatisation sociale liée à la consommation de drogue est plus forte pour les femmes, ce qui masque souvent le taux réel de consommation et rend la sous-déclaration extrêmement probable.

Marchés en ligne

La plupart des achats de drogues au détail en Afrique de l'Ouest, en particulier ceux concernant le crack et la cocaïne, se font en personne. Selon les propos d'un revendeur à Accra : « Le commerce de drogues en ligne n'est toujours pas très répandu au Ghana, en particulier en ce qui concerne la cocaïne. Le commerce de cocaïne reste principalement hors ligne, en face à face et basé sur des réseaux, avec des points chauds, des fournisseurs de confiance et des intermédiaires physiques. Récemment, l'internet s'est développé [...] et les compétences numériques se sont améliorées, mais la confiance dans les réseaux physiques reste plus forte que la confiance dans les vendeurs anonymes en ligne. »¹⁰²

Cependant, dans plusieurs pays, les personnes qui consomment des drogues ont signalé une augmentation de l'utilisation des plateformes en ligne pour l'achat de cocaïne au cours des cinq dernières années¹⁰³. Beaucoup ont identifié la pandémie de COVID-19, pendant laquelle les transactions en personne ont été compliquées par les restrictions de déplacement, comme un tournant décisif dans la croissance des achats en ligne et des services de livraison par coursier¹⁰⁴. Parmi les plateformes citées figurent WhatsApp, Telegram et Facebook. Une personne consommant des drogues (PWUD de l'anglais « people who use drugs ») a indiqué que les achats étaient effectués via des groupes WhatsApp fermés afin d'éviter la cocaïne frelatée, citée comme une préoccupation liée à la santé par plusieurs PWUD. La participation à ces groupes fermés serait basée sur la confiance¹⁰⁵. ■

Corruption et gouvernance

La corruption et les marchés illicites entretiennent une relation de renforcement mutuel : la corruption facilite les opérations et la croissance des marchés illicites, tandis que les acteurs criminels utilisent les profits illicites pour consolider les structures de corruption existantes et en créer de nouvelles¹⁰⁶.

À mesure que le marché mondial de la cocaïne s'est développé, y compris en Afrique de l'Ouest, il est devenu de plus en plus rentable pour ceux qui le contrôlent et le coordonnent, et surtout pour ceux qui protègent ses opérations. Cette rentabilité en fait une puissante source de corruption : elle offre des récompenses importantes aux acteurs qui se livrent à des pratiques corrompues facilitant le commerce de la drogue, ce qui renforce encore plus leur position et leur résilience. En retour, cette infrastructure de protection garantit que le commerce peut fonctionner sans disruption. L'analyse des saisies importantes et de leur concentration dans la région au fil du temps indique qu'elles ont tendance à se produire pendant les périodes où le système de protection est affaibli, souvent en cas d'instabilité ou de changement politique¹⁰⁷. Cela confirme l'importance de la protection pour les opérations quotidiennes des trafiquants de cocaïne de premier plan dans la région.

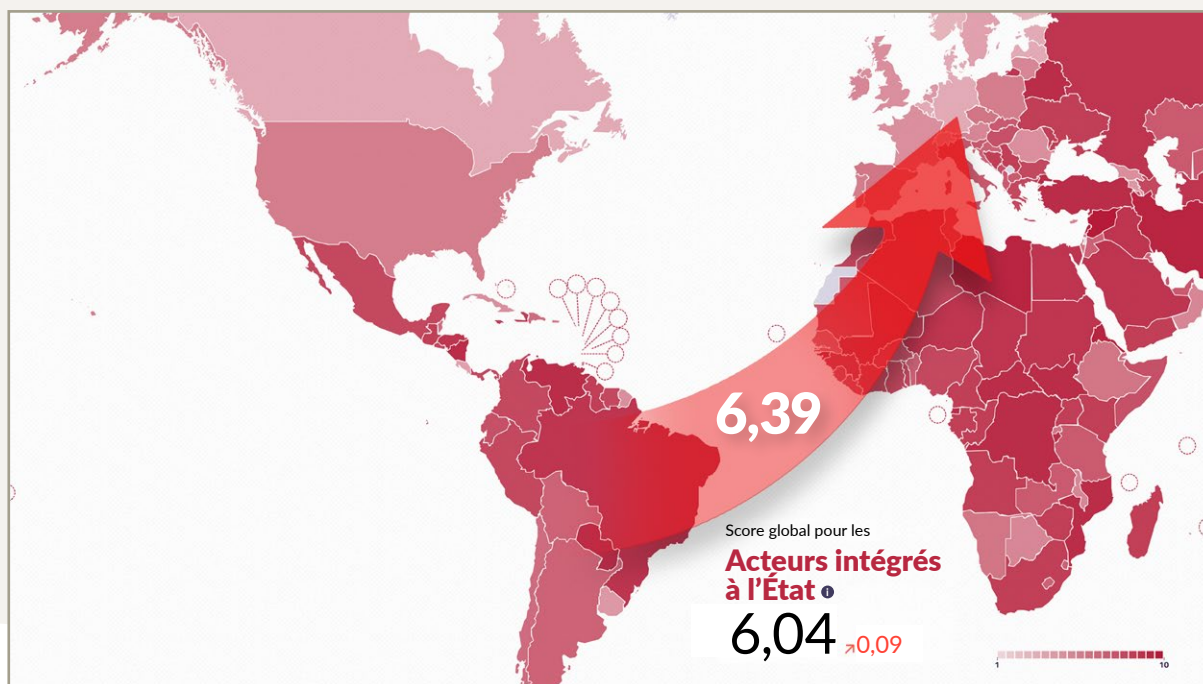


FIGURE 9 L'influence croissante des acteurs intégrés à l'État.

REMARQUE : Les données de l'Indice mondial du crime organisé 2025 montrent que le score pour les acteurs intégrés à l'État est nettement plus élevé (de 0,35) tout au long de la chaîne d'approvisionnement vers l'Europe que les moyennes mondiales.

Le commerce de cocaïne utilise divers points d'entrée pour alimenter la corruption à travers les infrastructures publiques. C'est une source de revenus attrayante pour l'élite et encourage l'intérêt pour ce type de rentes parmi les hautes sphères de l'État, qui deviennent alors les facilitateurs et les protecteurs du marché. Considérées comme une source de financement utile pour les campagnes électorales, les rentes issues de la cocaïne peuvent fausser les processus démocratiques. Elles corrompent également les éléments du système d'administration publique les plus en contact avec les opérations quotidiennes du marché, notamment la police, les douanes et les agents aux frontières, et se propagent vers le sommet à travers les hiérarchies étatiques. Par conséquent, le marché de la drogue favorise l'expansion matérielle de la petite et de la grande corruption¹⁰⁸. Selon l'Indice mondial du crime organisé 2025, les acteurs intégrés à l'État sont les figures criminelles les plus puissantes d'Afrique de l'Ouest, ce qui souligne le rôle important de la corruption dans le développement du crime organisé, y compris le commerce de cocaïne, dans toute la région¹⁰⁹.

Il est essentiel de noter que la cocaïne est une puissante force de corruption dans le monde entier. Bien que ce rapport se concentre sur l'Afrique de l'Ouest, des tendances similaires ont également été observées ailleurs et la région n'est en aucun cas la seule à subir les effets de ce commerce sur la gouvernance.

Capture des élites : l'impact des profits de la drogue sur l'élaboration des politiques en Afrique de l'Ouest

La protection de l'État a favorisé la croissance du trafic de drogue par l'Afrique de l'Ouest, comme dans de nombreuses régions du monde. Les profits florissants font du marché de la cocaïne une source de revenus attrayante pour les fonctionnaires et les élites politiques. Si de nombreuses économies illicites exercent une influence corruptrice, l'extrême rentabilité du commerce de cocaïne le distingue des autres. L'accès à ces rentes modifie les motivations des décideurs politiques, ce qui a des implications profondes en matière de gouvernance et des effets dévastateurs sur la fourniture de services publics et le développement socio-économique des États.

Lorsque les décideurs politiques ou l'élite politique ont accès à des sources de revenus « non gagnés », tels que les rentes provenant des drogues illicites ou des ressources naturelles, ils deviennent moins dépendants de la fiscalité et

de la croissance économique comme principales sources de revenus. Cela les conduit à s'appuyer davantage sur les rentes, ce qui crée ainsi un cercle vicieux qui diminue leur responsabilité¹¹⁰. Ce cycle favorise la création de réseaux de clientélisme, dans lesquels les revenus sont distribués à un petit groupe de soutiens :¹¹¹ on estime qu'environ 50 % des paiements destinés à protéger le commerce de cocaïne en Afrique de l'Ouest sont alloués au financement des réseaux de clientélisme¹¹².

La pénétration généralisée de profits illicites au sein de l'État normalise la collusion avec les marchés criminels, réduisant ainsi les sanctions pénales et les atteintes à la réputation liées à l'implication dans ces activités. Par exemple, selon de nombreux articles dans les médias, le ressortissant néerlandais Jos Leijdekkers, condamné en 2024 et 2025 pour trafic de drogue¹¹³, était basé en Sierra Leone et entretenait des liens étroits avec des membres de la famille présidentielle et d'autres acteurs étatiques¹¹⁴. Après une tempête médiatique initiale, les conséquences à long terme ont été limitées.

En Guinée-Bissau, depuis 2021, les scandales publics impliquant certains ministres du gouvernement et le trafic de cocaïne peuvent entraîner un remaniement temporaire, mais pas une rétrogradation ou une expulsion définitive du gouvernement. L'impunité perçue des hauts responsables de l'État impliqués dans les marchés illicites sape le contrat social entre le gouvernement et la population¹¹⁵.

Les paiements pour assurer la protection du commerce de cocaïne versés à certains éléments des institutions étatiques renforcent la position des éléments corrompus, entraînent un sous-investissement dans le développement et alimentent les processus politiques, y compris les élections¹¹⁶. Les réglementations en matière de financement électoral en Afrique de l'Ouest permettent largement le financement par des ressources privées et des alliés, ce qui rend le processus vulnérable à la corruption par des acteurs criminels¹¹⁷. Lorsque les profits tirés des marchés de la cocaïne alimentent le financement électoral – comme cela a été démontré à plusieurs reprises¹¹⁸ – cela crée une dette envers les acteurs illicites, qui est repayée par la protection et la facilitation du marché, faussant ainsi les incitations qui sous-tendent les décisions politiques¹¹⁹. Par exemple, en Guinée-Bissau, les revenus de la cocaïne ont été à maintes reprises liés au financement des élections¹²⁰. Bien que cela n'ait pas été prouvé, certains indices laissent penser que cela s'est reproduit lors des élections présidentielles de novembre 2025¹²¹.

Les saisies qui indiquent des liens directs entre des représentants élus, des hauts responsables gouvernementaux et le commerce de cocaïne ne sont que les indicateurs les plus visibles de l'intersection entre la sphère électorale et la cocaïne¹²². En 2022, plus de 200 kilogrammes de cocaïne ont été saisis dans le véhicule officiel du maire de Fachi, dans l'est du Niger. Le maire se trouvait dans le véhicule au moment des faits¹²³. En mai 2024, un député bissau-guinéen a été arrêté à l'aéroport de Lisbonne après la découverte de 13 kilogrammes de cocaïne dans ses bagages¹²⁴. En janvier 2025, la Sierra Leone a rappelé son ambassadeur en Guinée après la découverte de valises remplies de cocaïne dans des véhicules de l'ambassade¹²⁵.

Les enquêtes menées par les autorités ivoiriennes concernant Miguel Devesa, un important trafiquant de cocaïne espagnol, ont mis en évidence le rôle joué par un membre élu du conseil régional de San-Pedro dans la protection des activités de Devesa et le transport de tonnes de cocaïne entre San-Pedro et Abidjan¹²⁶. Devesa a plaidé coupable et a été condamné en 2024¹²⁷. Devesa a fait appel, mais la cour a confirmé sa sentence en juillet 2025¹²⁸.

Le Groupe d'experts du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) sur le Mali a largement documenté l'implication d'anciens parlementaires, d'autres personnalités politiques et de membres des groupes impliqués dans l'Accord pour la paix et la réconciliation de 2015 en tant que protecteurs des marchés de drogues illicites¹²⁹. Au Mali, comme dans de nombreux pays de la région, bon nombre de ces mêmes acteurs continuent d'opérer dans le commerce de la drogue, tirant parti de structures de protection qui sont restées remarquablement résilientes malgré les bouleversements politiques résultant de deux coups d'État depuis 2021¹³⁰.

La structure d'une démocratie favorise la pénétration des profits tirés de la drogue dans les infrastructures de l'État. Le risque d'une victoire de l'opposition oblige les réseaux criminels qui souhaitent acheter la protection de l'État à répartir leur soutien financier entre les différents acteurs politiques pour préserver la continuité de leurs activités en cas de bouleversements électoraux, ce qui signifie que l'argent de la drogue infiltre l'ensemble du système politique. Par exemple, un important trafiquant de cocaïne en Guinée-Bissau aurait, selon de nombreuses sources, pris ses précautions à l'approche des élections de novembre 2025 en finançant des personnalités politiques de tous bords¹³¹.

Le coût croissant des campagnes politiques dans la région renforce la dépendance de la classe politique à l'égard des sources de financement illicites, notamment, à des degrés divers, le marché illicite de la drogue¹³². Les cycles électoraux qui dépendent du financement provenant du commerce de cocaïne et d'autres économies illicites renforcent progressivement les liens entre la politique et le commerce de cocaïne dans de nombreux points clés de la région.

Impacts sur les structures de justice pénale, les patrouilles des frontières et les marines

Les institutions étatiques chargées de démanteler les marchés de la drogue sont la cible de réseaux qui cherchent à acheter leur complicité, à protéger leurs opérations et à créer une culture d'impunité. Lorsque les organismes étatiques commencent à tirer profit du trafic de drogue, les relations entre les organes de justice pénale et les marchés illicites sont fondamentalement modifiées, transformant les premiers d'obstacles en facilitateurs.

La nature illicite et liquide des marchés de la cocaïne les rend très corruptibles pour les forces de l'ordre. De nombreux pays de la région adoptent des approches traditionnelles de lutte contre le trafic de drogue, ciblant le commerce de détail dans la rue et souvent les personnes consommant des drogues. Cela renforce la vulnérabilité de la police à la corruption liée à la drogue¹³³. Les paiements versés à la police par les revendeurs de rue sont fréquemment signalés dans toute la région, tout comme les incidents impliquant la disparition et parfois la revente d'une partie des cargaisons de cocaïne et de crack saisies¹³⁴.

La corruption dépasse le cadre des pots-de-vin versés pour le commerce de rue et touche les échelons supérieurs de certaines forces de police, prisons et unités spécialisées chargées de lutter contre les marchés de la drogue. Un représentant d'une branche spécialisée dans la lutte contre les stupéfiants a rapporté recevoir régulièrement « des appels de personnes promettant d'importantes sommes d'argent [...] afin de rendre les cargaisons interceptées. Ces individus affirment que la plupart des agents ont déjà été corrompus et que le destinataire de l'appel est le seul à ne pas l'avoir été » (des situations similaires ont été mentionnées dans plusieurs pays). Des développements étranges, tels que la libération de trafiquants de cocaïne arrêtés et l'arrestation de l'agent qui les avait placés en détention, indiquent également une complicité à haut niveau. La libération illégale de personnes liées au trafic de cocaïne a été à maintes reprises connectée à des paiements versés à des responsables pénitentiaires¹³⁵.

La plupart de la cocaïne trafiquée en Afrique de l'Ouest est destinée à d'autres endroits, de sorte que la mobilité transfrontalière (terrestre, maritime ou aérienne) est fondamentale à ce commerce. La protection aux points d'entrée et de sortie — les aéroports et, sans doute plus important encore, les ports maritimes — est donc essentielle.

Les enquêtes sur le trafic de drogue ont régulièrement conduit au licenciement de responsables de la sécurité et de hauts représentants dans les ports et les aéroports. Par exemple, en octobre 2021, plusieurs membres de la police chargés de lutter contre le trafic de drogue à l'aéroport international de Cotonou ont été arrêtés car ils étaient soupçonnés d'être impliqués dans le trafic de drogue¹³⁶. En Côte d'Ivoire, un ancien commandant de la base navale de San-Pedro a été jugé et condamné pour avoir facilité le trafic de cocaïne par Devesa via le port de San-Pedro¹³⁷. Ces enquêtes, bien que révélatrices, sont rares. De nombreux entretiens menés dans les aéroports et les ports maritimes de la région, notamment auprès de responsables de la sécurité, de dockers, d'opérateurs du secteur privé, de transitaires et de concessionnaires, ont mis en évidence une protection profondément enracinée des flux illicites, y compris de cocaïne, dans plusieurs aéroports et plaques tournantes maritimes.

De même, comme indiqué ci-dessus, la cocaïne est trafiquée dans toute la région par voie terrestre. Si le nombre élevé de frontières terrestres dans la région pose des défis pratiques en matière de contrôle frontalier, les activités transfrontalières illicites sont également facilitées par la corruption des agents des frontières¹³⁸. Les postes des douanes et des forces de l'ordre aux points de passage des frontières situées sur les principales routes du trafic de cocaïne sont souvent très convoités, les agents sachant que leurs salaires seront complétés par des pots-de-vin importants.

CONFLITS ET VIOLENCES

Depuis son apparition en Afrique de l'Ouest dans les années 1990, le commerce de cocaïne est de plus en plus imbriqué dans la politique. La concurrence pour les profits est un facteur d'instabilité politique. En Guinée-Bissau, les coups d'État, les attaques politiques¹³⁹ et les assassinats de figures politiques de premier plan ont été étroitement liés au commerce de cocaïne¹⁴⁰. En 2025, en Sierra Leone, les liens présumés entre le baron néerlandais Leijdekkers et la famille présidentielle auraient été divulgués à la presse par des figures de l'opposition, ce qui a été perçu par plusieurs observateurs comme une stratégie visant à déstabiliser le président avant les élections présidentielles prévues en 2028¹⁴¹.

La violence éclate parfois entre entrepreneurs criminels, plutôt qu'entre leurs protecteurs¹⁴², mais cela est rare. Des affrontements de rue entre réseaux et gangs de rue sont régulièrement signalés, mais ils ne sont généralement pas de grande ampleur¹⁴³. L'économie de la cocaïne en Afrique de l'Ouest est beaucoup moins violente qu'en Amérique latine ou en Europe, la collaboration étant courante entre les acteurs criminels, même entre des réseaux qui sont généralement en concurrence dans d'autres contextes¹⁴⁴. Si les marchés nationaux ou régionaux entraînent dans une période de contraction, avec une baisse des revenus associés, une recrudescence de la violence serait possible¹⁴⁵.

Financement des conflits armés

La cocaïne a également financé les conflits armés au Sahel, bien que ce soient les groupes rebelles et pro-gouvernementaux, plutôt que les organisations extrémistes violentes, qui aient été les plus actifs dans le trafic de cocaïne. Depuis la fin des années 2000, la cocaïne est une source importante de financement pour les groupes insurgés et séparatistes du Sahel, en particulier au Mali depuis 2012 et au Niger (2007-2009)¹⁴⁶. Plusieurs acteurs clés du commerce de cocaïne au Sahel sont restés relativement les mêmes depuis le début des années 2000, et les liens entre les groupes armés non étatiques et la cocaïne se poursuivent donc.

La concurrence pour les profits générés par la cocaïne a parfois donné lieu à des conflits meurtriers pour le contrôle de nœuds de trafic clés, tels que la ville stratégique d'Aguelhok au Mali, qui a fait l'objet d'accords de paix entre différentes factions en 2021¹⁴⁷. En effet, jusqu'à la mi-2023 et la reprise du conflit dans le nord, les principaux nœuds de trafic dans le nord du Mali étaient répartis et convenus entre les groupes armés et les trafiquants alliés, comme le montre la Figure 10. Bien que le contrôle territorial et les itinéraires du trafic de cocaïne aient changé depuis mi-2023, les groupes armés rebelles (actuellement regroupés au sein du FLA) et les trafiquants alignés au FLA restent un ensemble important d'acteurs coordonnant le trafic de cocaïne dans le nord du Mali, bien qu'en volumes moindres comparé à la période pré-2023. Les groupes armés pro-gouvernementaux et les réseaux bénéficiant de la protection de personnalités étatiques continuent également d'être des acteurs majeurs, ce qui imbrique les profits de la cocaïne dans le paysage conflictuel du Mali.

Des inquiétudes persistent depuis longtemps concernant les organisations extrémistes violentes opérant dans des zones de plus en plus étendues de la région, à savoir le JNIM, affilié à Al-Qaïda, et la Province de l'État islamique au Sahel (EI Sahel), qui seraient impliquées dans le commerce lucratif de cocaïne et en tireraient des financements.

Au cours des cinq dernières années, les indications que l'une ou l'autre de ces organisations tirerait des ressources du commerce de cocaïne se sont concentrées sur la perception de taxes sur les routes qui traversent les territoires sur lesquels elles exercent leur influence¹⁴⁸. Les flux de ressources du commerce de cocaïne vers les groupes extrémistes sont en partie rendus possibles par l'imbrication des intérêts économiques, des affiliations tribales et des relations familiales entre les principaux acteurs du commerce de cocaïne, les organisations extrémistes et les groupes armés politiques.

Par exemple, Mohamed Ben Ahmed Mahri (« Rougi ») est cité dans les documents relatifs aux sanctions américaines comme ayant utilisé les profits du trafic de cocaïne et de cannabis pour soutenir divers groupes armés, dont Al-Mourabitoun, affilié à Al-Qaïda, l'un des prédécesseurs du JNIM¹⁴⁹. Mahri est un acteur clé dans les réseaux arabes de Tilemsi, qui entretiennent également des liens étroits avec l'EI Sahel, car de nombreux acteurs clés de l'écosystème de Tilemsi sont d'anciens membres du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest, le prédécesseur de l'EI Sahel¹⁵⁰. Cela illustre la complexité du réseau interconnectant les écosystèmes de la criminalité et des conflits, qui ne peut être clairement divisé entre des acteurs opposés, sur le papier, dans le conflit.

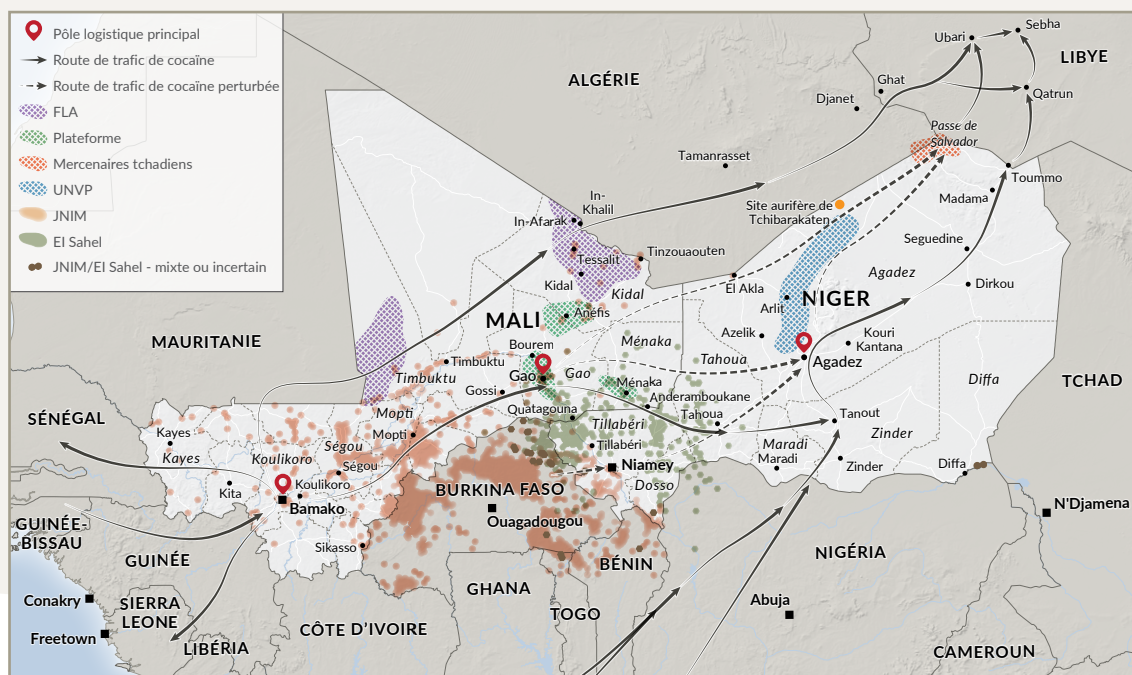


FIGURE 10 Routes de trafic de cocaïne au Sahel, centres logistiques et zones contrôlées par des groupes armés.

Pour le JNIM, l'alliance partielle et fluctuante du groupe avec le FLA depuis au moins 2021 signifie qu'il autorise les trafiquants associés au FLA à traverser le territoire qu'il contrôle, en échange de paiements. Selon une source proche du FLA : « Il est évident que nous ne pouvons pas organiser ces trajets sans l'accord des djihadistes [en référence au JNIM]. Dans la zone frontalière de Bassikouniou, Lerneb, Foita [à la frontière entre la Mauritanie et le Mali], nous [le FLA] sommes présents dans des localités clés avec des unités mobiles afin de pouvoir surveiller les mouvements de Wagner et de l'armée, mais ils [le JNIM] ont une présence beaucoup plus importante dans les zones rurales et le long des couloirs. »¹⁵¹

Pour l'El Sahel, l'influence territoriale croissante du groupe et les changements d'itinéraires provoqués par la poussée vers le nord des FAMA et de Wagner pourraient faire de la cocaïne une source de financement de plus en plus importante. Depuis 2022, l'El Sahel a consolidé son influence dans les régions de Gao et de Ménaka. Depuis 2023, en raison de l'instabilité dans la région de Kidal et de la fin de l'accord avec le FLA, le réseau de trafiquants de Tilemsi a commencé à acheminer davantage de cargaisons de cocaïne depuis Gao directement vers l'est, via la région de Ménaka, en direction du Niger¹⁵². La consolidation du contrôle de l'El Sahel sur la région de Ménaka, l'augmentation du nombre de cargaisons empruntant cette route et les liens existants entre les trafiquants de Tilemsi et les dirigeants de l'El Sahel suggèrent que ce dernier pourrait tirer de plus en plus profit du trafic de cocaïne via la taxation depuis 2023¹⁵³.

Le commerce de cocaïne en Afrique de l'Ouest a également été associé au financement de groupes terroristes désignés opérant au-delà de la région. Des ressortissants libanais liés à des expéditions de cocaïne dans la région ont été désignés comme des financiers du Hezbollah sur les listes de sanctions américaines, dont un individu qui serait lié à la saisie de 600 kilogrammes de cocaïne dans le port de Conakry en 2023¹⁵⁴. Le Hezbollah, qui opère principalement par l'intermédiaire de ressortissants libanais mais aussi d'acteurs régionaux, serait lié au trafic de cocaïne dans la région¹⁵⁵.

FLUX FINANCIERS ILLICITES LIÉS AU COMMERCE DE COCAÏNE

Les perspectives économiques générales pour l'Afrique de l'Ouest restent mitigées, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale soulignant les défis à relever. Le taux de croissance régional prévu de 4 % en 2025, mis en avant par le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), étant considéré comme « masquant des divergences importantes et [étant] soumis à des risques de baisse considérables »¹⁵⁶. Cela rend les institutions et les individus encore plus vulnérables aux économies illicites. Parmi les plus lucratives de la région, et donc les plus attrayantes, figure le commerce de cocaïne.

Ceci a été souligné par le GIABA dans son rapport régional sur les risques 2025, qui a insisté sur le fait que « le trafic de stupéfiants, en particulier de cocaïne en provenance d'Amérique latine, reste une source majeure de richesse illicite » en Afrique de l'Ouest, faisant écho à des avertissements antérieurs¹⁵⁷. Dans le même ordre d'idées, le trafic de drogue est à maintes reprises mis en avant comme un crime majeur générateur de flux financiers illicites dans les rapports d'évaluation du GIABA sur les pays de la région. À titre d'exemple, le GIABA a cité le trafic de stupéfiants comme un crime clé dans les évaluations initiales des risques pour les trois pays d'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso¹⁵⁸, la Côte d'Ivoire¹⁵⁹ et le Nigéria¹⁶⁰, figurant sur la liste grise du GAFI jusqu'à la dernière mise à jour en octobre (lorsque le Burkina Faso et le Nigéria ont été retirés), qui identifie des lacunes importantes dans les processus de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme¹⁶¹.

L'Afrique de l'Ouest est une destination pour les flux financiers illicites générés par le commerce de cocaïne en dehors de la région, en particulier en Europe. Certains trafiquants de drogue européens auraient investi massivement dans l'immobilier dans la région, notamment à Dakar, où le secteur florissant de la construction a été identifié à maintes reprises comme une plaque tournante pour le blanchiment des profits de la drogue¹⁶². Les flux financiers illicites liés au commerce de cocaïne relient étroitement l'Afrique de l'Ouest et l'Europe, circulant dans les deux sens, les trafiquants ouest-africains investissant également dans l'immobilier européen ou transférant leurs profits vers des comptes bancaires européens.

En ce qui concerne le trafic de cocaïne dans la région elle-même, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le GIABA ont estimé qu'il pourrait représenter « un flux criminel de plus de 3 milliards de dollars américains par an » en 2018¹⁶³. Selon les estimations les plus récentes disponibles d'Europol et de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (aujourd'hui l'Agence de l'Union européenne chargée des drogues, EUDA) sur la valeur minimale du commerce de cocaïne en Europe¹⁶⁴, et l'estimation qu'au moins un tiers de la cocaïne en Europe transite probablement par l'Afrique de l'Ouest¹⁶⁵, la cocaïne transitant par la région représenterait un flux criminel d'au moins 3,87 milliards d'euros en 2021, soit une augmentation de 29 % depuis 2018. Depuis 2021, les indicateurs suggèrent que les volumes transitant via l'Afrique de l'Ouest ont encore augmenté, mais les prix de la cocaïne en Europe – le plus grand marché de consommation lié aux flux en provenance d'Afrique de l'Ouest – ont diminué, ce qui a eu une incidence sur le volume de flux financiers illicites associés.

La plupart des profits générés par le trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest quittent la région. Selon une estimation qualifiée de prudente par l'OCDE, moins de 2 % des profits resteraient en Afrique de l'Ouest, principalement sous forme de paiements pour la protection et aux intermédiaires régionaux¹⁶⁶. Cependant, ce chiffre est probablement une sous-estimation, même s'il reflète le fait que tous les types d'acteurs délocalisent souvent leurs profits. En Guinée-Bissau, par exemple, les paiements de protection versés à l'armée et les paiements de coordination versés aux trafiquants importants sont souvent en partie transférés à l'étranger et en partie investis dans l'immobilier à Bissau.

Le secteur immobilier et de la construction de la région a été maintes fois signalé comme étant vulnérable au blanchiment des profits issus du commerce de cocaïne¹⁶⁷. Les caractéristiques du marché immobilier (son recours aux transactions en espèces, la valeur élevée des biens et l'opacité entourant la propriété effective) en font un vecteur idéal pour le blanchiment d'argent. L'immobilier permet aux acteurs illicites de dissimuler la propriété effective des

biens et d'augmenter la valeur de leurs biens grâce à des rénovations et à des reventes en apparence légitimes. Dans de nombreuses juridictions africaines, les professionnels de l'immobilier ne sont pas tenus de signaler les transactions suspectes ou de vérifier la provenance des fonds, ce qui crée un vide réglementaire. Au Ghana, on estime que plus de 41 millions d'euros sont blanchis chaque année par le biais du secteur immobilier, favorisé par le manque de transparence en matière de propriété et de vérification¹⁶⁸.

Le secteur des jeux d'argent et les bureaux de change de la région sont également soupçonnés de servir de canaux importants pour le blanchiment d'argent¹⁶⁹, y compris pour les profits tirés du trafic de drogue¹⁷⁰. Par exemple, en août 2025, l'Agence de renseignement financier du Libéria a infligé une amende à 50/50 Casino Inc de Monrovia pour des violations présumées des réglementations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme¹⁷¹. Si la numérisation a ouvert de nouvelles perspectives, l'utilisation abusive des plateformes de paiement mobile, des plateformes de transfert international de fonds et des actifs virtuels suscite des inquiétudes croissantes, notamment en ce qui concerne le blanchiment des profits tirés du trafic de drogue¹⁷². Cependant, l'argent liquide reste la base de la sphère financière illicite en Afrique de l'Ouest¹⁷³. Le système hawala, qui permet de transférer des fonds à l'étranger en dehors du système financier officiel, est un canal majeur pour les flux financiers illicites transnationaux.

Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a également été identifié comme vulnérable au blanchiment des profits liés au commerce de cocaïne. Par exemple, en 2024, les autorités ivoiriennes ont sanctionné un restaurant d'Abidjan, Pasta e Pizza, pour son implication dans le blanchiment de fonds provenant du commerce de cocaïne¹⁷⁴. Un ressortissant libanais avait cofondé le restaurant avec Bartolo Bruzzaniti. Ce dernier a été condamné pour trafic de cocaïne en 2024 à Milan¹⁷⁵. Les réseaux libanais, bien implantés dans le commerce régional, pourraient jouer un rôle clé dans le blanchiment des fonds liés au commerce de cocaïne, tout en participant aux opérations régionales de vente en gros¹⁷⁶.

Les actifs virtuels, notamment les cryptomonnaies, gagnent en popularité dans toute la région. Le Nigéria est le premier pays africain en termes d'adoption des cryptomonnaies et se classe au deuxième rang au niveau mondial après l'Inde¹⁷⁷. La popularité des cryptomonnaies a récemment connu une forte augmentation, en particulier depuis 2023, sous l'effet de la dépréciation du naira, de la suppression des subventions sur les carburants, de la flambée de l'inflation et de la levée de l'interdiction faite aux banques d'offrir leurs services aux entreprises de cryptomonnaie en 2021¹⁷⁸. Le Nigéria a reçu environ 50,5 milliards d'euros de transactions en cryptomonnaies entre juillet 2023 et juin 2024, soit 2,6 milliards d'euros de plus que l'année précédente¹⁷⁹. Un trader en cryptomonnaies à Jos a donné un aperçu de cette croissance rapide en déclarant : « En 2022, au moins un jeune sur cinq de mon entourage s'intéressait aux cryptomonnaies, mais depuis 2023, ce nombre a explosé. »¹⁸⁰ Un agent des forces de l'ordre nigérian a fait remarquer : « Les cryptomonnaies ont ajouté une nouvelle couche de complexité à la lutte contre les flux financiers illicites au Nigéria. Les criminels les utilisent pour extorquer et blanchir des fonds illicites à travers les frontières, et il est beaucoup plus difficile d'identifier les personnes derrière ces transactions. »¹⁸¹ Si les cryptomonnaies sont étroitement liées à la fraude en ligne, elles sont également interconnectées avec le trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest et parmi la diaspora à l'étranger. Par exemple, des groupes criminels organisés nigériens, dont Black Axe (groupe-culte sophistiqué opérant à l'échelle internationale), utilisent la cryptomonnaie et des opérations sophistiquées de blanchiment d'argent pour blanchir les profits internationaux issus d'activités criminelles, notamment le trafic de cocaïne¹⁸². Si certains pays, dont le Ghana et le Nigéria, mettent à jour des réglementations adaptées afin d'atténuer les risques présentés par un marché des cryptomonnaies en plein essor, beaucoup sont loin d'en être là et ne disposent pas des structures juridiques et de l'expertise technique de base nécessaires pour surveiller ce secteur¹⁸³.

Les unités de renseignement financier de la région ne disposent pas de ressources financières et techniques suffisantes pour relever les défis posés par les flux financiers illicites et ont été à maintes reprises impliquées dans des scandales de corruption. Par exemple, les anciens directeur et contrôleur de l'Agence de renseignement financier du Libéria ont été suspendus et font actuellement l'objet de poursuites judiciaires au Libéria pour des crimes financiers présumés¹⁸⁴. Tous les accusés ont plaidé non coupables¹⁸⁵.

Les transferts financiers sont parfois évités grâce à des échanges de marchandises. Il s'agit notamment de cocaïne provenant d'Amérique latine contre de la résine de cannabis d'Afrique de l'Ouest (provenant à l'origine du Maroc¹⁸⁶) ou de cocaïne d'Afrique de l'Ouest contre de l'ecstasy d'Europe¹⁸⁷.

LES ACTEURS

La cocaïne est l'un des marchés criminels les plus lucratifs au monde. Cela se reflète dans le fait que, si des petits réseaux régionaux jouent un rôle clé dans le commerce de cocaïne en Afrique de l'Ouest, celui-ci attire également certains des réseaux criminels les plus sophistiqués au monde, des groupes-cultes nigériens et l'organisation mafieuse italienne 'Ndrangheta au Clan del Golfo colombien et au PCC brésilien.

Trois grandes catégories d'acteurs opèrent dans le commerce de cocaïne en Afrique de l'Ouest : les entrepreneurs et les réseaux régionaux (dont les groupes armés constituent un sous-ensemble) ; les acteurs criminels étrangers (entités étatiques ou non étatiques opérant en dehors de leur pays d'origine, y compris les ressortissants étrangers et les groupes de la diaspora) ; et les acteurs intégrés à l'État¹⁸⁸. Un responsable régional des forces de l'ordre a souligné le triangle d'alliances interconnectées qui soutient le commerce de cocaïne : « Il existe des relations de complicité. Les acteurs étatiques constituent le troisième angle du triangle, avec le réseau international et le réseau local. »¹⁸⁹

Acteurs intégrés à l'État

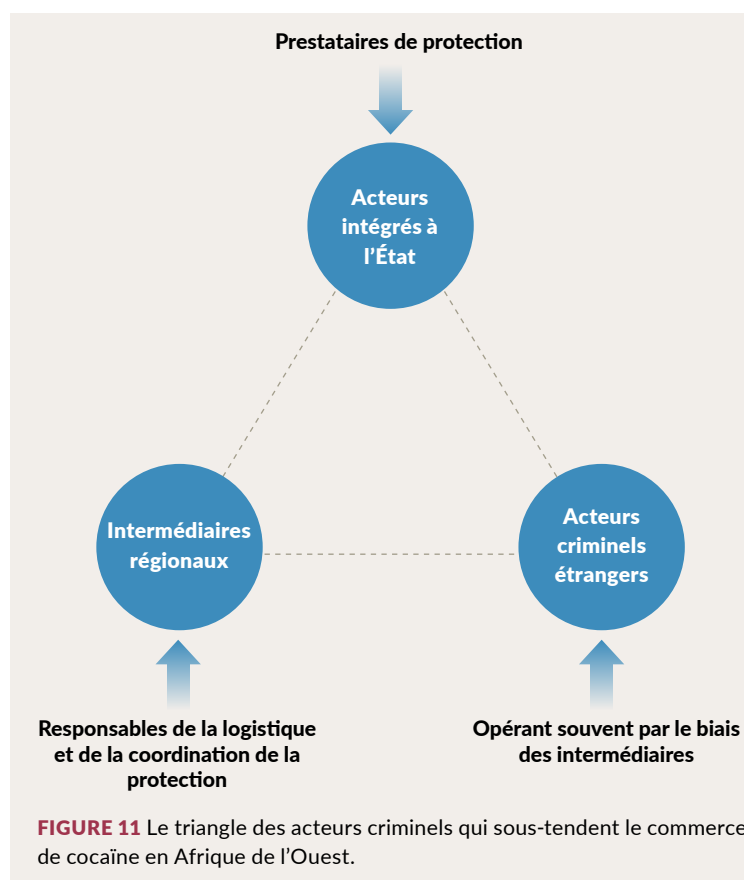
Les acteurs intégrés à l'État – tant au sein des structures politiques et sécuritaires qu'aux points d'entrée et de sortie stratégiques, tels que les ports maritimes et les aéroports – jouent un rôle crucial dans le fonctionnement du marché de la cocaïne en Afrique de l'Ouest. C'est la corruption, plutôt que la violence, qui favorise principalement le trafic de cocaïne dans la région.

Le rôle essentiel des acteurs intégrés à l'État dans la facilitation du commerce de cocaïne est décrit ci-dessus dans la section intitulée « Corruption et gouvernance », et les rôles des deux autres catégories d'acteurs sont examinés ci-dessous.

Réseaux régionaux

Les réseaux criminels régionaux et nationaux dominent le commerce au détail de la cocaïne en Afrique de l'Ouest, stimulant l'expansion des marchés de consommation de crack et, dans une moindre mesure, de cocaïne. Ils gèrent des lieux de consommation de drogue (appelés « hideouts » en Sierra Leone et fumoirs en Côte d'Ivoire), trafiquent une large gamme de drogues entre les pays de la région et vendent les doses et les grammes qui approvisionnent les consommateurs.

Les ressortissants d'Afrique de l'Ouest impliqués dans le commerce de transit en gros, qui opèrent dans toute la région, coopèrent généralement avec des acteurs criminels étrangers en tant qu'intermédiaires, supervisant la logistique et mettant en relation les ressortissants étrangers avec les structures de protection locales et régionales. Cette intégration dans les structures de protection régionales a été soulignée à maintes reprises par les représentants des forces de l'ordre comme étant le facteur le plus déterminant pour le succès – ou l'échec – des organisations criminelles étrangères opérant dans le commerce de cocaïne. Concernant les raisons pour lesquelles certains groupes criminels étrangers réussissent et d'autres échouent, un inspecteur de la police judiciaire bissau-guinéenne a déclaré : « C'est très simple. Tout dépend des connections. Ceux qui ont de bonnes connections réussissent, ceux qui n'en ont pas voient leurs produits saisis, et c'est tout. Par exemple, un réseau qui dispose de connections lui permettant de faire atterrir des avions à l'aéroport international de Bissau pour récupérer son produit n'est pas comparable à ceux qui utilisent des passeurs pour transporter les drogues. »¹⁹⁰



Les intermédiaires régionaux sont souvent des hommes d'affaires, travaillant souvent dans l'import-export. Ils ont la double nationalité d'un pays européen et d'un pays ouest-africain et ont séjourné en Europe, où ils ont noué des relations dans le commerce de la drogue. Une personnalité éminente de Guinée-Bissau, Braima Seidi Bá, a noué des relations avec des trafiquants latino-américains alors qu'il vivait en Espagne et au Portugal¹⁹¹. De même, Banta Keïta, destinataire présumé d'une cargaison de trois tonnes de cocaïne saisie en 2021 à Banjul, est un citoyen malien/français/gambien qui travaillait en étroite collaboration avec des réseaux équatoriens¹⁹².

Les entrepreneurs régionaux se distinguent par leur résilience, nombre d'entre eux étant actifs depuis le début des années 2000. Les tentatives de répression par les forces de l'ordre nationales contre les acteurs de grande envergure ont généralement été de courte durée. Par exemple, Bá opérait à grande échelle dès 2007, a été condamné pour trafic de cocaïne en 2020, puis acquitté en appel en 2022, pour des raisons essentiellement procédurales, dans le cadre d'un jugement très controversé¹⁹³. Il continuerait d'exercer ses activités¹⁹⁴. De même, le gouvernement malien a émis un mandat d'arrêt contre Mahri, trafiquant de drogue sanctionné par l'ONU, en février 2013, mais l'a retiré huit mois plus tard¹⁹⁵. Au Niger, Ghoumour Itouwa Bidika, longtemps soupçonné d'être impliqué dans le transport de cocaïne et de résine de cannabis à travers le nord du pays, a été arrêté en 2021 en lien avec 17 tonnes de résine de cannabis. Les accusations ont été abandonnées un peu plus d'un an plus tard, apparemment en raison d'erreurs de procédure, et M. Bidika poursuit ses activités, bien que de plus en plus dans le secteur de l'extraction illicite d'or¹⁹⁶.

Trois acteurs guinéens de premier plan dans l'économie de la cocaïne dans le pays ont commencé leurs activités (2000-2008) sous la présidence de Lansana Conté. Ils ont fait l'objet de poursuites judiciaires en 2010 sous la présidence de Moussa Dadis Camara (2008-2010)¹⁹⁷, à la suite desquelles ils ont pris la fuite, avant de revenir sous la présidence d'Alpha Condé (2010- 2021)¹⁹⁸. Si plusieurs sources ont indiqué que ces acteurs ont continué à être impliqués dans le commerce de cocaïne après leur retour, leur rôle après le coup d'État de septembre 2021 est plus controversé, les parties prenantes étant en désaccord sur l'état de leurs activités¹⁹⁹.

Les groupes-cultes au Nigéria

La mondialisation du crime organisé au Nigéria est étroitement liée à la trajectoire économique du pays. Les chocs pétroliers des années 1920 ont paralysé l'économie nigériane, entraînant une émigration importante, notamment vers l'Europe²⁰⁰. À partir des années 1990, les réseaux de la diaspora nigériane se sont également renforcés au Brésil, en particulier à São Paulo. Ces tendances migratoires ont favorisé la mondialisation des réseaux criminels organisés à travers l'Europe et à São Paulo, bastion du PCC et point de départ important du trafic de cocaïne vers l'Afrique de l'Ouest²⁰¹.

Actuellement, les réseaux criminels nigériens, y compris les groupes-cultes tels que Black Axe, Supreme Eiye et Maphite²⁰², sont impliqués dans le trafic de cocaïne entre le Brésil, l'Afrique et l'Europe²⁰³. Ils ont largement collaboré avec le PCC, comme l'a souligné l'arrestation en 2020 de deux ressortissants nigériens et du haut responsable du PCC Gilberto Aparecido Dos Santos à Maputo, au Mozambique²⁰⁴.

Un revendeur de cocaïne nigérian a déclaré : « Je ne pense pas qu'on puisse parler du trafic de drogue au Nigéria sans évoquer les groupes-cultes. Ils sont les principaux acteurs lorsqu'il s'agit de drogues haut de gamme comme la cocaïne. »²⁰⁵

Un autre trafiquant a souligné la nature polycriminelle des groupes-cultes : « Ils sont impliqués dans tout ce qui leur rapporte de l'argent... la traite des personnes, la cybercriminalité... mais je pense que le trafic de drogue, en particulier de cocaïne, est l'une de leurs principales activités. »²⁰⁶

La criminalité à l'étranger et la politique intérieure sont étroitement liées : les groupes-cultes agissent en tant que fournisseurs de protection rémunérés ou instigateurs de violence pour le compte d'acteurs politiques au Nigéria²⁰⁷. Une partie des revenus provenant d'activités illicites en Europe est réinjectée au Nigéria pour financer les célébrations annuelles des sections locales des confréries²⁰⁸, soutenir les membres incarcérés, payer les cautions²⁰⁹, contribuer au financement des campagnes politiques et apporter un soutien financier à leurs pairs impliqués dans des conflits violents²¹⁰. Plusieurs anciens membres de confréries ont déclaré que pendant les périodes de « guerres des sectes », les membres européens fortunés envoyaient de l'argent pour acheter des armes et des munitions. Par exemple, des dons auraient afflué d'Europe et d'Amérique du Nord et du Sud pour financer une guerre en cours entre Black Axe et Maphite à Benin City²¹¹. ■

Acteurs criminels étrangers

Selon l'Indice mondial du crime organisé 2025, les acteurs criminels étrangers ont été la catégorie d'opérateurs criminels qui a connu la plus forte croissance en Afrique de l'Ouest entre 2019 et 2025, soulignant la nature de plus en plus mondialisée de la criminalité organisée²¹². En outre, l'Indice 2025 a classé l'Afrique de l'Ouest parmi les régions les plus influencées par les acteurs criminels étrangers à l'échelle mondiale²¹³. L'essor du commerce de cocaïne est l'un des principaux facteurs de cette distinction.

Les acteurs criminels étrangers jouent un rôle particulièrement important dans le commerce de transit en gros, mais ils opèrent également dans la distribution régionale en gros et au détail²¹⁴. Parmi les acteurs les plus importants figurent des ressortissants de tous les pays inclus dans la chaîne d'approvisionnement en cocaïne qui traverse l'Afrique de l'Ouest, à savoir des Latino-Américains (en particulier des Mexicains, des Colombiens et, plus récemment, des Brésiliens), des Européens et des groupes de la diaspora libanaise, qui sont depuis longtemps des acteurs clés du commerce dans la région. Si les Latino-Américains sont présents depuis longtemps en Afrique de l'Ouest, plusieurs indicateurs suggèrent une forte augmentation des groupes criminels organisés européens opérant dans la région depuis environ 2019. La présence d'acteurs européens n'est en aucun cas nouvelle. Cependant, les réseaux européens semblent, dans de nombreux cas, avoir remonté la chaîne d'approvisionnement et coordonner de plus en plus le trafic à travers l'Afrique de l'Ouest.

À ce jour, les efforts se sont davantage concentrés sur l'implication de ressortissants européens dans le commerce de cocaïne en Afrique de l'Ouest, ce qui explique probablement la sous-estimation de ressortissants asiatiques et moyen-orientaux. Des éléments préliminaires indiquent une implication potentielle dans le commerce de cocaïne de ressortissants chinois travaillant dans le secteur de la pêche en Sierra Leone²¹⁵, ainsi qu'une implication croissante de ressortissants turcs au Sénégal et en Guinée²¹⁶. Les données concernant l'ampleur de leurs implications restent rares. Cependant, avec l'augmentation de la consommation dans ces deux régions, celles-ci sont susceptibles de s'intensifier.

Les réseaux criminels latino-américains en Afrique de l'Ouest

Les réseaux criminels latino-américains, en particulier les cartels colombiens²¹⁷ et mexicains, jouent depuis longtemps un rôle de premier plan dans le commerce de cocaïne en Afrique de l'Ouest. Ils jouent un rôle important en tant que fournisseurs et financiers, envoyant souvent des membres de leur réseau en Afrique de l'Ouest pour superviser la logistique de certaines expéditions.

En Côte d'Ivoire, Devesa a été jugé et condamné aux côtés de deux ressortissants colombiens (entre autres) pour trafic de cocaïne²¹⁸. L'Espagnol originaire de Galice a souligné le rôle des Colombiens dans le financement du commerce de gros : « À un moment donné, j'ai invité une vingtaine de Colombiens en Côte d'Ivoire, ils logeaient chez nous. Ils étaient venus pour financer notre activité de trafic de drogue. »²¹⁹ Les réseaux colombiens et galiciens travaillent en partenariat depuis au moins le début des années 2000 pour acheminer la cocaïne à travers l'Afrique de l'Ouest²²⁰. Selon la presse, Devesa était lié à l'organisation paramilitaire des Forces armées révolutionnaires de Colombie et à Wilder Sanchez Farfan (« Gato »), un baron de la cocaïne équatorien²²¹.

Certains réseaux colombiens et mexicains envoient des émissaires à long terme en Afrique de l'Ouest, qui travaillent en partenariat avec des intermédiaires régionaux pendant plusieurs années. Cela semble avoir été l'approche adoptée par le Clan del Golfo, comme le montre le cas de Ricardo Ariza Monje, qui a opéré en Guinée-Bissau aux côtés de Bá, puis en Guinée, entre au moins 2018 et 2021, et probablement après cette date²²².

Cependant, de nombreux éléments (probablement la plupart) des réseaux latino-américains entrent et sortent de la région en fonction de livraisons spécifiques plutôt que d'y établir une base permanente. Cela semble marquer un changement par rapport à leur mode opératoire au début des années 2000, lorsqu'un plus grand nombre de ressortissants s'établissaient dans la région pour des périodes plus longues. Le cartel de Sinaloa, un important réseau mexicain actif sur divers marchés de la drogue, opérerait également via la Guinée-Bissau, avec des intermédiaires et des gardes de cargaison entrant et sortant régulièrement du pays²²³.

Les réseaux mexicains et colombiens semblent collaborer sur les itinéraires passant par l'Afrique de l'Ouest. Cela a été mis en évidence par la saisie, en septembre 2024, de 2,63 tonnes de cocaïne à Bissau, qui a conduit à l'arrestation de ressortissants colombiens et mexicains à bord de l'avion privé transportant la cargaison. Les entretiens indiquent que la cargaison était au moins en partie liée au cartel de Sinaloa, qui en était probablement le financier, les réseaux colombiens étant les fournisseurs²²⁴. Les cargaisons groupées combinant la cocaïne appartenant à différents acheteurs sont courantes²²⁵.

Si les ressortissants mexicains et colombiens restent les acteurs étrangers les plus fréquemment signalés dans le commerce de cocaïne en Afrique de l'Ouest, des points d'exportation majeurs sur les routes maritimes et aériennes — à savoir le Brésil et le Venezuela — influencent également les réseaux criminels. Le PCC, acteur le plus puissant sur le marché intérieur brésilien de la cocaïne²²⁶, est un acteur clé de l'offre pour les flux de cocaïne principalement maritimes transitant par l'Afrique de l'Ouest²²⁷. Mais bien qu'il soit soupçonné d'exercer une influence dans certains pays d'Afrique de l'Ouest grâce à ses relations avec des acteurs stratégiquement placés, les preuves de son implantation physique dans la région sont limitées. Le groupe confie probablement ses cargaisons à des alliés locaux, notamment la 'Ndrangheta et les réseaux des Balkans occidentaux²²⁸. Cependant, à mesure que le PCC consolide sa présence au Portugal, sa présence physique en Afrique de l'Ouest pourrait s'accroître.

Le Venezuela est depuis longtemps un point de départ important pour le trafic de cocaïne vers l'Afrique de l'Ouest à bord d'avions privés. Plus récemment, depuis 2023, des ressortissants vénézuéliens sont de plus en plus souvent associés à des cargaisons non conteneurisées acheminées vers la région par voie maritime depuis le Suriname et la Guyane²²⁹. Le chargement de cargaisons à bord d'avions privés au Venezuela a été associé à l'ELN colombien et au Cartel de los Soles, un regroupement informel de réseaux criminels imbriqués dans les structures étatiques²³⁰.

Cartels latino-américains et intermédiaires régionaux

En 2019, deux importantes saisies de cocaïne en Guinée-Bissau — 789 kg en mars et 1 800 kg en septembre — ont braqué les projecteurs sur le pays. Ces saisies et les enquêtes qui ont suivi ont permis de comprendre comment les grands réseaux colombiens collaboraient avec un entrepreneur criminel présumé de longue date, l'éminent homme d'affaires bissau-guinéen Braïma Seidi Bá, pour trafiquer de grandes quantités de cocaïne par le pays.

Bá et son réseau étaient surveillés par la police judiciaire de Guinée-Bissau depuis 2012. Soupçonné d'être responsable de l'opération de mars 2019, Bá a été condamné par contumace en mars 2020 pour avoir coordonné l'import de cocaïne, intercepté lors de la saisie de septembre 2019²³¹. Il a ensuite été innocenté par la Cour suprême dans un jugement controversé²³². Bá aurait coordonné le réseau avec un ressortissant colombien-mexicain, Ricardo Ariza Monje, qui a été condamné puis acquitté à ses côtés.

Selon des enquêtes ultérieures de journalistes, les autorités colombiennes ont conclu que la cargaison de septembre 2019, qui aurait été coordonnée par Bá et Monje, était liée au Clan del Golfo colombien²³³. La collaboration entre M. Bá et les Colombiens serait ancienne : M. Bá a été identifié comme le locataire d'un entrepôt où, en août 2007, la police judiciaire bissau-guinéenne a arrêté deux ressortissants colombiens et trouvé un organigramme qui semblait répertorier les figures clés dans la protection du trafic de cocaïne en Guinée-Bissau. Parmi elles figuraient les chefs des brigades militaires navales, terrestres et aériennes de l'époque²³⁴.

Treize personnes appartenant au réseau de Bá (six Colombiens, six Bissau-Guinéens et un Malien) ont été arrêtées et condamnées aux côtés des chefs du réseau, et ont vu leurs peines réduites en appel en octobre 2020²³⁵. Leurs condamnations n'ont pas été affectées par la décision de la Cour suprême de 2022 qui a acquitté Bá et Monje.

Selon le jugement initial, les ressortissants bissau-guinéens conduisaient les bateaux et les voitures, déchargeaient et stockaient les cargaisons, et participaient aux transactions financières (en utilisant les agences de transfert d'argent Wari, Western Union et MoneyGram). Le jugement a conclu que les ressortissants colombiens occupaient plutôt des rôles de coordination plus importants, mais qu'ils participaient également aux paiements financiers, principalement à des individus en Argentine, en Espagne et, dans une moindre mesure, en Colombie.

Le jugement du tribunal régional mentionnait des importations maritimes non conteneurisées vers les îlots formant un archipel côtier au nord-ouest de la Guinée-Bissau, avant d'être transférées vers le continent pour y être stockées. La saisie de mars 2019 concernait de la cocaïne dissimulée dans le double fond d'un camion à Safim, à 15 kilomètres de Bissau, sur la route menant au Sénégal.

Selon le jugement préliminaire rendu par le tribunal régional, le réseau utilisait des téléphones et des radios satellites coûteux afin d'éviter toute interception de leurs communications. Il recourait également à trois sociétés écrans pour transférer des fonds : GB-Intercontinental SARL et GB Fenix

SARL (constituées par Bá), ainsi que Palmeiras Company Import & Export Business Centre, constituée par Bá et Monje. Le jugement a conclu que ces structures sociétaires étaient utilisées pour employer et rémunérer les membres du réseau, blanchir les profits et fournir une façade apparemment licite aux opérations sous la forme d'un commerce de gros et de détail. Le jugement de la cour d'appel a contesté ces conclusions et a annulé les condamnations relatives au blanchiment d'argent²³⁶.

GB-Intercontinental était une société d'importation de produits alimentaires et de boissons qui importait des stupéfiants parallèlement à des produits licites. Elle utilisait la méthode dite « rip on, rip off », qui consiste à fixer les stupéfiants aux marchandises au point d'exportation (dans ce cas, la Colombie), puis à les détacher au point d'entrée (dans ce cas, la Guinée-Bissau). Cette méthode est depuis longtemps identifiée comme une méthode logistique utilisée par les groupes de trafiquants de drogue latino-américains.

Monje aurait également opéré depuis la Guinée voisine, plus précisément depuis Boffa, un petit port estuaire situé à 130 kilomètres au nord de Conakry. La ville abrite

d'importantes infrastructures minières et au moins deux grandes discothèques. C'est là que Monje aurait créé une entreprise de glaces qui, selon les procureurs, servait de couverture pour blanchir l'argent provenant du trafic de drogue. Monje et quatre autres ressortissants sud-américains (présumés être cubains, colombiens et brésiliens) ont été inculpés pour trafic de drogue et complicité du trafic de drogue en 2021 en Guinée. Monje, également visé par une notice rouge d'INTERPOL²³⁷, a été inculpé par contumace, car il avait pris la fuite. En juillet 2022, un tribunal guinéen a rejeté la demande de la défense visant à faire classer l'affaire. Les autres accusés ont nié toute implication dans le trafic de cocaïne²³⁸. Les auteurs n'ont pas été en mesure de confirmer l'issue de cette affaire.

Cela illustre la manière dont les réseaux latino-américains, en collaboration avec des intermédiaires régionaux, opèrent généralement dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, en changeant régulièrement d'itinéraires et de bases. Cette flexibilité et cette capacité à opérer dans toute la région sont également caractéristiques des réseaux européens. ■

Réseaux criminels européens en Afrique de l'Ouest

Les réseaux criminels européens, qui supervisent l'importation et l'exportation de nombreuses expéditions à destination de l'Europe, opèrent dans toute la région. Ils comprennent plusieurs grands groupes criminels organisés, notamment la 'Ndrangheta, les vastes réseaux galiciens et d'importants barons néerlandais, ainsi qu'une constellation de réseaux plus petits. Comme souligné ci-dessus, la présence opérationnelle de cette catégorie d'acteurs semble s'intensifier.

Les ressortissants européens ont principalement été associés au trafic maritime de gros, certaines nationalités étant particulièrement liées à certaines modalités. Les réseaux espagnols, par exemple, sont généralement associés aux « go-fast », des bateaux à moteur à grande vitesse utilisés pour récupérer des cargaisons dans le golfe de Guinée et les acheminer vers l'Europe²³⁹. De même, l'analyse des groupes criminels organisés des Balkans occidentaux, qui opèrent depuis 2014 sur les routes passant par Cabo Verde et depuis 2019 en Afrique de l'Ouest continentale, montre qu'ils utilisent principalement l'Afrique de l'Ouest comme un nœud logistique au sein des routes maritimes. Ils se concentrent sur les importations non conteneurisées et les exportations non conteneurisées et conteneurisées²⁴⁰. Les entretiens indiquent la présence continue de ressortissants des Balkans occidentaux dans le commerce de cocaïne en Afrique de l'Ouest²⁴¹.

Les réseaux européens ont également été associés au trafic à grande échelle par voie aérienne²⁴², et à l'aviation générale. Par exemple, des intermédiaires et des leaders des Balkans occidentaux ont discuté de liens avec des pilotes en Afrique de l'Ouest, notamment au Sénégal, et ont envisagé d'utiliser des avions privés pour transporter des cargaisons entre différents pays d'Afrique, par exemple de la Sierra Leone vers l'Afrique du Sud²⁴³. Des installations de conditionnement potentielles ont également été connectées à des ressortissants européens²⁴⁴. À mesure que les installations de conditionnement se développent en Europe, cette tendance pourrait s'accroître en Afrique de l'Ouest.

Les groupes de la diaspora européenne jouent un rôle clé dans les stratégies adoptées par plusieurs organisations criminelles européennes, reflétant les approches identifiées en matière de diffusion géographique de la criminalité²⁴⁵. La 'Ndrangheta, impliquée par des enquêtes internationales et régionales sur le trafic de cocaïne et le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest, a tiré parti de ses liens familiaux et de ses relations plus larges au sein de la diaspora²⁴⁶. En 2015, la fille d'un membre du clan à Abidjan semblait être un maillon clé²⁴⁷ tandis qu'une enquête menée en 2018 a révélé qu'un ressortissant italien travaillant dans le secteur de la construction avait été un intermédiaire clé dans l'importation de tonnes de cocaïne en provenance du Brésil depuis 2014, utilisant des sociétés écrans pour blanchir des fonds et travaillant en étroite collaboration avec un partenaire commercial ivoirien²⁴⁸. De même, en 2024, un proche collaborateur italien des frères Bruzzaniti – figures centrales d'un clan clé de la 'Ndrangheta (plus de détails ci-dessous) – a été condamné en Côte d'Ivoire pour blanchiment d'argent et association de malfaiteurs en lien avec le trafic de drogue²⁴⁹.

Les réseaux bien ancrés se sont diversifiés au-delà de la cocaïne, pénétrant dans d'autres secteurs en Afrique de l'Ouest. Par exemple, plusieurs clans de haut rang de la 'Ndrangheta opérant depuis longtemps en Afrique de l'Ouest sont aussi actifs dans les secteurs des matières premières et des déchets toxiques²⁵⁰, suspectés de blanchir des fonds par le biais de divers secteurs, notamment la construction et la pêche²⁵¹.

Les intermédiaires : des éléments clés dans les opérations des acteurs criminels étrangers en Afrique de l'Ouest

Une caractéristique déterminante des opérations des groupes latino-américains et européens est le rôle des intermédiaires, les représentants d'organisations criminelles étrangères envoyés en Afrique de l'Ouest qui établissent des contacts pour la logistique et la protection, organisent et supervisent les opérations, planifient les itinéraires de trafic, effectuent les transferts financiers et supervisent la sécurité opérationnelle. Les intermédiaires jouent un rôle central dans les opérations en Afrique de l'Ouest, qu'ils soient établis dans la région de manière permanente ou pour une période de quelques mois. Ils travaillent souvent pour plusieurs réseaux, ce qui en fait des éléments bien connectés dans l'écosystème criminel global. Ils opèrent également généralement dans plusieurs pays.

Certains intermédiaires ont des établissements semi-permanents en Afrique de l'Ouest, comme le Mexicain/Colombien Ricardo Ariza Monje, évoqué plus haut, et l'Italien Bartolo Bruzzaniti, qui était, jusqu'à son arrestation en 2023, un intermédiaire clé de la 'Ndrangheta à Abidjan, soupçonné par les enquêtes d'avoir coordonné de nombreuses expéditions avec le PCC. Bruzzaniti, membre du clan Bruzzaniti-Palamara-Morabito, était également un intermédiaire pour d'autres clans de la 'Ndrangheta et la Camorra. Basé en Côte d'Ivoire depuis au moins 2017, date à laquelle il s'est déclaré comme résident, Bruzzaniti (surnommé « Africa » dans des messages cryptés qui lui ont été attribués par les enquêtes) se vantait de « savoir sur quelles touches appuyer en Afrique » et se positionnait comme capable de transporter des marchandises et d'acheter une protection sur le continent. Il entretenait des relations étroites avec Rocco Morabito, qui était en fuite en Uruguay et au Brésil jusqu'à son arrestation en 2021 et qui était un intermédiaire clé de la 'Ndrangheta auprès du PCC, établissant ainsi un nœud ouest-africain pour les opérations de la 'Ndrangheta et du PCC²⁵².

De nombreux intermédiaires vont et viennent en Afrique de l'Ouest plutôt que d'y établir une base semi-permanente. C'est le mode opératoire observé pour les réseaux des Balkans occidentaux. Par exemple, selon les actes d'accusation et les entretiens avec des sources policières, Mario Krezić était un intermédiaire clé en Afrique de l'Ouest pour un réseau dirigé par des Serbes et allié au clan Kavač, l'une des organisations criminelles dominantes au Monténégro depuis au moins 2020²⁵³. Krezić aurait passé plusieurs mois à Freetown, une base opérationnelle clé. Il coordonnait les collectes et les expéditions en mer par transfert de navire à navire, les importations dans les zones côtières voisines, ainsi que le stockage, la conteneurisation et l'exportation via le port de Freetown vers Anvers. Les médias associent également Krezić à des opérations en Côte d'Ivoire²⁵⁴. Les documents du procureur le décrivent comme un logisticien chevronné et un intermédiaire entre les différents

groupes impliqués dans les opérations²⁵⁵. Krezić a également fourni ses services à d'autres cellules de réseaux slaves utilisant la route de l'Afrique de l'Ouest²⁵⁶.

Bien que Krezić soit cité dans un acte d'accusation en Serbie et en Croatie, il n'a pas été officiellement inculpé. Selon les médias, la Belgique a émis un mandat d'arrêt²⁵⁷. Selon la presse, Krezić se serait rendu à Dubaï, aux Émirats arabes unis, en 2020, où il aurait été arrêté en 2024²⁵⁸. Les autorités espagnoles attendent son extradition²⁵⁹, mais en novembre 2025, on ne sait pas si celle-ci a eu lieu.

L'Afrique de l'Ouest, refuge des fugitifs recherchés par la justice ? Barons et chefs de file

Plusieurs indices laissent penser que de puissants groupes criminels organisés ont identifié l'Afrique de l'Ouest comme un endroit où se réfugier — et continuer à opérer — pour échapper aux procédures judiciaires régionales et internationales.

Dans des communications cryptées avec Raffaele Imperiale, l'un des plus importants trafiquants de cocaïne en Europe, basé à Dubaï à l'époque et recherché par les forces de l'ordre européennes, Bartolo Bruzzaniti a suggéré à Imperiale de déménager en Côte d'Ivoire, où il affirmait pouvoir lui garantir l'impunité²⁶⁰.

Si Imperiale n'a pas donné suite à l'offre de Bruzzaniti, d'autres acteurs de premier plan ont échappé aux poursuites judiciaires en s'installant en Afrique de l'Ouest ou en se déplaçant à l'intérieur de cette région. Miguel Devesa est probablement arrivé en Afrique de l'Ouest en tant qu'intermédiaire, afin d'ouvrir la route de l'Afrique de l'Ouest aux réseaux galiciens de trafic de cocaïne. Au fil du temps, il est devenu un opérateur plus indépendant, desservant divers marchés de consommation²⁶¹. Devesa aurait coordonné en 2009 l'atterrissage d'un Boeing 727 transportant de la cocaïne sur une piste d'atterrissage dans le désert près de Gao, au Mali²⁶², et a été arrêté à Bamako en 2010 après avoir été trouvé sur les lieux d'un meurtre. Bien que reconnu coupable de meurtre, Devesa a reçu une peine légère qui a été rapidement suspendue. Il a ensuite rapidement disparu²⁶³.

À partir de 2018 au moins, Devesa a échappé aux enquêtes en transférant ses activités en Côte d'Ivoire, où il a d'abord étudié les différentes possibilités de trafic, y compris l'aviation générale (son mode auparavant préféré de trafic), avant de mettre en place des opérations maritimes autour du port de San-Pedro. Entre son arrivée en Côte d'Ivoire et son arrestation en 2022, Devesa opérait des itinéraires non conteneurisés et conteneurisés et achetait la protection des forces de l'ordre, du gouvernement et des responsables portuaires. Il a déclaré devant le tribunal qu'il approvisionnait des marchés au-delà de l'Europe (notamment l'Inde et l'Australie), ce qui suggère qu'il a probablement étendu son réseau au-delà de ses acheteurs galiciens d'origine. Devesa a été jugé aux côtés de figures présumées de la 'Ndrangheta, mais aucun lien avéré n'a été établi²⁶⁴.

Le ressortissant néerlandais Leijdekkers a également identifié l'Afrique de l'Ouest comme une base opérationnelle stratégique dans le cadre de procédures judiciaires qui le visaient, et aurait opéré en Sierra Leone depuis au moins 2022. En juin 2024, le tribunal pénal d'Anvers a condamné Leijdekkers par contumace à 24 ans de prison pour trafic de drogue à grande échelle, puis en février 2025 à 13 ans supplémentaires pour avoir tenté de voler 10 tonnes de cocaïne²⁶⁵. La présence de Leijdekkers en Sierra Leone a été largement relayée par les médias en janvier 2025, tout comme ses liens présumés avec des membres de la famille présidentielle et d'autres acteurs étatiques²⁶⁶. Son apparente impunité dans le pays, malgré l'attention des médias et des forces de l'ordre internationales, pourrait servir d'exemple à d'autres barons de la drogue fuyant la justice ailleurs.

LES LACUNES DANS LES DONNÉES QUI COMPROMETTENT LA RÉPONSE

D'importantes lacunes dans les données continuent d'entraver l'efficacité des mesures contre le trafic de cocaïne et ses effets néfastes en Afrique de l'Ouest. Il est essentiel de combler ces lacunes pour élaborer des politiques fondées sur des données probantes et des interventions ciblées. Les principales lacunes sont décrites ci-dessous.

- **Données complètes sur la consommation de crack et de cocaïne, étayées par des études empiriques de prévalence utilisant des méthodologies cohérentes dans toute la région.** Si les efforts régionaux et continentaux visant à accroître les données disponibles sur la consommation de drogues en Afrique de l'Ouest, notamment par le WENDU et le Pan-African Epidemiology Network on Drug Use (Réseau panafricain d'épidémiologie sur la consommation de drogues), ont considérablement contribué à améliorer le tableau des données, ceux-ci sont basés sur des rapports nationaux, qui ont leurs limites. Dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, aucune étude empirique à grande échelle sur la prévalence de la consommation de drogues n'a été menée ces dernières années. Il est donc difficile de fournir des évaluations fondées sur des données probantes de l'ampleur de la consommation de crack et de cocaïne en poudre, ce qui conduit probablement à des sous-estimations persistantes.
- **L'ampleur du trafic par conteneurs passant par l'Afrique de l'Ouest.** La cocaïne est transportée par conteneurs depuis l'Amérique latine vers l'Afrique de l'Ouest, puis vers l'Europe et probablement d'autres destinations. Cependant, le faible nombre de saisies de conteneurs en Afrique de l'Ouest et en Europe, associé à des données publiques incomplètes sur les saisies en Amérique latine et en Europe, laisse planer le mystère sur l'ampleur réelle de ce trafic.
- **Trafic de cocaïne utilisant l'aviation générale par l'Afrique de l'Ouest.** Les tendances du trafic de cocaïne passant par l'Afrique de l'Ouest et mobilisant l'aviation générale sont difficilement discernables. Les rares preuves disponibles suggèrent que ce flux pourrait être beaucoup plus important que ce qui a été identifié et avoir des implications significatives en matière de sécurité. Il est essentiel de combiner les données officielles, les renseignements provenant de sources ouvertes et les informations de terrain provenant des pistes d'atterrissage clandestines et des aérodromes internationaux afin d'améliorer la visibilité de ce phénomène et les possibilités d'intervention.
- **Cartographie dynamique et détaillée des acteurs criminels étrangers de premier plan — principalement latino-américains, européens, moyen-orientaux et asiatiques — opérant en Afrique de l'Ouest.** Les enquêtes judiciaires régionales et européennes, ainsi que des recherches ciblées menées par la société civile, ont mis en lumière les activités d'une poignée de réseaux européens dans la région. Cependant, d'importantes lacunes subsistent, ce qui contribue à la vulnérabilité de l'Afrique de l'Ouest face à l'implantation de ces réseaux. De même, l'analyse des indices quant au rôle de l'Afrique de l'Ouest en tant que point de transbordement vers l'Asie et l'implication des réseaux asiatiques et moyen-orientaux dans le commerce de la cocaïne en Afrique de l'Ouest est insuffisante.
- **Liquéfaction de la cocaïne en Afrique de l'Ouest.** De plus en plus utilisée comme mode de dissimulation sur les routes directes entre l'Amérique latine et l'Europe, il n'existe aucune preuve claire qu'il y a des capacités de liquéfaction en Afrique de l'Ouest, bien que cela constituerait une tendance préoccupante, facilitant la dissimulation vers les marchés de destination.
- **Les semi-submersibles sur les itinéraires de l'Afrique de l'Ouest et leur construction potentielle dans la région.** Bien que certains indicateurs laissent penser qu'il s'agit d'une modalité en plein essor dans le trafic de cocaïne via l'Afrique de l'Ouest et que la construction de tels navires pourrait voir le jour dans la région, les preuves restent limitées et l'ampleur du phénomène mal comprise.

TENDANCES ÉMERGENTES

Le marché de la cocaïne en Afrique de l'Ouest est dynamique, les innovations adoptées par les réseaux criminels entraînant des changements dans les tendances opérationnelles de toute la région, et le paysage politique et sécuritaire en rapide mutation façonnant l'évolution constante d'un environnement permissif. Il est essentiel de comprendre ces dynamiques pour anticiper les défis futurs et leurs répercussions régionales, et adapter les réponses en conséquence. Les tendances sont les suivantes :

- **Augmentation de la consommation de crack et, dans une moindre mesure, de cocaïne en poudre, dans de nombreux centres urbains d'Afrique de l'Ouest.** Bien qu'elle reste inférieure à la consommation de drogues de synthèse, cette tendance à la hausse — qui reflète les tendances observées dans d'autres grandes zones de transbordement, comme le Brésil — devrait se poursuivre et poser un défi croissant aux ressources limitées en matière de santé publique. La pratique courante dans certains pays consistant à chauffer le crack avec du benzène (plutôt qu'avec du bicarbonate de soude, moins nocif) multiplie ses effets néfastes sur la santé.
- **L'Afrique de l'Ouest est un nœud logistique de plus en plus important pour les marchés de consommation émergents en Asie et au Moyen-Orient.** L'augmentation signalée de ressortissants turcs impliqués dans le commerce de cocaïne en Afrique de l'Ouest depuis environ 2021 reflète l'importance croissante de la Türkiye en tant que nœud sur le marché de la cocaïne depuis cette date²⁶⁷. Si les marchés européens sont probablement la destination de certains flux, le Moyen-Orient et l'Asie occidentale, où les prix de la cocaïne sont élevés, pourraient également être visés²⁶⁸. Des ressortissants chinois seraient également impliqués dans le trafic maritime de gros en Sierra Leone. Des cargaisons de noix de cajou conteneurisées de Guinée-Bissau à destination de l'Inde auraient dissimulé de la cocaïne. Des destinations en Asie figurent régulièrement sur les itinéraires de trafic aérien en provenance d'Afrique de l'Ouest. Dans l'ensemble, cela indique un flux de trafic sous-estimé mais probablement en augmentation, consolidant le rôle de l'Afrique de l'Ouest en tant que nœud logistique pour un éventail croissant de marchés de consommation.
- **« Stockage à proximité » de réserves de cocaïne en Afrique de l'Ouest pour les marchés européens.** Des volumes importants de cocaïne seraient stockés en Afrique de l'Ouest. Dans certains cas, des réseaux européens ont vendu de grandes quantités de cocaïne à d'autres réseaux directement à partir de leurs entrepôts en Afrique de l'Ouest. Le stockage de la cocaïne en Afrique de l'Ouest peut permettre un approvisionnement plus rapide des acheteurs en gros. Cette tendance est préoccupante pour les dynamiques régionales, car elle risque de continuer à alimenter les marchés locaux en volumes croissants de cocaïne par effet de débordement.
- **Convergence probable d'un nombre croissant d'acteurs criminels européens en Afrique de l'Ouest.** À ce jour, les efforts visant à cartographier de manière exhaustive la présence des réseaux criminels européens dans le commerce de cocaïne en Afrique de l'Ouest ont été limités. Il est donc difficile de prouver une tendance à la hausse continue de ces opérations. Cependant, plusieurs indicateurs montrent que plusieurs acteurs européens sont de plus en plus implantés depuis 2019, reflétant notamment ceux qui ont gagné en importance sur les marchés européens au cours de cette période.
- **Échanges de drogues, en particulier de cocaïne contre des drogues de synthèse.** À mesure que la consommation d'ecstasy et d'autres drogues de synthèse augmente en Afrique de l'Ouest, les échanges de cocaïne d'Afrique de l'Ouest contre des drogues de synthèse d'Europe pourraient devenir de plus en plus attrayants pour les réseaux cherchant à éviter les transactions financières. Cela interconnecterait les marchés de la cocaïne et des drogues de synthèse, liant éventuellement l'augmentation des importations de drogues de synthèse au rôle croissant de l'Afrique de l'Ouest en tant que point de transbordement dans le trafic de cocaïne vers l'Europe.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le marché de la cocaïne en Afrique de l'Ouest opère à une échelle sans précédent. Bien qu'il soit influencé par les tendances mondiales en matière d'offre et de demande de cocaïne, les effets régionaux de ce commerce s'amplifient à mesure que les profits augmentent. Plusieurs institutions régionales dans les domaines de l'application de la loi, de la santé et au-delà continuent de fonctionner avec une efficacité remarquable dans un contexte de ressources limitées. Cependant, le pouvoir de corruption des trafiquants de cocaïne s'est accru parallèlement à la rentabilité du marché. Certains trafiquants de premier plan ont réussi à acheter la protection de certains nœuds cruciaux au sein de certaines institutions étatiques chargées de la lutte contre ce trafic, ainsi que de structures politiques de haut niveau, faussant ainsi les incitations dans la sphère politique. Dans certains pays de la région, l'influence de la cocaïne sur les calculs politiques est omniprésente, et le marché constitue un obstacle central, quoique largement invisible, au développement.

À mesure que le rôle de la région en tant que nœud de débordement se renforce, les marchés de consommation intérieure, alimentés par l'effet de débordement, se solidifient. Cela est particulièrement vrai pour la consommation de crack, qui touche les éléments les plus marginalisés des communautés.

Les ressources disponibles pour les mesures de répression et les interventions de santé publique sont limitées. Cependant, celles qui existent pourraient être utilisées de manière plus stratégique grâce à une meilleure coordination régionale et à une hiérarchisation des priorités. Il est essentiel que les décideurs politiques régionaux consolident et pilotent la réponse au défi croissant que représentent les drogues en Afrique de l'Ouest, et qu'ils mettent en œuvre des mesures coordonnées et fondées sur des données probantes.

Recommandations

Le présent rapport s'est concentré sur la cartographie du marché de la cocaïne et ses répercussions. Il n'aborde pas en détail les mesures prises, ni les réformes politiques émergentes et les approches innovantes dans la région. Par conséquent, les recommandations énoncées ci-dessous constituent un cadre général pour renforcer les réponses, plutôt qu'une liste exhaustive des prochaines décisions à prendre.

Comblent les lacunes en matière de données et établir un discours commun à travers des évaluations régulières des menaces

La réponse au trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest est entravée par d'importantes lacunes en matière de données. De plus, les interprétations fragmentées et parfois discordantes de la menace que représentent les marchés de la cocaïne constituent un obstacle à la mise en place d'une réponse coordonnée. Une collecte de données ciblée est nécessaire pour combler chacune des lacunes listées ci-dessus. Il est particulièrement important, pour élaborer une réponse en matière de santé publique, de dresser une cartographie plus complète et plus dynamique de la consommation de crack et de cocaïne dans toute la région, en utilisant des méthodologies harmonisées, qui alimenteront les rapports régionaux (WENDU) et internationaux (ONUDD). Des évaluations régulières des menaces, faisant l'objet de larges consultations afin d'établir un consensus, constituent un élément essentiel pour dresser un tableau commun des menaces et élaborer une réponse plus unifiée. Les efforts visant à renforcer les initiatives de collecte de données menées par les États devraient se poursuivre parallèlement à la collecte de données et au suivi additionnels menés par la société civile.

Traiter les marchés de la cocaïne en Afrique de l'Ouest comme un problème de santé publique, et pas seulement comme un défi pour la justice pénale

- **Faire avancer les réformes législatives visant à atténuer les préjudices causés par le marché de la cocaïne, notamment en introduisant des alternatives à l'incarcération pour les personnes consommant des drogues.** Les États d'Afrique de l'Ouest repensent leurs approches en matière de réglementation des marchés de la drogue, fondées sur la prohibition et l'incarcération. Par exemple, en 2020, la réforme de la législation sur les drogues

au Ghana a fait un premier pas dans cette direction²⁶⁹. En 2022, la Côte d'Ivoire a adopté une nouvelle législation qui introduit également des alternatives à l'incarcération pour les personnes qui consomment des drogues²⁷⁰. Il est essentiel de tirer parti de cette dynamique et d'encourager davantage de pays à introduire des alternatives à l'incarcération pour les personnes consommant des drogues. Dans plusieurs pays, les approches des forces de l'ordre se sont détournées dans la pratique de l'incarcération, mais l'inscription de ce principe dans la loi offrirait aux personnes consommant des drogues une protection plus durable et fournirait des orientations plus claires aux forces de l'ordre. La législation doit établir une distinction appropriée entre la consommation, la possession pour consommation et la possession avec intention de distribution, de manière à éviter la pénalisation et l'emprisonnement des personnes consommant des drogues pour possession de petites quantités de stupéfiants. L'introduction de sanctions civiles pour la consommation de drogues ou d'ordonnances de traitement obligatoire devrait également être évitée. Le modèle de loi sur les drogues en Afrique occidentale publié par la WACD en 2018 est un document de référence essentiel pour la réforme²⁷¹.

■ **Renforcer la disponibilité, l'accès et la qualité des services de traitement proposés aux personnes consommant des drogues, en particulier grâce à des approches thérapeutiques communautaires.**

Si la disponibilité des services de traitement a augmenté dans certains pays ces dernières années, cette progression a été dépassée par l'escalade de la consommation de drogues. L'objectif devrait être de fournir un accès gratuit à des traitements communautaires ou dispensés par des pairs de bonne qualité et éthiques aux personnes consommant des drogues, y compris les femmes particulièrement défavorisées par les services de soutien, qui en ont besoin et qui le souhaitent²⁷². Cela inclut l'autonomisation des groupes de pairs et le soutien aux réseaux de personnes qui consomment des drogues. Les approches qui incluent des ordres de traitement obligatoires et prononcées par un tribunal devraient être évitées. Les risques liés à ces approches ont été démontrés de manière répétée à l'échelle mondiale.

■ **Renforcer la prévention fondée sur des données probantes, en mettant notamment l'accent sur la prévention des risques.**

Les ressources disponibles pour le traitement sont limitées et les services proposés sont souvent en deçà des normes internationales. Alors que la consommation de crack, de cocaïne et de drogues de synthèse augmente, il est essentiel de veiller à ce que les programmes visant à sensibiliser aux préjudices de la consommation de drogues en Afrique de l'Ouest soient fondés sur des données probantes et axés sur l'atténuation des préjudices associés. De nombreux organismes régionaux chargés de l'application de la loi incluent désormais la sensibilisation dans leur mandat, avec le soutien d'un ensemble d'organisations de la société civile. Il est essentiel de garantir une plus grande cohérence dans l'approche, conformément aux protocoles internationaux, afin de limiter les risques d'effets contre-productifs et de maximiser les gains²⁷³.

Tirer les leçons des réformes législatives et suivre les nouvelles approches mondiales en matière de réglementation

À l'échelle mondiale et en Afrique de l'Ouest, les États ont réformé leurs politiques et leurs lois en matière de drogues, avec des résultats mitigés. Il est essentiel de tirer les leçons des expériences d'autres pays ; l'Afrique de l'Ouest n'a ni le temps ni les ressources nécessaires pour répéter les erreurs avérées. Dans la région, le Ghana a émergé comme un pionnier de la réforme des politiques liées aux drogues. Cependant, si la réforme a donné de nombreux résultats positifs, des erreurs ont également été identifiées, dont certaines ont nui à son efficacité²⁷⁴. Les autres pays de la région devraient modifier leurs propres processus afin d'éviter les mêmes écueils.

Si le consensus s'accroît sur l'échec de l'approche actuelle en matière de gestion du marché des drogues, il y a moins d'unanimité quant à une approche plus efficace. Parmi les approches les plus en vue figure le passage à une réglementation des marchés des drogues récréatives. Les données factuelles en faveur d'une telle réforme sont limitées et se concentrent sur les marchés du cannabis. Il est essentiel que les décideurs politiques d'Afrique de l'Ouest examinent ces approches et suivent de près la production des données factuelles à l'échelle mondiale, afin de s'assurer que la région est bien placée pour adopter les approches les plus solides.

Renforcer les coalitions multipartites afin d'améliorer la collaboration

- **Accroître les partenariats public-privé et élargir le rôle du secteur privé dans la lutte contre le trafic de cocaïne.**

Dans un contexte où les ressources publiques sont limitées en Afrique de l'Ouest, il est essentiel que le secteur privé renforce son rôle dans la lutte contre le trafic de cocaïne. Le transport maritime, les services d'envois et de fret aérien, ainsi que le secteur financier (les institutions financières formelles, mais aussi les prestataires de services de paiement mobile et les services de transfert d'argent) sont des secteurs privés clés qui jouent un rôle important dans le commerce de cocaïne. En outre, les secteurs identifiés comme particulièrement vulnérables au blanchiment des profits issus du trafic de drogue, notamment l'immobilier, l'hôtellerie et les jeux d'argent, doivent mettre en œuvre des mesures de diligence raisonnable plus strictes et renforcer le partage d'informations avec les autorités²⁷⁵. Une meilleure coordination, des responsabilités plus claires et des investissements ciblés entre les acteurs publics et privés sont nécessaires²⁷⁶.

- **Renforcer les mécanismes d'engagement entre les gouvernements et la société civile dans l'élaboration des politiques en matière de drogues et dans la coordination intrarégionale.**

La société civile de toute l'Afrique de l'Ouest s'est activement engagée dans la promotion de réformes des politiques en matière de drogues, avec des succès notables. De nombreux gouvernements ont mis en place des mécanismes permettant d'intégrer les points de vue de la société civile dans les approches de maintien de l'ordre et l'élaboration plus large des politiques gouvernementales en matière de drogues, notamment au Ghana, au Sénégal et en Sierra Leone. Ces succès soulignent l'importance de tels partenariats et mettent en évidence la nécessité de les renforcer et de les étendre géographiquement. Les coalitions régionales de la société civile, telles que le West Africa Drug Policy Network / Réseau ouest africain des politiques en matière de drogue), offrent des plateformes qui peuvent être mises à profit pour renforcer la collaboration régionale. En outre, les réseaux de personnes qui consomment des drogues dans toute la région devraient être des parties prenantes clés consultées pour élaborer la réponse, tandis que la société civile peut apporter son soutien en servant de pont avec le gouvernement.

- **Renforcer la couverture médiatique du trafic de drogue et de ses conséquences sur la santé publique et la gouvernance dans toute la région.**

Les médias jouent un rôle essentiel en mettant en lumière des sujets controversés, comme garde-fou contre la corruption et en orientant le discours public. La plupart des contenus médiatiques sur les marchés de la drogue en Afrique de l'Ouest sont sensationnalistes et, dans certains cas, propagent des mythes nuisibles. Un engagement accru des journalistes et des médias pour garantir une couverture factuelle du trafic de drogue dans la région et façonner le discours public sur la réduction des risques est essentiel pour créer un espace politique propice à des réformes permettant de mieux répondre aux défis croissants liés à la drogue. Le renforcement des enquêtes sur la corruption qui protège le commerce de cocaïne est une avancée importante pour lutter contre l'impunité. Les enquêtes ciblées utilisant des techniques de suivi des flux financiers constituent un élément essentiel du travail journalistique sur ce sujet, mais elles requièrent des compétences spécialisées que possèdent actuellement relativement peu d'experts dans la région. Ces compétences doivent donc être encouragées et développées. Soutenir la résilience des communautés par le biais de groupes de presse et leur donner les moyens de dénoncer la corruption et les trafiquants fait partie de cette approche, tout en minimisant les risques personnels pour les journalistes.

Adopter des approches plus stratégiques en matière de justice pénale

- **Améliorer le renseignement et diversifier les sources d'information.**

Les réseaux criminels se sont révélés habiles à adapter leurs méthodes pour échapper à la pression des forces de l'ordre. Investir dans des mesures de renseignement criminel afin d'améliorer la surveillance du marché peut réduire la période pendant laquelle ces mesures d'adaptation passent inaperçues. Des ensembles de données granulaires et dynamiques sont nécessaires pour étayer cette surveillance. Le recours à un réseau élargi de fournisseurs de données — comprenant les personnes qui consomment des drogues, les prestataires de services et la société civile — peut contribuer à atteindre cet objectif.

■ **Stratégies d'application asymétriques et dissuasion ciblée : perturber le trafic de gros en ciblant les intermédiaires étrangers et régionaux.**

L'application asymétrique de la loi consiste à concentrer les ressources là où elles auront le plus d'impact plutôt que d'essayer symétriquement de supprimer l'ensemble du marché, ce qui s'est avéré infructueux. L'adoption de telles approches en Afrique de l'Ouest indiquerait une plus grande attention portée aux intermédiaires étrangers et aux principaux intermédiaires régionaux, qui sont tous deux des acteurs essentiels du trafic de cocaïne en gros. Ils offrent souvent leurs services à plusieurs réseaux et opèrent sur de longues périodes. Ils sont sans doute les éléments les mieux connectés de l'écosystème criminel de la cocaïne en Afrique de l'Ouest, et les interventions des forces de l'ordre les ciblant auraient le plus d'impact, car ils sont parmi les éléments les plus difficiles à remplacer. Leur profilage et leur arrestation peuvent donc entraîner une perturbation à moyen terme. Le renforcement des méthodes policières fondées sur le renseignement pour identifier les acteurs à fort impact — dont l'élimination ou le confinement pourrait perturber considérablement le fonctionnement du marché et réduire la violence et les dommages sociaux associés — est une étape clé pour soutenir de telles approches.

■ **Cibler les structures de protection et perturber les liens entre les élections et la politique.**

Il est difficile de cibler les structures de protection qui entourent le commerce de la cocaïne en Afrique de l'Ouest, car elles sont imbriquées dans de puissantes structures politiques. Cette situation n'est pas propre à l'Afrique de l'Ouest, mais vaut pour tous les marchés mondiaux de la cocaïne. Elle reste toutefois essentielle pour perturber durablement le commerce de cocaïne. Les gouvernements ont un rôle crucial à jouer en dénonçant cette protection de haut niveau et en la rendant toxique pour la réputation. Les médias et les forces de l'ordre ont également un rôle clé à jouer.

Rompre les liens entre la politique électorale et le commerce de cocaïne permettrait de réduire considérablement les dommages causés par ce marché. La réforme des règles de financement des partis politiques et des campagnes électorales est essentielle pour atténuer les risques liés au financement illicite des campagnes électorales et à l'émergence de dettes remboursées ensuite par le biais de la protection. L'obligation effective de déclaration financière par les partis politiques et la promulgation de lois plus larges sur la divulgation d'informations sont essentielles pour améliorer la transparence du financement des élections.

■ **Partenariats entre les forces de l'ordre tout au long de la chaîne d'approvisionnement en cocaïne.**

Une collaboration et une coordination accrues sont nécessaires entre les pays et les régions tout au long de la chaîne d'approvisionnement en cocaïne, notamment en Amérique latine, en Afrique de l'Ouest et en Europe. Bien qu'il existe des partenariats et des mécanismes de coopération, ceux-ci sont moins développés que les plateformes de collaboration internationale ailleurs et pourraient être considérablement renforcés. En Afrique de l'Ouest, la tenue plus régulière de réunions entre les principales parties prenantes, à distance et en personne, pourrait faciliter un partage plus systématique des données, la réflexion sur les principaux défis et le renforcement des réseaux d'engagement²⁷⁷.

■ **Renforcer et mettre en œuvre les cadres de recouvrement, de gestion et de redistribution des avoirs.**

Plusieurs États d'Afrique de l'Ouest ont du mal à redistribuer les avoirs saisis dans le cadre d'affaires pénales, qui, au contraire, se déprécient souvent une fois saisis. Le renforcement des cadres de recouvrement, de gestion et de redistribution des avoirs, ainsi que leur mise en œuvre, apporteraient des ressources et des incitations supplémentaires à la réponse pénale. Cela devrait inclure l'examen de l'introduction de cadres pour le recouvrement des avoirs sans condamnation, conformément aux meilleures pratiques reconnues.

ANNEXE : ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROCÉDURES JUDICIAIRES

Personne nommée	Source	Juridiction	Statut de l'affaire	Défense et/ou démenti public
Armando Pacani	Justice fédérale, section judiciaire de Rio Grande do Sul, 22e tribunal fédéral de Porto Alegre, requête n°5014337-91.2023.4.04.7100/RS, datée du 15 mars 2023 ; Jusbrasil, <i>Jurisprudência sobre Hinterland</i> , https://www.jusbrasil.com.br/jurisprudencia/busca?q=hinterland&p=5 .	Brésil/Dubaï	M. Pacani a été libéré par un tribunal de Dubaï en novembre 2024 en raison d'erreurs constatées dans la demande d'extradition déposée par le Brésil.	M. Pacani et ses avocats ont affirmé son innocence. Les déclarations qui ont été rendues publiques sont citées dans le rapport.
Mario Krezić	Acte d'accusation contre Miroslav Starčević et autres, KTO 89/23, 1er novembre 2023 ; Acte d'accusation contre Nenad Petrak et autres, KO-US-57/2024, 1er octobre 2024 ; Begoña P Ramírez, <i>Dos de los detenidos en la operación que dismanteló el cartel de los Balcanes se escondían en Dubái</i> , Infolibre, 14 juin 2024, https://www.infolibre.es/economia/detenidos-operacion-desmantelo-cartel-balcanes-escondian-dubai_1_1817898.html .	Belgique/ Émirats arabes unis	Krezić ne fait l'objet d'aucune inculpation en Serbie ni en Croatie. Cependant, les procureurs des deux pays mentionnent son nom dans des affaires impliquant Miroslav Starčević et Nenad Petrak liées au trafic international de stupéfiants. De plus, selon les médias, les autorités belges auraient émis un mandat d'arrêt contre Krezić, tandis que la Guardia Civil espagnole s'attend à ce que Krezić soit extradé.	Il n'existe aucune trace de déclarations faites par Krezić ou son représentant légal sur les sites web/archives officiels du gouvernement.
Nenad Petrak	Acte d'accusation contre Nenad Petrak et autres, KO-US-57/2024, 1er octobre 2024.	Croatie	Le parquet a présenté un acte d'accusation contre Petrak en octobre 2024. Cependant, selon les médias en juillet 2025, le tribunal ne l'avait pas encore officiellement approuvé. Le procès n'a pas encore commencé. Selon les médias, la durée maximale de détention provisoire prendrait fin en avril 2026.	L'avocat Anto Nobilo, qui défend Petrak, a confirmé en janvier 2025 qu'ils étaient sur le point de conclure un accord avec le parquet. Petrak devait reconnaître les faits qui lui sont reprochés, mais cette information a été divulguée en prison, où de nombreux membres du groupe sont détenus. Certains membres se sont opposés à cet accord, ce qui a conduit Petrak à retirer son consentement.
Miroslav Starčević	Acte d'accusation contre Miroslav Starčević et autres, KTO 89/23, 1er novembre 2023.	Serbie	Le procès est en cours.	Starčević maintient son innocence. Il a déclaré qu'il présenterait sa défense à un stade ultérieur, une fois que les documents originaux de Sky ECC seraient reçus des autorités françaises.
Radoje Zvicer	Acte d'accusation contre Radoje Zvicer et autres, Kt-S. 172/22, 30 décembre 2022.	Monténégro/ Serbie/ Autriche	Plusieurs mandats d'arrêt ont été émis. M. Zvicer est toujours en liberté. Le procès n'est pas terminé.	Il n'existe aucune trace de déclarations faites par M. Zvicer ou son représentant légal sur les sites web/archives officiels du gouvernement.

Personne nommée	Source	Juridiction	Statut de l'affaire	Défense et/ou démenti public
Miguel Devesa	RFI, Côte d'Ivoire : des peines confirmées et des relaxes au procès en appel de l'affaire de trafic international de cocaïne, 28 juillet 2025, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250728-cote-d-ivoire-des-peines-confirmees-et-des-relaxes-au-proces-en-appel-de-l-affaire-de-traffic-international-de-cocaïne ? ; Marine Jeannin, Trafic de cocaïne en Côte d'Ivoire : 13 personnes impliquées dans une vaste affaire condamnées à 10 ans de prison, RFI, 7 May 2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240507-traffic-de-cocaïne-en-côte-d-ivoire-13-accusés-dans-une-vaste-affaire-condamnés-à-10-ans-de-prison ; AllAfrica, Côte d'Ivoire : Des peines confirmées et des relaxes au procès en appel de l'affaire de trafic international de cocaïne, 28 juillet 2025, https://fr.allafrica.com/stories/202507290097.html .	Côte d'Ivoire	Le 7 mai 2024, le tribunal de première instance de Côte d'Ivoire a condamné M. Devesa à 10 ans de prison pour trafic de drogue. Le 28 juillet 2025, la cour d'appel a confirmé la sentence du tribunal de première instance. L'avocat de M. Devesa a déclaré à la presse que la sentence ferait l'objet d'un recours devant la Cour de cassation.	Devesa a plaidé coupable. Son avocat a déclaré à plusieurs reprises que la peine était trop sévère, car Devesa avait coopéré avec les forces de l'ordre pour identifier d'autres auteurs et qu'il devrait donc bénéficier d'une réduction de peine.
Bartolo Bruzzaniti	LaC News, <i>Narcotraffico gestito da 'ndrangheta e camorra: condannato Bartolo Bruzzaniti a Milano</i> , 18 octobre 2024, https://www.lacnews24.it/cronaca/narcotraffico-gestito-da-ndrangheta-e-camorra-condannati-a-milano-i-broker-bartolo-bruzzaniti-e-raffaele-t825smm0 ; Rivieraweb, <i>Maxiprocesso Eureka, attesa la sentenza per 81 imputati</i> , 21 juin 2025, https://www.rivieraweb.it/maxiprocesso-eureka-attesa-la-sentenza-per-81-imputati-chiesti-1658-anni-di-carcere ; Calabria Magnifica, <i>Processo "Eureka": vent'anni ai vertici dei clan di San Luca e Africo</i> , 3 octobre 2025, https://www.calabriamagnifica.it/cronaca-e-attualita/processo-eureka-ventanni-ai-vertici-dei-clan-di-san-luca-e-africo ; LaC News, <i>Narcotraffico, Bartolo Bruzzaniti rientrato in Italia dopo l'arresto in Libano</i> , 3 août 2023, https://www.lacnews24.it/cronaca/narcotraffico-bartolo-bruzzaniti-rientrato-in-italia-dopo-l-arresto-in-libano-fp20t1wv .	Italie/Liban	En juin 2023, Bruzzaniti a été arrêté au Liban et extradé vers l'Italie le 3 août 2023. À la mi-octobre 2024, un tribunal de Milan a condamné Bruzzaniti à 20 ans de prison pour trafic de drogue dans le cadre du procès « Money Delivery » en première instance. Le 2 octobre 2025, un tribunal de Calabre a condamné Bruzzaniti à 20 ans de prison pour trafic de drogue dans le cadre du procès « Eureka » en première instance.	Cette recherche n'a permis de trouver aucune trace de déclarations faites par Bruzzaniti ou son représentant légal.
Raffaele Imperiale	RAI News, <i>Il narcos Imperiale condannato ad altri 15 anni. Confiscata l'isola di Dubai</i> , 10 juillet 2024, https://www.rainews.it/tgr/campania/articoli/2024/07/il-narcos-imperiale-condannato-ad-altri-15-anni-confiscata-lisola-di-dubai-439c6ec9-5b7d-4477-a155-a25ad1d09010.html ; Rosaria Federico, <i>Napoli, chiesta la conferma dei 16 anni di carcere per il narco boss Raffaele Imperiale</i> , Cronache della Campania, 22 juillet 2025, https://www.cronachedellacampania.it/2025/07/napoli-chiesta-la-conferma-dei-16-anni-di-carcere-per-il-narco-boss-raffaele-imperiale ; LaC News, <i>Narcotraffico gestito da</i>	Italie/Émirats arabes unis	Le 4 août 2021, Imperiale a été arrêté à Dubaï. Le 25 mars 2022, il a été extradé vers l'Italie pour y être jugé pour trafic de drogue. Le 10 juillet 2024, un tribunal de Naples l'a condamné en première instance à 15 ans et huit mois de prison pour trafic de drogue. Le procès en appel est actuellement en cours devant la deuxième chambre de la Cour d'appel de Naples, et le verdict est attendu pour décembre 2025. En octobre 2024, un tribunal de Milan a	En 2022, les avocats d'Imperiale ont tenté de faire valoir que son extradition constituait un enlèvement violent la Convention européenne des droits de l'homme et ont déposé un recours pour demander l'annulation de sa détention. Un tribunal italien a estimé qu'il n'y avait pas lieu de saisir directement la Cour suprême. L'avocat d'Imperiale a souligné la coopération de son client avec les autorités.

Personne nommée	Source	Juridiction	Statut de l'affaire	Défense et/ou démenti public
	<i>'ndrangheta e camorra, condannati a Milano i broker Bartolo Bruzzaniti e Raffaele Imperiale</i> , 16 octobre 2024, narcotraffico-gestito-da-ndrangheta-e-camorra-condannati-a-milano-i-broker-bartolo-bruzzaniti-e-raffaele-t825smm0 ; Calabria Inchieste, <i>Droga smerciata nel porto di Gioia Tauro, 25 condanne per 236 anni di carcere</i> , 4 décembre 2024, https://www.calabriainchieste.it/2024/12/04/droga-smerciata-nel-porto-di-gioia-tauro-25-condanne-per-236-anni-di-carcere ; Anteprema24, <i>Droga, estradato da Dubai il narcotrafficante internazionale Raffaele Imperiale</i> , 27 mars 2022, https://www.anteprema24.it/napoli/droga-estradata-da-dubai-il-narcotrafficante-internazionale-raffaele-imperiale ; <i>Sunday World</i> , <i>Kinahan gang ally Raffaele Imperiale claims extradition from Dubai to Italy was 'kidnapping'</i> , septembre 2022, https://www.sundayworld.com/crime/world-crime/kinahan-gang-ally-raffaele-imperiale-claims-extradition-from-dubai-to-italy-was-kidnapping/1763766811.html .		condamné Imperiale à six ans de prison pour trafic de drogue dans le cadre du procès « Money Delivery » en première instance. Le 5 décembre 2024, le tribunal régional de Calabre a condamné Imperiale à trois ans et cinq mois de prison pour trafic de drogue dans le cadre du procès « Three Crosses » en première instance.	
César Ouattara	Marine Jeannin, <i>Trafic de cocaïne en Côte d'Ivoire : 13 accusés dans une vaste affaire condamnés à 10 ans de prison</i> , RFI, 7 mai 2024, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240507-traffic-de-coca%C3%AFne-en-c%C3%B4te-d-ivoire-13-accus%C3%A9s-dans-une-vaste-affaire-condamn%C3%A9s-%C3%A0-10-ans-de-prison ; Abdoul Aziz Diallo, <i>Côte d'Ivoire : des peines confirmées et des relaxes au procès en appel de l'affaire de trafic international de cocaïne</i> , RFI, 28 juillet 2025, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250728-c%C3%B4te-d-ivoire-des-peines-confirm%C3%A9es-et-des-relaxes-au-proc%C3%A8s-en-appel-de-l-affaire-de-traffic-international-de-coca%C3%AFne .	Côte d'Ivoire	Le 7 mai 2024, le tribunal de première instance de Côte d'Ivoire a condamné M. Ouattara à 10 ans de prison pour trafic de drogue. Le 28 juillet 2025, la cour d'appel a réduit la peine à 5 ans de prison. Le jugement peut encore faire l'objet d'un pourvoi devant la Cour de cassation.	Il n'existe aucune trace de déclarations faites par M. Ouattara ou son représentant légal sur les sites web/archives officiels du gouvernement.
Wilder Sanchez Farfan	Bureau du procureur des États-Unis, District sud de Californie, <i>Alleged drug trafficker Wilder Emilio Sanchez Farfan extradited from Colombia</i> , 26 janvier 2024, https://www.justice.gov/usao-sdca/pr/alleged-drug-trafficker-wilder-emilio-sanchez-farfan-extradited-colombia ; City News Services, <i>Ecuadorian man pleads guilty in San Diego court to international drug trafficking</i> , 15 mai 2025, https://www.nbcsandiego.com/news/local/ecuadorian-drug-trafficker-pleads-guilty-san-diego/3826845 ; Ecuavisa, <i>El Gato Farfán, narco ecuatoriano, se declara culpable en EE. UU. de tráfico internacional de drogas</i> , 16 mai 2025, https://www.ecuavisa.com/noticias/seguridad/gato-farfan-culpable-california-YE9350375 ; David Muñoz, <i>Alias Gato Farfán conocerá su sentencia en Estados Unidos por narcotráfico en noviembre</i> , Ecuavisa, https://www.ecuavisa.com/noticias/seguridad/alias-gato-farfan-sentencia-estados-unidos-narcotrafico-noviembre-FI9820722 .	États-Unis/Colombie	Farfan a été extradé de Colombie vers les États-Unis en janvier 2024. Le procès devant un tribunal de San Diego est en cours, le verdict est attendu en novembre 2025.	Farfan a plaidé coupable devant le tribunal de San Diego pour conspiration internationale en vue de distribuer des substances contrôlées.

Personne nommée	Source	Juridiction	Statut de l'affaire	Défense et/ou démenti public
Ricardo Ariza Monje	République de Guinée-Bissau, Tribunal régional de Cacheu, <i>Acórdão No. 13/2020</i> ; République de Guinée-Bissau, Tribunal de Relação, Câmara Criminal, <i>Acórdão No. 03/2020</i> ; Camara Criminal, <i>Processo nº 11/2020</i> , 11 juillet 2022, signé par le juge Lima Antonio André ; Ouest-Afrique, Guinée-Bissau : Des peines de prison records pour des trafiquants de cocaïne, 14 avril 2020, https://ouest-afrique.com/guinee-bissau-des-peines-de-prison-records-pour-des-trafiquants-de-cocaine ; Guineematin, <i>International drug trafficking: Cuban, Colombian and Mexican citizens arrested and tried in Conakry</i> , 26 juillet 2022, https://guineematin.com/2022/07/26/trafic-international-de-drogue-des-citoyens-cubain-colombien-et-mexicain-arretes-et-juges-a-conakry ; RTP, <i>Mandados de captura para luso-guineense e colombiano por tráfico de droga na Guiné-Bissau</i> , 30 septembre 2019, https://www.rtp.pt/noticias/mundo/mandados-de-captura-para-luso-guineense-e-colombiano-por-trafico-de-droga-na-guine-bissau_n1175972 .	Guinée-Bissau	En 2019, Monje a fait l'objet d'une notice rouge d'INTERPOL. Le 2 avril 2020, le tribunal régional de Cacheu à Bissau a condamné Monje, en première instance, à 16 ans de prison pour association de malfaiteurs et trafic de drogue. Le 14 octobre 2020, le Tribunal de Relação (Cour d'appel de Guinée-Bissau) a réduit la peine à cinq ans d'emprisonnement. Le 4 juillet 2022, la Cour suprême de Guinée-Bissau a acquitté Monje, dans un jugement largement critiqué par les avocats de Guinée-Bissau. Monje a été accusé de trafic de drogue et de complicité de trafic de drogue en 2021 en Guinée, par contumace. En juillet 2022, un tribunal guinéen a rejeté une tentative de la défense visant à faire classer l'affaire. Les auteurs n'ont pas été en mesure de confirmer l'état d'avancement de cette affaire.	Monje était absent pendant toute la durée de la procédure judiciaire. Il n'existe aucune trace de déclarations faites par Monje ou son représentant légal sur les sites web/ archives officiels du gouvernement.
Braima Seidi Bá	République de Guinée-Bissau, <i>Tribunal régional de Cacheu Acórdão No. 13/2020</i> ; République de Guinée-Bissau, Tribunal de Relação, Câmara Criminal, <i>Acórdão No. 03/2020</i> ; Camara Criminal, <i>Processo nº 11/2020</i> , 11 juillet 2022, signé par le juge Lima Antonio André ; Ouest-Afrique, Guinée-Bissau : Des peines de prison records pour des trafiquants de cocaïne, 14 avril 2020, https://ouest-afrique.com/guinee-bissau-des-peines-de-prison-records-pour-des-trafiquants-de-cocaine	Guinée-Bissau	Le 2 avril 2020, un tribunal de Bissau a condamné M. Bá, en première instance, à 16 ans de prison pour association de malfaiteurs et trafic de drogue. Le 14 octobre 2020, le Tribunal de Relação (Cour d'appel de Guinée-Bissau) a réduit la peine à cinq ans de prison. Le 4 juillet 2022, la Cour suprême de Guinée-Bissau a acquitté M. Bá, dans un jugement largement critiqué par les avocats de Guinée-Bissau.	M. Bá était absent pendant toute la durée de la procédure judiciaire. Il n'existe aucune trace de déclarations faites par M. Bá ou son représentant légal sur les sites web/ archives officiels du gouvernement.
Jos Leijdekkers	Europol, <i>Europe's most wanted fugitives – Leijdekkers, Joseph Johannes (Jos)</i> , dernière modification le 18 juillet 2025, https://eumostwanted.eu/#/leijdekkers-joseph-johannes-jos ; <i>NL Times, Wanted criminal 'Bolle Jos' sentenced to 24 years in prison</i> , 26 juin 2024, https://nltimes.nl/2024/06/26/wanted-criminal-bolle-jos-sentenced-24-years-prison .	Pays-Bas	Le 25 juin 2024, un tribunal de Rotterdam a condamné Leijdekkers par contumace à 24 ans de prison pour trafic de drogue en première instance. Leijdekkers figure sur la liste des fugitifs les plus recherchés d'Europol.	M. Leijdekkers est toujours en fuite. Il n'existe aucune trace de déclarations faites par M. Leijdekkers ou son représentant légal sur les sites web/ archives officiels du gouvernement.
Malam Bacai Sanha Jr.	Bureau du procureur des États-Unis, District sud du Texas, <i>Former Guinea-Bissau president's son sent to U.S. prison for international drug trafficking</i> , 26 mars 2024, https://www.justice.gov/usao-sdtx/pr/former-guinea-bissau-presidents-son-sent-us-prison-international-drug-trafficking ; Bureau du procureur des États-Unis, District sud du Texas, <i>United States of America v Malam Bacai Sanha Jr</i> – audience de détention, 6 septembre 2022 ; accord de plaidoyer, 9 juin 2023.	États-Unis/ Tanzanie	Le 23 juillet 2022, Sanha Jr. a été arrêté en Tanzanie et extradé vers les États-Unis le 26 août 2022. Le 26 mars 2024, le tribunal du district sud du Texas l'a condamné en première instance à six ans et huit mois de prison pour trafic de drogue.	Sanha Jr. a plaidé coupable le 6 septembre 2023 pour « conspiration en vue de distribuer une substance contrôlée à des fins d'importation illégale ».

Personne nommée	Source	Juridiction	Statut de l'affaire	Défense et/ou démenti public
Mohamed Ould Mataly	Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali, dont le mandat a été renouvelé en application de la résolution 2484 (2019), S/2020/785, par. 80-83, 85, 2020, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2020_785.pdf ; Conseil de sécurité des Nations Unies, Comités de sanctions abrogés, consulté le 16 octobre 2025, https://main.un.org/securitycouncil/fr/sanctions/sanctions/terminated-sanctions ; Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité concernant le Mali, dont le mandat a été renouvelé en application de la résolution 2541 (2020), S/2021/714, paragraphe 75, 2021, https://docs.un.org/fr/S/2021/714 ; Conseil de sécurité des Nations Unies, Mohamed Ould Mataly, https://www.un.org/securitycouncil/content/mohamed-ould-mataly ; Conseil de sécurité des Nations unies, Mohamed Ben Ahmed Mahri, https://www.un.org/securitycouncil/content/mohamed-ben-ahmed-mahri ; Peter Tinti, <i>Drug trafficking in northern Mali: A tenuous criminal equilibrium</i> , ENACT, septembre 2020, https://enactafrica.org/research/research-papers/drug-trafficking-in-northern-mali-a-tenuous-criminal-equilibrium ; OFAC, Recherche dans la liste des sanctions, consultée le 18 octobre 2025, https://sanctionssearch.ofac.treasury.gov/Details.aspx?id=27154&utm .	Sanctions de l'ONU	Le 9 juillet 2019, le Conseil de sécurité des Nations Unies a sanctionné Mataly pour avoir entravé le processus de paix au Mali, conformément à la résolution 2374 (2017). Le 31 août 2023, les sanctions liées à la résolution 2374 (2017) ont expiré. Mataly figurait toujours sur les listes de sanctions de l'OFAC en octobre 2025.	M. Mataly a nié les allégations portées contre lui.
Mohamed Ben Ahmed Mahri (« Rougi »)	Union européenne, décision d'exécution (PESC) 2020/118 du Conseil du 27 janvier 2020 modifiant la décision (PESC) 2017/1775 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Mali, Journal officiel de l'Union européenne, L 22, 28 janvier 2020, https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32020D0118 ; Conseil de sécurité des Nations Unies, Comités de sanctions abrogés, consulté le 16 octobre 2025, https://main.un.org/securitycouncil/fr/sanctions/sanctions/terminated-sanctions ; Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali, dont le mandat a été renouvelé en application de la résolution 2484 (2019), S/2020/785, paragraphes 80-83, 85, 2020, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2020_785.pdf ; Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité concernant le Mali, dont le mandat a été renouvelé en	Sanctions de l'ONU	Le 10 juillet 2019, le Conseil de sécurité des Nations Unies a sanctionné Mahri pour avoir violé les sanctions des Nations Unies identifiées dans la résolution 2374 (2017) et pour traite des personnes, trafic de drogues, d'armes et de biens culturels. Le 31 août 2023, les sanctions liées à la résolution 2374 (2017) ont expiré. Mahri figurait toujours sur les listes de sanctions de l'OFAC en octobre 2025.	Il n'existe aucune trace de déclarations faites par Mahri ou son représentant légal sur les sites web/archives officiels du gouvernement.

Personne nommée	Source	Juridiction	Statut de l'affaire	Défense et/ou démenti public
	application de la résolution 2541 (2020), S/2021/714, paragraphe 75, 2021, https://docs.un.org/fr/S/2021/714 ; Conseil de sécurité des Nations Unies, Mohamed Ould Mataly, https://www.un.org/securitycouncil/content/mohamed-ould-mataly ; Conseil de sécurité des Nations Unies, Mohamed Ben Ahmed Mahri, https://www.un.org/securitycouncil/content/mohamed-ben-ahmed-mahri ; Peter Tinti, <i>Drug trafficking in northern Mali: A tenuous criminal equilibrium</i> , ENACT, septembre 2020, https://enactafrica.org/research/research-papers/drug-trafficking-in-northern-mali-a-tenuous-criminal-equilibrium ; CS21 : entretiens avec trois journalistes et un représentant d'une organisation internationale, Mali, par téléphone, septembre 2025 ; Union européenne, décision d'exécution (PESC) 2020/118 du Conseil du 27 janvier 2020 modifiant la décision (PESC) 2017/1775 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Mali, Journal officiel de l'Union européenne, L 22, 28 janvier 2020, https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32020D0118 ; OFAC, recherche dans la liste des sanctions, consultée le 25 octobre 2025, https://sanctionssearch.ofac.treas.gov/Details.aspx?id=27153&utm .			
Guy Serge Leïla Kouassi	Marine Jeannin, Côte d'Ivoire : l'ancien chef de la police antidrogue du port d'Abidjan détournait de la cocaïne, 7 mars 2025, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/03/07/cote-d-ivoire-l-ancien-chef-de-la-police-antidrogue-du-port-d-abidjan-detournait-de-la-cocaine_6577059_3212.html ; Marine Jeannin, Trafic de cocaïne en Côte d'Ivoire : 13 accusés dans une vaste affaire condamnés à 10 ans de prison ; RFI, 7 mai 2024.	Côte d'Ivoire	Le 7 mai 2024, un tribunal d'Abidjan a condamné Kouassi à 10 ans de prison pour trafic de drogue en première instance. La procédure d'appel est en cours devant la Cour d'appel d'Abidjan depuis mars 2025, et aucune décision n'a été rendue à la date de publication.	Il n'existe aucune trace de déclarations faites par Kouassi ou son représentant légal sur les sites web/archives officiels du gouvernement.
Stanley Ford	Socrates Smythe Saywon, <i>Tweah trial suspension triggers doubts on accountability for Liberia's millions lost to corruption</i> , Smart News Liberia, 4 juillet 2025, https://smartnewsliberia.com/tweah-trial-suspension-triggers-doubts-on-accountability-for-liberias-millions-lost-to-corruption ; All Africa, <i>Liberia: Court suspends argument in Tweah's case</i> , 2 juillet 2025, https://allafrica.com/stories/202507020172.html ; République du Libéria, Palais présidentiel, <i>President Boakai suspends FIA Director General Stanley Ford</i> , press release, Monrovia, 30 mars 2024, https://www.emansion.gov.lr/media/press-release/president-boakai-suspends-fia-director-general-stanley-ford .	Libéria	M. Ford a été accusé de sabotage économique, notamment de fraude, de détournement de fonds publics, de biens ou de documents, et de versement ou de dépense illégale de fonds publics. Le 1er juillet 2025, la Cour suprême a suspendu les débats juridiques dans cette affaire, invoquant des « circonstances imprévues indépendantes de la volonté de la cour ». Aucune décision n'a été rendue à la date de publication.	M. Ford a plaidé non coupable de toutes les accusations.

Personne nommée	Source	Juridiction	Statut de l'affaire	Défense et/ou démenti public
Moses Cooper	Socrates Smythe Saywon, <i>Tweah trial suspension triggers doubts on accountability for Liberia's millions lost to corruption</i> , Smart News Liberia, 4 juillet 2025, https://smartnewsliberia.com/tweah-trial-suspension-triggers-doubts-on-accountability-for-liberias-millions-lost-to-corruption ; All Africa, <i>Liberia: Court suspends argument in Tweah's case</i> , 2 juillet 2025, https://allafrica.com/stories/202507020172.html ; République du Libéria, Palais présidentiel, <i>President Boakai suspends FIA Director General Stanley Ford</i> , press release, Monrovia, 30 mars 2024, https://www.emansion.gov.lr/media/press-release/president-boakai-suspends-fia-director-general-stanley-ford .	Libéria	M. Cooper a été accusé de sabotage économique, notamment de fraude, de détournement de fonds publics, de biens ou de documents, et de versement ou de dépense illégale de fonds publics. Le 1er juillet 2025, la Cour suprême a suspendu les débats juridiques dans cette affaire, invoquant des « circonstances imprévues indépendantes de la volonté de la cour ». Aucune décision n'a été rendue à la date de publication.	M. Cooper a plaidé non coupable de toutes les accusations.
Samuel Tweah	Socrates Smythe Saywon, <i>Tweah trial suspension triggers doubts on accountability for Liberia's millions lost to corruption</i> , Smart News Liberia, 4 juillet 2025, https://smartnewsliberia.com/tweah-trial-suspension-triggers-doubts-on-accountability-for-liberias-millions-lost-to-corruption ; All Africa, <i>Liberia : Liberia: Court suspends argument in Tweah's case</i> , 2 juillet 2025, https://allafrica.com/stories/202507020172.html .	Libéria	M. Tweah est accusé notamment de détournement de fonds publics, de conspiration criminelle et d'abus de pouvoir. Le 1er juillet 2025, la Cour suprême a suspendu les débats juridiques dans cette affaire, invoquant des « circonstances imprévues indépendantes de la volonté de la cour ». Aucune décision n'a été rendue à la date de publication.	M. Tweah a plaidé non coupable de toutes les accusations.
Banta Keïta	Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité concernant le Mali, dont le mandat a été renouvelé en application de la résolution 2541 (2020), S/2021/714, 2021, https://docs.un.org/fr/S/2021/714 ; Amadou Jadama, <i>Witness explains how Banta Keita's account was opened in absentia</i> , <i>The Standard</i> , 3 novembre 2023, https://standard.gm/witness-explains-how-banta-keitas-account-was-opened-in-absentia ; Lamin Jahateh, <i>A tale of two countries: How alleged drug traffickers from Guinea Bissau find home in Gambia</i> , <i>The Standard</i> , 10 novembre 2023.	Gambie	Le 14 janvier 2021, une notice rouge d'INTERPOL a été émise à l'encontre de Keïta. Le procès de Keïta s'est ouvert en mai 2022 à la Haute Cour Mile 7 de Bakau, en Gambie, par contumace. Aucune décision n'a été rendue publique à la date de publication.	Il n'existe aucune trace de déclarations faites par Keïta ou son représentant légal sur les sites web/ archives officiels du gouvernement.
Ghoumour Itouwa Bidika	Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali, dont le mandat a été renouvelé en application de la résolution 2484 (2019), S/2020/785/Rev.1, 2020, https://docs.un.org/fr/S/2020/785/REV.1 ; Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité concernant le Mali, dont le mandat a été renouvelé en application de la résolution 2541 (2020), S/2021/714, 2021, https://docs.un.org/fr/S/2021/714 ; Mondafrique, <i>Le plus célèbre narcotrafiquant du Niger élu chef de tribu</i> , 1er octobre 2024, https://mondafrique.com/a-la-une/le-plus-celebre-narcotrafiquant-du-niger-elu-chef-de-tribu .	Niger	Le Groupe d'experts des Nations Unies sur le Mali a largement documenté l'implication de Bidika dans les marchés de la drogue. Bidika a été arrêté le 2 mars 2021 dans le cadre d'une saisie de haschisch à Niamey. En octobre 2021, Bidika a été libéré pour vice de procédure.	Il n'existe aucune trace de déclarations faites par M. Bidika ou son représentant légal sur les sites web/ archives officiels du gouvernement.

Personne nommée	Source	Juridiction	Statut de l'affaire	Défense et/ou démenti public
Ousmane Conté	Célia Lebur et Joan Tilouine, Mafia Africa : Enquête. Paris : Flammarion, 2023 ; RFI, Ousmane Conté, fils du défunt président de Guinée Lansana Conté, recouvre la liberté, 15 juillet 2010, https://www.rfi.fr/fr/afrique/20100715-ousmane-conte-fils-defunt-president-guinee-lansana-conte-recouvre-liberte ; Africaradio, Drogue en Guinée : le fils aîné du défunt président Conté remis en liberté, 15 juillet 2010, https://www.africaradio.com/actualite-2023-drogue-en-guinee-le-fils-aîne-du-defunt-president-conte-remis-en-liberte ; Mohamed Sylla, Armée guinéenne : Décès du colonel Ousmane Conté, fils aîné du général Lansana Conté, Conakry Infos, 25 mars 2020, https://conakryinfos.com/2020/03/25/armee-guineenne-deces-colonel-ousmane-conte-fils-aîne-du-general-lansana-conte/ .	Guinée	En février 2009, M. Conté a été arrêté et accusé de trafic de drogue. Le 14 juillet 2010, la Cour suprême de Guinée a annulé la décision qui avait renvoyé M. Conté devant le tribunal pénal, lui accordant une libération provisoire après plus de 16 mois de détention. Aucune information n'indique que M. Conté ait été condamné pour trafic de drogue. M. Conté est décédé le 25 mars 2020.	Conté a reconnu avoir « été impliqué dans le trafic de drogue » et a présenté ses excuses au peuple pour le « préjudice causé », mais a nié avoir été une figure majeure du trafic international de drogue.
Gilberto Aparecido Dos Santos	Ministère public de l'Etat de São Paulo, <i>Aliado do PCC é condenado a mais de 25 anos de prisão por tráfico de drogas</i> , 31 octobre 2022, https://www.mpsp.mp.br/w/aliado-do-pcc-%C3%A9-condenado-a-mais-de-25-anos-de-pris%C3%A3o-por-tr%C3%A1fico-de-drogas ; Max Radwin, <i>Arrest of top trafficker unlikely to slow growth of Brazil's PCC</i> , Insight Crime, 17 avril 2020, https://insightcrime.org/news/brief/pcc-fuminho-arrest-brazil ; Rafael Villarreal, <i>Justiça inocenta Fuminho, braço direito de Marcola, por mortes de chefes do PCC</i> , CNN Brasil, 29 avril 2024, https://www.cnnbrasil.com.br/nacional/justica-inocenta-fuminho-braco-direito-de-marcola-por-mortes-de-chefes-do-pcc ; Diário Do Nordeste, <i>Justiça Federal recusa embargo da defesa de 'Fuminho' contra decisão de inclusão em presídio federal</i> , 25 janvier 2021 ; Correio do Povo, <i>Moçambique anuncia extradição para o Brasil de líder do PCC detido em Maputo</i> , 19 avril 2020, https://www.correiodopovo.com.br/not%C3%ADcias/mundo/mo%C3%A7ambique-anuncia-extradi%C3%A7%C3%A3o-para-o-brasil-de-l%C3%ADder-do-pcc-detido-em-maputo-1.413968 .	Brésil/ Mozambique	Le 13 avril 2020, Dos Santos a été arrêté lors d'une opération conjointe menée par la police mozambicaine, la DEA américaine et la police fédérale brésilienne. Le 19 avril 2020, il a été extradé vers le Brésil où il a été inculqué pour trafic de drogue et homicide. Le 31 octobre 2022, la Cour de justice de São Paulo a condamné Dos Santos à 26 ans et 11 mois de prison pour trafic de drogue, possession illégale d'armes à feu et participation à une association criminelle. En avril 2024, la Cour de justice de Ceará a acquitté Dos Santos dans l'affaire d'homicide.	Il n'existe aucune trace de déclarations faites par Dos Santos ou son représentant légal sur les sites web/archives officiels du gouvernement.

Personne nommée	Source	Juridiction	Statut de l'affaire	Défense et/ou démenti public
Rocco Morabito	Documents judiciaires issus de l'opération Eureka, DDA Reggio Calabria (et al) avec les équipes conjointes d'enquête Eurojust/Europol en Allemagne, en Suisse, en Belgique, en Roumanie, en Espagne et autres, mai 2023 ; Analyse des documents d'enquête judiciaire italiens partagés, dans le cadre (i) de l'opération Zio, avec la Direction antimafia du district de Naples, 2022 ; et (ii) de l'opération Eureka, Direction antimafia du district de Reggio Calabria (et al.), avec les équipes conjointes d'enquête Eurojust/EUROPOL en Allemagne, en Suisse, en Belgique, en Roumanie, en Espagne et autres, mai 2023 ; INTERPOL, <i>Fugitive mafia boss extradited from Brazil to Italy</i> , 6 juillet 2022, https://www.interpol.int/News-and-Events/News/2022/Fugitive-mafia-boss-extradited-from-Brazil-to-Italy ; INTERPOL, <i>Fugitive Italian mafia boss arrested in Brazil</i> , 25 mai 2021, https://www.interpol.int/News-and-Events/News/2021/Fugitive-Italian-mafia-boss-arrested-in-Brazil ; Reuters, <i>Extradited drug lord returns to Italy to serve 30-year sentence</i> , 6 juin 2022, https://www.reuters.com/world/europe/extradited-drug-lord-lands-italy-serve-30-year-sentence-2022-07-06 ; Corriere della Calabria, <i>Il "potere" di Rocco Morabito: la latitanza dorata in Uruguay e la «fuga sospetta» dal carcere</i> , 14 octobre 2024, https://www.corrieredellacalabria.it/2024/10/14/il-potere-di-rocco-morabito-la-latitanza-dorata-in-uruguay-e-la-fuga-sospetta-dal-carcere .	Italie/Brésil/Uruguay	Le 13 octobre 1994, Rocco Morabito a échappé à la justice italienne, où les tribunaux de Milan, Palerme et Calabre l'avaient condamné par contumace à 30 ans de prison pour trafic de drogue. Le 4 septembre 2017, le fugitif Rocco Morabito a été arrêté en Uruguay sur la base d'un mandat d'arrêt italien et d'une notice rouge d'INTERPOL pour trafic de drogue et participation à une association de malfaiteurs. Le 23 juin 2019, Rocco s'est évadé d'une prison uruguayenne. Le 25 mai 2021, il a été arrêté à nouveau au Brésil et extradé vers l'Italie le 6 juillet 2022 pour purger sa peine de prison.	Il n'existe aucune trace de déclarations faites par M. Morabito ou son représentant légal sur les sites web/archives officiels du gouvernement.

NOTES

- 1 WACD, *Not just in transit: Drugs, the state and society in West Africa*, juin 2014, https://www.unodc.org/documents/ungass2016/Contributions/IO/WACD_report_June_2014_english.pdf.
- 2 ONUDC, *Colombia : Monitoreo de territorios afectados por cultivos ilícitos 2021*, octobre 2022, https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Colombia/INFORME_MONITOREO_COL_2021.pdf ; ONUDC, *World Drug Report 2024*, juin 2024, <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/world-drug-report-2024.html>.
- 3 Entre 2011 et 2024, la présence de résidus de cocaïne dans les eaux usées municipales à travers l'Europe a augmenté de 149 %, ce qui indique une très forte augmentation de la consommation. Voir EUDA, *Wastewater analysis and drugs: a European multi-city study*, 19 mars 2025, https://www.euda.europa.eu/publications/html/pods/waste-water-analysis_en.
- 4 Lucia Bird, *West Africa's cocaine corridor: Building a subregional response*, GI-TOC, avril 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/west-africas-cocaine-corridor>.
- 5 GI-TOC, Indice mondial du crime organisé 2025, <https://ocindex.net>.
- 6 Fiona Underwood, *Using seizure data to measure the scope and scale of organized crime*, GI-TOC, avril 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/measuring-organized-crime-ocindex>.
- 7 Discussion à huis clos avec des analystes internationaux spécialisés dans la criminalité organisée en Afrique de l'Ouest, avril 2025.
- 8 Pour les acteurs des Balkans occidentaux uniquement, il s'agit notamment, en Serbie, des mises en accusation contre Miroslav Starčević et autres, KTO 89/23, 1er novembre 2023 ; Nikola Vušović et autres, KTO 81/23, 11 octobre 2023 ; Veljko Belivuk et autres, KTO 65/21, 30 juillet 2021 et KTO 80/23, 25 septembre 2023 ; Ljubo Milović et autres, KTO 10/23, 9 février 2023. Au Monténégro, actes d'accusation contre Zoran Lazović et Milivoje Katnić, Kt-S. 117/23, 11 octobre 2024 ; Jugoslav Raičević, Kt-S. 238/23, 25 décembre 2023 ; Ljubo Milović, Kt-S. 93/23, 15 septembre 2023 ; Radoje Zvicer et autres, Kt-S. 172/22, 30 décembre 2022. En Croatie, actes d'accusation contre Nenad Petrak et autres, KO-US-10/2023, 21 septembre 2023 et KO-US-57/2024, 1er septembre 2024 ; Petar Ćosić et autres, KO-US-19/2023, 12 avril 2023 ; Marko Grzunov, KO-US-18/2023, 12 avril 2023.
- 9 Lucia Bird, Fatjona Mejdini et Sasa Djordevic, *Sous les radars: Les opérations de trafic de cocaïne des Balkans occidentaux en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, août 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/under-the-radar-western-balkans-cocaine-operations-in-west-africa>.
- 10 ONUDC, *Colombia : Monitoreo de territorios afectados por cultivos ilícitos 2021*, octobre 2022, https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Colombia/INFORME_MONITOREO_COL_2021.pdf ; ONUDC, *Rapport mondial sur les drogues 2024*, 26 juin 2024, <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/world-drug-report-2024.html>.
- 11 EUDA, *Wastewater analysis and drugs: a European multi-city study*, 19 mars 2025, https://www.euda.europa.eu/publications/html/pods/waste-water-analysis_en.
- 12 Fund for Peace, *Fragile States Index*, <https://fragilestatesindex.org/>.
- 13 GI-TOC, *Indice mondial du crime organisé 2025*, <https://ocindex.net> ; GAFI, *Jurisdictions under increased monitoring*, 24 octobre 2025, <https://www.fatf-gafi.org/en/publications/High-risk-and-other-monitored-jurisdictions/increased-monitoring-october-2025.html>.
- 14 Fernando Méndez et Asier Ruiz, *Africa's role in global trade: A review of container traffic expansion*, ALG, 11 novembre 2024, <https://alg-global.com/blog/logistics/container-ports-and-traffic-expansion-africa>.
- 15 Ibid.
- 16 Groupe de la Banque mondiale, *Container Port Traffic*, 2000-2022, https://data.worldbank.org/indicator/IS.SHP.GOOD.TU?locations=CI-SN-TG-GH&name_desc=false&utm.
- 17 Robert Barnes, *Senegal's maritime revolution: The US\$1.2bn Ndayane Port to reshape global trade*, Construction Review, 2025, <https://constructionreviewonline.com/news/senegals-maritime-revolution-the-us1-2-bn-ndayane-port-to-reshape-global-trade> ; Maritim Africa, *Signature of a new port concession agreement between Gambia Ports Authority and the Albayrak group*, 12 juillet 2024, <https://maritimafrica.com/en/signature-of-a-new-port-concession-agreement-between-gambia-ports-authority-and-the-albayrak-group>.
- 18 Lyes Tagziria, *The double-edged sword of development*, GI-TOC, 2018, <https://globalinitiative.net/analysis/trade-infrastructure-and-organized-crime>.
- 19 David Danelo, *Constructing crime: Risks, vulnerabilities and opportunities in Africa's infrastructure*, ENACT, novembre 2019, <https://enactafrica.org/research/policy-briefs/constructing-crime-risks-vulnerabilities-and-opportunities-in-africas-infrastructure>.
- 20 Anna Fleck, *Europe is seeing more cocaine seizures*, Statista, 16 juin 2022, <https://www.statista.com/chart/27631/number-of-drug-seizures-on-the-rise>.
- 21 EUDA, *Cocaine market in Europe, 2013-2023*, juin 2025, https://www.euda.europa.eu/media-library/cocaine-market-europe-2013-2023_en.
- 22 CNA, *How did Armando Pacani's 'career' in cocaine trafficking begin? Here's how the 'constitution' of the criminal organization functioned*, 25 mars 2025, <https://www.cna.al/english/kronika/si-nisi-karriera-e-armando-pacanit-ne-trafikun-e-kokaines-ja-si-funksion-i426016>.
- 23 La DGSN dévoile son bilan de l'année 2020, Le Brief, 24 décembre 2020, <https://www.lebrief.ma/8936-la-dgsn-devoile-son-bilan-de-lannee-2020>.
- 24 GI-TOC, *Outil de surveillance des tendances des drogues en Europe*, numéro 1, 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/european-drug-trends-monitor-1/>.
- 25 Environ 59 % des saisies de cocaïne en volume signalées à INTERPOL ont été effectuées en mer ou dans des ports maritimes ; 25 % des saisies effectuées à terre dans des

entrepôts étaient liées à des cargaisons arrivées par voie maritime. INTERPOL et ENACT, *Illicit trafficking of cocaine in western and northern Africa*, 22 janvier 2024, <https://enactafrica.org/research/interpol-reports/illicit-trafficking-of-cocaine-in-western-and-northern-africa>.

- 26 Des saisies ont été signalées en Afrique de l'Ouest sur des itinéraires au départ du Panama (vers Cabo Verde), de la Bolivie (vers le Sénégal), de l'Argentine (vers Cotonou, 2025) et de l'Équateur (vers Banjul, 2021). Des rapports ont identifié des itinéraires entre la Colombie et le Sénégal et entre le Suriname et le Ghana, entre autres pays, mais ceux-ci n'ont pas été confirmés par des saisies. Si certaines saisies sont de plusieurs tonnes, beaucoup concernent des volumes plus modestes (200 à 600 kg ou 43 à 60 kg) stockés avec du fret conteneurisé, probablement afin de répartir les risques. Voir l'analyse de la GI-TOC des données de saisies recueillies : ENACT, *Illicit trafficking of cocaine in Western and Northern Africa*, 22 janvier 2024, <https://enactafrica.org/research/interpol-reports/illicit-trafficking-of-cocaine-in-western-and-northern-africa>.
- 27 Les forces de l'ordre du port de Santos ont commencé à surveiller les exportations vers l'Afrique de l'Ouest à partir de 2016, lorsqu'un nouveau décret a imposé un contrôle renforcé de tous les envois à destination de l'Europe. L'augmentation des exportations vers ou via l'Afrique de l'Ouest depuis Santos pourrait s'expliquer par la réglementation de 2016 exigeant que tous les conteneurs à destination de l'Europe soient scannés à leur sortie du port (et non plus seulement à leur entrée). Bureau des douanes du Brésil, ordonnance ALF/STS n° 27, 6 avril 2016, <http://normas.receita.fazenda.gov.br/sijut2consulta/link.action?idAto=72829#1615571>.
- 28 Gabriel de Santis Feltran, Isabela Vianna Pinho et Lucia Bird, *Filières atlantiques : Le PCC et le commerce de la cocaïne entre le Brésil et l'Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, août 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/brazil-west-africa-cocaine-trade>.
- 29 Proinde, *Shipborne drug trafficking in Brazil*, avril 2024, https://www.ics-shipping.org/wp-content/uploads/2025/04/PROINDE-shipborne-drug-trafficking-in-Brazil-Practical-Guidance_.pdf ; Organisation mondiale des douanes, *World Customs Organization releases illicit trade report 2023*, 26 juin 2024, <https://www.wcoomd.org/en/media/newsroom/2024/june/wco-releases-illicit-trade-report-2023.aspx>.
- 30 Données sur les saisies portuaires et maritimes de 2023 à novembre 2025, communiquées par les autorités brésiliennes au GI-TOC.
- 31 À savoir, l'introduction de marchandises illicites dans des cargaisons licites.
- 32 Données douanières officielles du port de Santos, communiquées aux auteurs.
- 33 Par exemple, la direction dominante du trafic entre le Sénégal et le Mali se serait inversée depuis fin 2022 : les flux sont désormais principalement à destination du Sénégal, vers Dakar, puis vers l'Europe. Les parties prenantes au Sénégal indiquent que la cocaïne trafiquée par le sud-est est souvent déchargée en Sierra Leone ou en Guinée, puis acheminée vers Dakar. Le port de Dakar a un débit plus élevé et de meilleures liaisons avec l'Europe (il dispose de neuf liaisons maritimes directes avec l'Espagne par exemple) que les ports des États voisins, offrant ainsi de meilleures opportunités pour dissimuler la cocaïne dans des cargaisons licites. Les capacités de scan et de contrôle du port de Dakar sont concentrées sur les importations, ce qui signifie que les flux sortants sont moins susceptibles d'être saisis. Entretien avec un représentant des forces de l'ordre nationales (LE25), Dakar, novembre 2024 ; entretien avec un agent des eaux et forêts (O9), Tambacounda, Sénégal, mai 2024 ; entretien avec un agent des douanes (O10), Dakar, décembre 2024 ; entretien avec un représentant des forces de l'ordre nationales (LE25), Dakar, novembre 2024 ; entretien avec un journaliste (CS15), Tambacounda, Sénégal, mai 2024.
- 34 Acte d'accusation contre Radoje Zvicer et autres.
- 35 Actes d'accusation contre Miroslav Starčević et autres, KTO 89/23, 1er novembre 2023.
- 36 Selon l'EUDA et l'Organisation mondiale des douanes, entre 2019 et juin 2024, seules environ 15 tonnes de cocaïne auraient été saisies en provenance d'Afrique de l'Ouest, principalement de Sierra Leone, avec une saisie du Libéria. Tous les ports n'ont pas communiqué des données exhaustives à ces autorités, ce qui limite les informations disponibles et laisse supposer que les chiffres réels sont probablement bien supérieurs. Néanmoins, les contacts avec les services répressifs et douaniers de différents pays européens confirment globalement l'impression d'un faible nombre d'interceptions en provenance d'Afrique de l'Ouest. EUDA et Bureau régional de liaison du renseignement pour l'Europe occidentale de l'Organisation mondiale des douanes, *Seaports: monitoring the EU's floodgates for illicit drugs*, 25 juin 2025, https://www.euda.europa.eu/publications/joint-publications-including-eu-drug-markets/seaports-monitoring-eu-floodgates-illicit-drugs_en.
- 37 Organisation mondiale des douanes, *Illicit Trade Report 2023*, https://www.wcoomd.org/-/media/wco/public/global/pdf/topics/enforcement-and-compliance/activities-and-programmes/illicit-trade-report/itr_2023_en.pdf.
- 38 De nombreux ports européens établissent les profils de risque des pays sur la base des données passées relatives aux saisies, ce qui signifie que de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest ne sont pas considérés comme des points d'origine à haut risque et ne font donc pas l'objet de scans et de contrôles renforcés.
- 39 Agencia Tributaria, *The Tax Agency seizes 2.7 kilos of cocaine in the port of Gijón that was travelling on board a ship originating in Liberia*, le 16 décembre 2024. https://sede.agenciatributaria.gob.es/Sede/en_gb/informacion-institucional/sobre-agencia-tributaria/2024/diciembre/16/agencia-tributaria-interviene-puerto-gijon-liberia.html.
- 40 RFI, Côte d'Ivoire : des peines confirmées et des acquittements au procès en appel de l'affaire de trafic international de cocaïne, 2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250728-côte-d-ivoire-des-peines-confirmées-et-des-relaxes-au-procès-en-appel-de-l-affaire-de-traffic-international-de-cocaïne>.
- 41 Entretien avec un représentant des forces de l'ordre nationales (LE28), Bissau, mai 2025.
- 42 Entretien avec la National Drug Law Enforcement Agency Research & Planning Unit (LE27), mai 2025.

- 43 Fiona Underwood, *Using seizure data to measure the scope and scale of organized crime*, GI-TOC, avril 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/measuring-organized-crime-ocindex>.
- 44 Maritime Analysis and Operations Centre (MAOC), *French authorities, supported by MAOC-N, seize more than 10 tonnes of cocaine in the Gulf of Guinea, an all-time record for the centre*, 20 mars 2024, <https://maoc.eu/french-authorities-supported-by-maoc-n-seize-more-than-10-tonnes-of-cocaine-in-the-gulf-of-guinea-an-all-time-record-for-the-centre>.
- 45 Par exemple, le clan monténégrin Kavač était lié à des acteurs coordonnant les itinéraires de bateaux de pêche au départ du Suriname ou de la Guyane, qui transportaient 1,2 tonne de cocaïne toutes les deux semaines vers le golfe de Guinée, avec des escales signalées à Cabo Verde et au Nigéria. Acte d'accusation contre Radoje Zvicer et autres.
- 46 Entretien avec une organisation internationale chargée de l'application de la loi travaillant en Afrique de l'Ouest (LE39), octobre 2025, par téléphone.
- 47 Les saisies sont concentrées ici, mais cela reflète également la portée géographique du MAOC-N, qui joue un rôle dans une proportion importante des saisies maritimes dans la région. À l'exception du Sénégal, les capacités navales des pays du pôle occidental sont limitées, ce qui contribue à la vulnérabilité de la région.
- 48 Entretien avec une organisation internationale chargée de l'application de la loi travaillant en Afrique de l'Ouest (LE39), octobre 2025, par téléphone.
- 49 Plusieurs personnes interrogées ont signalé que l'augmentation a commencé entre 2018 et 2022, suivie d'une nouvelle hausse depuis 2024. Entretiens avec plus de 25 pêcheurs, capitaines de port, membres de la communauté et propriétaires d'hôtels (O7) dans diverses zones côtières à Freetown et dans les environs, ainsi que sur les îles voisines, juillet-août 2025.
- 50 Ibid.
- 51 Ibid.
- 52 Entretien avec un représentant d'une organisation internationale (IO1), octobre 2024, par téléphone.
- 53 Entretien avec un représentant du gouvernement espagnol (LE17), mars 2025.
- 54 Acte d'accusation contre Nenad Petrak et autres, KO-US-57/2024, 1er octobre 2024. Entretien avec un journaliste d'investigation (IJ3), Bosnie-Herzégovine, novembre 2024. Les communications Sky ECC du chef bosniaque d'un réseau criminel ont été mises à la disposition de la GI-TOC lors de l'entretien.
- 55 Sam Woolston et Henry Shuldiner, *Under the radar: What hundreds of narco-sub seizures tell us about global cocaine routes*, InSight Crime, 16 mai 2025, <https://insightcrime.org/news/under-radar-what-hundreds-of-narco-sub-seizures-tell-us-about-global-cocaine-routes/>.
- 56 InSight Crime, *Legend of Colombia's narco-subs reaching Europe becomes reality*, 29 novembre 2019, <https://insightcrime.org/news/colombia-narco-submarines-europe>.
- 57 Hi Sutton, *First Trans-Atlantic narco submarine found in Africa*, 12 mars 2025, <http://www.hisutton.com/Transatlantic-Narco-Submarine-202503.html>.
- 58 Entretien avec un représentant de forces de l'ordre internationales (LE20), Afrique de l'Ouest, 2025.
- 59 Entretien avec un analyste international travaillant sur l'Afrique de l'Ouest (O19), octobre 2025.
- 60 Base de données de la GI-TOC sur les saisies de cocaïne (voir méthodologie).
- 61 Entretien avec un trafiquant de drogue (C18B), Abuja, 21 mai 2025.
- 62 Base de données de la GI-TOC sur les saisies de cocaïne (voir méthodologie). Entretien avec un distributeur de drogue (C18B), Lagos/Abuja, 21 mai 2025 ; échange crypté via une messagerie instantanée consulté lors d'un entretien avec un représentant des forces de l'ordre (LE26), Bosnie, 18 septembre 2025.
- 63 En mai 2024, un fonctionnaire de la Guinée-Bissau a été arrêté à l'aéroport de Lisbonne avec 13 kg de cocaïne dans ses bagages. Il s'agissait d'un incident parmi plusieurs autres similaires. Lusa, *Deputado guineense detido com cocaína no aeroporto de Lisboa*, Deutsche Welle, 9 mai 2024, <https://www.dw.com/pt-002/deputado-guineense-detido-no-aeroporto-de-lisboa-com-13-quilogramas-de-coca%C3%ADna/a-69038886>.
- 64 MAOC-N, *Aircraft seized upon arrival in Guinea-Bissau with 2 633kg of cocaine*, 11 septembre 2024, <https://maoc.eu/aircraft-seized-upon-arrival-in-guinea-bissau-with-2633-kg-of-cocaine/>.
- 65 Africanews et AP, *Plane loaded with drugs seized in Guinea-Bissau did not come from Venezuela – govt*, Africanews, 12 septembre 2024, <https://www.africanews.com/2024/09/12/plane-loaded-with-drugs-seized-in-guinea-bissau-did-not-come-from-venezuela-govt>.
- 66 InSight Crime, *Clandestine airstrips, drug flights becoming more frequent across Venezuela*, 12 mars 2020, <https://insightcrime.org/news/airstrips-drug-flights-venezuela> ; InSight Crime, *No man's land : How drug trafficking took root in the disputed Essequibo territory*, 4 juin 2025, <https://insightcrime.org/investigations/drug-trafficking-disputed-essequibo>.
- 67 Entretien avec un chercheur (R6), août 2025, par téléphone.
- 68 Gouvernement de la Sierra Leone, conférence de presse du ministère de l'Information et de l'Éducation civique, Facebook, 15 octobre 2024, https://www.facebook.com/story.php?id=100067197161961&story_fbid=868432902073274.
- 69 Ernesto Cooke, *N337LR: Plane that vanished after leaving Canouan resurfaces in Ghana*, *St Vincent Times*, mis à jour le 9 juin 2024, <https://www.stvincenttimes.com/gulfstream-n337lr-resurfaces-in-ghana-cocaine-traces>.
- 70 Y compris les réseaux criminels organisés des Balkans occidentaux et l'intermédiaire de la 'Ndrangheta Malam Bacai Sanha Jr – il a montré à un agent infiltré de la Drug Enforcement Administration américaine une image d'un avion privé au Sénégal, qu'il a indiqué être utilisé pour importer de la cocaïne d'Amérique latine. Il a été condamné pour trafic de drogue aux États-Unis en 2022. Bureau du procureur des États-Unis, District sud du Texas, *Former Guinea-*

- Bissau president's son sent to US prison for international drug trafficking, press release*, 26 mars 2024, <https://www.justice.gov/usao-sdtx/pr/former-guinea-bissau-presidents-son-sent-us-prison-international-drug-trafficking> ? ; acte d'accusation contre Radoje Zvicer et autres.
- 71 Ernesto Cooke, *N337LR: Plane that vanished after leaving Canouan resurfaces in Ghana*, *St Vincent Times*, mis à jour le 9 juin 2024, <https://www.stvincenttimes.com/gulfstream-n337lr-resurfaces-in-ghana-cocaine-traces> ; Gouvernement de la Sierra Leone, conférence de presse du ministère de l'Information et de l'Éducation civique, Facebook, 15 octobre 2024, https://www.facebook.com/story.php?id=100067197161961&story_fbid=868432902073274.
 - 72 Un réseau opérant en 2018 prévoyait de trafiquer de la cocaïne du Venezuela vers la Croatie en utilisant le Mali et la Guinée comme points de transit. *US District Court, United States v Landji and Adamu*, 27 juin 2022, <https://www.casemine.com/judgement/us/62bd26ecb50db954db63a447>.
 - 73 Entretien téléphonique avec un représentant de forces de l'ordre internationales travaillant dans le domaine de l'aviation générale (LE23), 19 août 2025.
 - 74 Acte d'accusation contre Radoje Zvicer et autres.
 - 75 Entretiens avec trois journalistes (étrangers et nationaux), deux organisations de la société civile, une autorité locale à Gao et deux personnes ayant des liens étroits avec des trafiquants, août-septembre 2025.
 - 76 Entretien avec un revendeur de drogue (C18B), Abuja/Lagos, 21 mai 2025.
 - 77 La consommation de cocaïne en poudre et de crack aurait augmenté dans certaines régions du Sahel ; de nombreux acteurs proches du commerce ont signalé une augmentation des flux et des développements régionaux plus larges qui ont créé des conditions propices à cette résurgence. En outre, les saisies de cocaïne – concentrées au Niger, au Burkina Faso et au Mali – sont passées d'une moyenne de 13 kilogrammes par an entre 2015 et 2020 à 1 466 kilogrammes en 2022. Entretiens avec des consommateurs et des revendeurs de crack et d'héroïne ainsi qu'avec des professionnels de santé, Agadez, novembre-décembre 2020 ; entretien avec des responsables du Conseil régional d'Agadez, décembre 2020. Les entretiens menés dans le cadre de l'initiative de la GI-TOC visant à cartographier les plaques tournantes illicites (voir <https://globalinitiative.net/observatory/wea-obs/>) ont corroboré cette conclusion dans plusieurs autres régions du Sahel, notamment à Bamako. Alexandre Bish, *Soldats de fortune : L'avenir des combattants tchadiens après le cessez-le-feu libyen*, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/chadian-fighters-libyan-ceasefire> ; entretien avec un agent des douanes, Kidira, 2022 ; entretien avec un agent de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (OCRTIS) opérant à Kidira et Tamabacounda, 2022 ; entretiens au Tchad, à Zinder, Niamey, Ouagadougou et Agadez ; entretien avec un chercheur de l'OCRTIS à Sebha, en Libye, et avec une source italienne des forces de l'ordre disposant de nombreux contacts dans le sud de la Libye et au Niger, août 2021-2022. GI-TOC, Conflits, coups d'État et conteneurs : pourquoi les itinéraires de la cocaïne au Sahel ont été perturbés, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque, numéro 12, mai 2025, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-012/fr/01-conflict-coups-containers-why-sahel-cocaine-routes-disrupted.html>.
 - 78 Entretien avec un analyste international travaillant sur l'Afrique de l'Ouest (O19), octobre 2025.
 - 79 Entretien avec un chercheur malien, août 2024. Cela a eu un impact plus important sur le trafic de haschisch, car la cocaïne entre également au Niger depuis d'autres pays, notamment le Bénin.
 - 80 Entretien avec un commerçant proche du FLA (O16), septembre 2025, Mali.
 - 81 Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en vertu de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali et renouvelé en vertu de la résolution 2484 (2019), 2020, <https://digitallibrary.un.org/record/3876820?v=pdf> ; lettre datée du 3 août 2022 adressée au président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en vertu de la résolution 2374 (2017) sur le Mali, 2022, <https://digitallibrary.un.org/record/3983851?ln=en&v=pdf> ; International Crisis Group, *Managing trafficking in northern Niger*, 6 janvier 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/niger/285-managing-trafficking-northern-niger> ; Luca Raineri et Francesco Strazzari, *Drug smuggling and the stability of fragile states: The diverging trajectories of Mali and Niger*, *Journal of Intervention and Statebuilding*, 16, 2 (2022).
 - 82 Entretien avec un membre du conseil régional de sécurité d'Agadez (O23), août 2024.
 - 83 Il s'agit notamment de l'opération Garkuwa, lancée en 2022, qui a intensifié les patrouilles dans les principaux couloirs de trafic, en particulier dans les départements d'Arlit et d'Iferouan. Ces patrouilles ciblaient les routes reliant Arlit à Assamaka et les sites aurifères de Tchibarakaten, ainsi que les routes reliant Iferouan à Tchibarakaten.
 - 84 Alice Fereday, *Niger: Regional migration and goldmining consolidate as smuggling to Libya stagnates*, GI-TOC, juillet 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/human-smuggling-trafficking-ecosystems-north-africa-sahel-2023>.
 - 85 West African Epidemiology Network on Drug Use, *Statistics and trends in the use and supply of illicit drugs (2020–2022)*, 2023.
 - 86 Les estimations hautes et basses étaient respectivement de 1 177 000 personnes (0,35 %) et 86 000 personnes (0,03 %). ONUDC, *2025 World Drug Report*, 2025, https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/WDR_2025/Annex/1.1_Prevalence_of_drug_use_in_the_general_population_regional_and_global_estimates.xlsx.
 - 87 ONUDC, *World Drug Report 2019: Global overview of drug demand and supply*, 2019, https://wdr.unodc.org/wdr2019/prelaunch/WDR19_Booklet_2_DRUG_DEMAND.pdf.
 - 88 Comme indiqué dans les rapports mondiaux sur les drogues 2019-2025 de l'ONUDC. ONUDC, *World Drug Report 2025*, <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/world-drug-report-2025.html> ; pour les rapports précédents, voir ONUDC, <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/Previous-reports.html>.

- 89 Il a été demandé à toutes les parties prenantes interrogées si la consommation de cocaïne et de crack était en augmentation, en diminution ou stable dans leur pays d'expertise. Dans la plupart des pays, les parties prenantes ont signalé une tendance à la hausse pour ces deux substances.
- 90 En Côte d'Ivoire, certaines parties prenantes ont signalé un glissement vers les drogues de synthèse, ce qui explique la baisse signalée de la consommation de cocaïne et de crack, tandis que d'autres ont indiqué qu'il n'y avait pas eu de changement significatif dans les tendances de consommation. Entretiens initiés par la GI-TOC avec des personnes qui consomment des drogues, LE (R8, R9), Abidjan, septembre 2025.
- 91 Ces « marchés de débordement » se sont principalement développés dans les États côtiers, de nombreux revendeurs d'Agadez déclarant acheter leurs drogues au Ghana, en Guinée-Bissau ou dans d'autres plaques tournantes du transit. Concernant l'émergence de marchés de consommation en Afrique de l'Ouest à cause e paiements en nature : OCDE, *Illicit financial flows: The economy of illicit trade in West Africa*, 20 février 2018, 64, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264268418-en>. Mettant en évidence ces dynamiques concernant Agadez : entretiens de la GI-TOC avec des revendeurs de crack et d'héroïne (R11), Agadez, novembre-décembre 2020 ; Entretien de la GI-TOC avec un expert du trafic de drogue, 10 décembre 2020.
- 92 Lucia Bird, *A murder and a shooting: What do two recent incidents reveal about Guinea-Bissau's cocaine politics?*, GI-TOC, août 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/recent-incidents-guinea-bissau-cocaine-politics>.
- 93 Bien que le manque d'analyses signifie que les drogues signalées comme étant du crack pourraient être contaminées par d'autres drogues ou être composées de drogues de substitution, l'analyse d'échantillons de crack à Bissau et à Freetown a révélé que ceux-ci étaient principalement composés de cocaïne. Lucia Bird et Phoenix Mohawk Kellye, *FTIR spectrometer testing of kush in retail markets, Sierra Leone and Guinea-Bissau*, GI-TOC, juin 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/kush-testing-drug-markets-sierra-leone-guinea-bissau>.
- 94 Entretiens avec des PWUD (PWUD14, PWUD15, PWUD 16), Accra, septembre 2025 ; entretien avec un PWUD (PWUD7), Conakry, Guinée, mars 2025.
- 95 Andrew Scheibe et al, *Drug use patterns, health problems among people who use drugs, and the drug market in Guinea-Bissau (2022): A cross-sectional survey using respondent driven sampling*, *International Journal of Drug Policy*, 134, décembre 2024, <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0955395924003323>.
- 96 Lucia Bird et Phoenix Mohawk Kellye, *FTIR spectrometer testing of kush in retail markets, Sierra Leone and Guinea-Bissau*, GI-TOC, 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/kush-testing-drug-markets-sierra-leone-guinea-bissau>.
- 97 Entretien avec des personnes consommant des drogues, Dakar, avril 2025. De même, à Conakry, en Guinée, la consommation de cocaïne en poudre et de crack a augmenté au cours de la dernière décennie et s'est répandue du point de vue géographique : alors qu'elle n'était auparavant disponible que dans un petit nombre de quartiers, elle est désormais présente dans toute la capitale. Plus de 60 entretiens (R10) avec des agents des forces de l'ordre, des travailleurs sociaux, des analystes politiques, des journalistes, des fonctionnaires, des diplomates, des psychiatres, des acteurs de la société civile, des PWUD, des revendeurs de drogue, des avocats et d'autres membres du système pénal à Conakry, mars-juin 2022.
- 98 Entretiens avec des représentants du programme national de lutte contre la dépendance (MP2), Lomé, Togo, juin 2025 ; entretien avec un journaliste d'investigation (CS12), Lomé, Togo, juin 2025.
- 99 L'augmentation du nombre d'admissions liées à la drogue signalée à l'unité psychiatrique de l'hôpital régional central d'Agadez corrobore ces informations. Entretien avec un psychiatre de l'hôpital régional central d'Agadez, décembre 2020. Il convient de noter que les structures de traitement sont limitées et que cela ne reflète pas une image exhaustive des tendances en matière de consommation de drogue.
- 100 Il convient de noter que les admissions liées à la drogue ont également augmenté de manière substantielle au niveau national depuis 2020. Il n'existe pas de données quantitatives exhaustives sur la consommation de drogue à Agadez. Entretiens (R11) avec des consommateurs et des revendeurs de crack et d'héroïne, ainsi qu'avec des professionnels de santé à Agadez, novembre-décembre 2020 ; entretien avec des responsables du Conseil régional d'Agadez, décembre 2020. West African Epidemiology Network on Drug Use, *Statistics and trends in the use and supply of illicit drugs (2020-2022)*, 2023.
- 101 Soit pour payer les passeurs pour leur voyage, soit pour pouvoir convertir les drogues en espèces s'ils ont besoin de fonds supplémentaires, soit ce sont les instructions des passeurs qui les guident et opèrent sur les deux marchés. Entretiens avec des revendeurs de crack et d'héroïne, des passeurs et des personnes consommant des drogues (R11), Agadez, novembre 2020-juin 2021. Confirmé par des entretiens menés au Niger avec des observateurs proches du commerce, septembre 2025. Des tendances similaires ont été mentionnées lors d'entretiens menés en septembre 2025 au Nigéria avec des revendeurs opérant sur la route trans-sahélienne.
- 102 Entretien avec un revendeur de drogue au détail (C20), Accra, septembre 2025.
- 103 Entretiens initiés par la GI-TOC avec des PWUD et des forces de l'ordre (R8), Abidjan, septembre 2025.
- 104 Entretien avec un consommateur de drogues (PWUD15), Accra, septembre 2025.
- 105 Entretien avec un consommateur de drogues (PWUD16), Accra, septembre 2025.
- 106 Les marchés illicites ne sont qu'un des nombreux facteurs de corruption et ne modifient pas fondamentalement les incitations à la corruption. Mark Shaw, 'We pay, you pay': *Protection economies, financial flows and violence*, dans Hilary Matfess et Michael Miklaucic (éd.), *Beyond Convergence, World Without Order*, Center for Complex Operations, Institute for National Strategic Studies, 2016.

- 107 Mark Shaw, *West Africa's warning flares? Rethinking the significance of cocaine seizures*, ENACT, novembre 2021, <https://enactafrica.org/research/policy-briefs/west-africas-warning-flares-rethinking-the-significance-of-cocaine-seizures>.
- 108 La petite corruption doit être comprise comme des transactions financières de moindre importance, affectant souvent la fourniture de services de base (par exemple en obligeant les citoyens à verser des pots-de-vin pour y avoir accès). La « grande » corruption implique généralement des personnes occupant des fonctions publiques importantes et des sommes d'argent et des actifs considérables.
- 109 GI-TOC, Indice mondial du crime organisé 2025, <https://ocindex.net>.
- 110 OCDE, *International drivers of corruption: A tool for analysis*, Éditions OCDE, février 2012, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264167513-en>.
- 111 Cela contraste avec les revenus publics légitimes « gagnés », qui devraient profiter à l'ensemble de la population sous la forme de services publics.
- 112 Mark Shaw, *Illicit financial flows: Illicit narcotics transiting West Africa*, OCDE, document de travail n° 64, décembre 2019, https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2019/12/illicit-financial-flows-illicit-narcotics-transiting-west-africa_fe61d524/18f49f16-en.pdf.
- 113 VRT, *Fugitive drug baron given 13 years for masterminding botched armed raid on customs warehouse*, 25 février 2025, <https://www.vrt.be/vrtnws/en/2025/02/25/fugitive-drug-baron-given-13-years-for-masterminding-botched-arm>.
- 114 *The Brussels Times*, *Dutch drug lord Bolle Jos said to be in hiding in Sierra Leone*, 25 janvier 2025, <https://www.brusselstimes.com/1410206/dutch-drug-lord-bolle-jos-said-to-be-in-hiding-in-sierra-leone>.
- 115 ONUDC, *Transnational organized crime in the West African region*, 2005, https://www.unodc.org/pdf/transnational_crime_west-africa-05.pdf ; Mark Shaw, *Illicit financial flows: Illicit narcotics transiting West Africa*, OCDE, document de travail n° 64, décembre 2019, https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2019/12/illicit-financial-flows-illicit-narcotics-transiting-west-africa_fe61d524/18f49f16-en.pdf.
- 116 WACD, *Not just in transit: Drugs, the state and society in West Africa*, juin 2014, https://www.unodc.org/documents/ungass2016/Contributions/IO/WACD_report_June_2014_english.pdf ; Mark Shaw, *Illicit financial flows: Illicit narcotics transiting West Africa*, OCDE, document de travail n° 64, décembre 2019, https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2019/12/illicit-financial-flows-illicit-narcotics-transiting-west-africa_fe61d524/18f49f16-en.pdf.
- 117 Mark Shaw, *Illicit financial flows: Illicit narcotics transiting West Africa*, OCDE, document de travail n° 64, décembre 2019, https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2019/12/illicit-financial-flows-illicit-narcotics-transiting-west-africa_fe61d524/18f49f16-en.pdf.
- 118 WACD, *Not just in transit: Drugs, the state and society in West Africa*, juin 2014, https://www.unodc.org/documents/ungass2016/Contributions/IO/WACD_report_June_2014_english.pdf ; Lucia Bird, *Grim outlook for Guinea-Bissau elections: The fall and rise of Seidi Bâ*, GI-TOC, 13 septembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/guinea-bissau-elections-seidi-ba/>.
- 119 OCDE, *International drivers of corruption: A tool for analysis*, Éditions OCDE, 23 février 2012, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264167513-en>.
- 120 Lucia Bird, *Les politiques de la cocaïne en Afrique de l'Ouest : Les réseaux de protection de la Guinée-Bissau*, GI-TOC, 22 juillet 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/cocaine-politics-west-africa-guinea-bissau>.
- 121 De nombreuses parties prenantes bien informées à Bissau ont signalé que d'importants barons de la cocaïne finançaient des acteurs politiques à l'approche des élections de 2025. Entretiens, Bissau, octobre et novembre 2025. Selon les enquêtes menées par la Drug Enforcement Administration américaine, Malam Bacai Sanha Jr, ressortissant bissau-guinéen et fils de l'ancien président du même nom (2009-2012), avait l'intention d'utiliser les profits tirés de son implication dans le trafic de drogue (héroïne et cocaïne) pour financer sa campagne électorale en vue des élections de 2025. Il n'est pas certain que cela ait effectivement été le cas. Bureau du procureur des États-Unis, District Sud du Texas, *US v Malam Bacai Sanha Jr, detention hearing*, 6 septembre 2022, *plea agreement*, 9 juin 2023.
- 122 Adib Bencherif, *Des élites touarègues face aux trafics de drogues. Quelles recompositions morales et sociopolitiques?*, *Politique africaine*, 3, 163 (2021), <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2021-3-page-61.html> ; Peter Tinti, *Drug trafficking in northern Mali: A tenuous criminal equilibrium*, ENACT, septembre 2020, <https://enactafrica.org/research/researchpapers/drug-trafficking-in-northern-mali-a-tenuous-criminalequilibrium>.
- 123 Reuters, *Niger police seize more than 200 kg of cocaine from mayor's truck*, 3 janvier 2022, <https://www.reuters.com/world/africa/niger-police-seize-more-than-200-kg-cocaine-mayors-truck-2022-01-03>.
- 124 Lusa, *Deputado guineense detido com cocaína no aeroporto de Lisboa*, Deutsche Welle, 9 mai 2024, <https://www.dw.com/pt-002/deputado-guineense-detido-no-aeroporto-de-lisboa-com-13-quilogramas-de-coca%C3%ADna/a-69038886>.
- 125 Africa Eye, *Sierra Leone recalls ambassador from Guinea following cocaine seizure in diplomatic vehicle*, 18 janvier 2025, <https://africa-eye.com/en/2025/01/18/sierra-leone-recalls-ambassador-from-guinea-following-cocaine-seizure-in-diplomatic-vehicle>.
- 126 RFI, *Procès d'un trafic international de cocaïne en Côte d'Ivoire : des zones d'ombre malgré des aveux*, 16 février 2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240216-proc%C3%A8s-traffic-international-coca%C3%ADne-en-c%C3%B4te-d-ivoire-zones-d-ombre-malgr%C3%A9-aveux-prevenu>.
- 127 *Le Monde*, *Procès d'un trafic de cocaïne en Côte d'Ivoire : des peines allant jusqu'à dix ans de prison ferme*, 7 mai 2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/05/07/proc%C3%A8s-d-un-traffic-de-coca%C3%ADne-en-cote-d-ivoire-des-peines-allant-jusqu-a-dix-ans-de-prison-ferme_6232088_3212.html.
- 128 RFI, *Côte d'Ivoire : des peines confirmées et des acquittements au procès en appel de l'affaire de trafic international de cocaïne*, 28 juillet 2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250728-c%C3%B4te-d-ivoire-des-peines-confirm%C3%A9es>.

et-des-relaxes-au-procès-en-appel-de-l'affaire-de-traffic-international-de-cocaïne.

- 129 Voir, par exemple, Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali, dont le mandat a été renouvelé en application de la résolution 2484 (2019), S/2020/785, par. 80-83, 85 ; Conseil de sécurité des Nations unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en vertu de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali et renouvelé en vertu de la résolution 2541 (2020), S/2021/714, par. 75. Peter Tinti, *Drug trafficking in northern Mali: a tenuous criminal equilibrium*, ENACT, septembre 2020, <https://enactafrica.org/research/research-papers/drug-trafficking-in-northern-mali-a-tenuous-criminal-equilibrium>.
- 130 Entretiens téléphoniques avec trois journalistes et un représentant d'une organisation internationale (CS21), Mali, septembre 2025.
- 131 Suivi de la GI-TOC en Guinée-Bissau.
- 132 Selon Cost of Politics, « les sommes nécessaires pour se présenter aux élections en Afrique de l'Ouest augmentent chaque année et, dans la plupart des cas, les coûts de campagne peuvent dépasser le salaire annuel d'un législateur ». Cost of Politics, West Africa, <https://costofpolitics.net/west-africa>.
- 133 Les approches traditionnelles se sont également révélées largement inefficaces. Global Commission on Drug Policy, *Enforcement of drug laws: Refocusing on organized crime elites*, 2020, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/05/FINAL-EN_2020report_web.pdf.
- 134 Lors d'une saisie d'environ une tonne de cocaïne en Guinée en 2021, une partie importante de la cargaison a été remplacée par de la farine de manioc. Six agents de la police et de la gendarmerie ont été arrêtés. Siba Engagé, *Affaire 100 kg de cocaïne : Depuis sa cellule, un prisonnier « malade » fait de graves révélations*, Africa Guinée, 19 mai 2022, <https://www.africaguinee.com/affaire-100-kg-de-cocaine-depuis-sa-cellule-un-prisonnier-malade-fait-de-graves/> ; entretien avec un responsable de l'Office central anti drogue (OCAD), Conakry, avril 2022 ; entretien avec un avocat, Conakry, avril 2022. Au Sénégal et en Guinée, certains revendeurs déclarent collaborer avec des membres des forces de l'ordre pour revendre le crack et la cocaïne saisis. Entretien avec un consommateur de drogues (PWUD4), Dakar, Sénégal, 1er mars 2025 ; entretien avec un consommateur de drogues (PWUD8, également un revendeur mineur), Conakry, Guinée, 1er avril 2025.
- 135 GI-TOC, *The release from prison of drug traffickers convicted of coordinating Guinea-Bissau's largest ever cocaine consignments seized by local authorities undermines any hopes of a brave new dawn in the country's stance on drug trafficking offences*, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque, numéro 1, septembre 2021, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-001/04-guinea-bissau-drug-trafficker-releases-undermine-brave-new-dawn.html>.
- 136 Le Leader Info, *Trafic de drogue par l'aéroport de Cotonou : des agents de police et des eaux et forêts mis en détention*, 18 octobre 2021, <https://leleaderinfobenin.bj/info-benin-traffic-de-droque-par-laeroport-de-cotonou-des-agents-de-police-et-des-eaux-et-foret-mis-aux-arrets>.
- 137 Marine Jeannin, *Le trafic de drogue en Côte d'Ivoire selon Miguel Angel Devesa Mera : « Ma vie est très agitée et je brasse beaucoup d'argent »*, *Le Monde*, 2 avril 2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/04/02/le-narcotrafic-en-cote-d-ivoire-selon-miguel-angel-devesa-mera-ma-vie-est-tres-agitee-et-je-brasse-beaucoup-d-argent_6225610_3212.html.
- 138 GIABA, *Money laundering/terrorist financing and the smuggling of goods in West Africa*, 2020, https://www.giaba-fr.net/pdf/1138_ENG-ML-TF%20and%20The%20Smuggling%20of%20Goods.pdf.
- 139 Entretiens avec des acteurs politiques, militaires et de la société civile (O13), septembre 2025, Bissau.
- 140 Lucia Bird, *Cocaine politics in West Africa: Guinea-Bissau's protection networks*, GI-TOC, juillet 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/cocaine-politics-west-africa-guinea-bissau> ; GI-TOC, *A murder and a shooting: What do two recent incidents reveal about Guinea-Bissau's cocaine politics?*, août 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/recent-incidents-guinea-bissau-cocaine-politics>.
- 141 *Wanted Dutch drug lord alleged to have baby with Sierra Leone president's daughter*, *The Brussels Times*, 26 septembre 2025, <https://www.brusselstimes.com/1765982/wanted-dutch-drug-lord-alleged-to-have-baby-with-sierra-leone-presidents-daughter>.
- 142 La mort suspecte d'un ressortissant colombien près de Boffa à l'été 2022 a renforcé les inquiétudes quant à l'implantation de cartels de cocaïne latino-américains dans cette ville portuaire. Échange de messages avec un responsable international travaillant à Conakry, juin 2022 ; GI-TOC, *A murder and a shooting: What do two recent incidents reveal about Guinea-Bissau's cocaine politics?*, août 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/recent-incidents-guinea-bissau-cocaine-politics>.
- 143 En Sierra Leone, des affrontements importants ont eu lieu entre des revendeurs de drogue qui font également partie des gangs de rue en pleine fragmentation dans le pays. Au Sénégal, des affrontements ont été signalés entre des réseaux nigériens. Suivi de la GI-TOC des marchés de la drogue.
- 144 Lucia Bird, Sasa Djordjevic et Fatjona Mejdini, *Sous les radars: Les opérations de trafic de cocaïne des Balkans occidentaux en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, août 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/under-the-radar-western-balkans-cocaine-operations-in-west-africa>.
- 145 En Guinée-Bissau, une série d'assassinats politiques a eu lieu en 2009 après une baisse temporaire du commerce de cocaïne en gros en 2007, et l'on pense qu'ils étaient liés à la concurrence pour les revenus tirés de ce commerce. Voir Lucia Bird, *Les politiques de la cocaïne en Afrique de l'Ouest : Les réseaux de protection de la Guinée-Bissau*, GI-TOC, juillet 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/cocaine-politics-west-africa-guinea-bissau>.
- 146 Danilo Mandić, *Gangsters and Other Statesmen: Mafias, Separatists and Torn States in a Globalized World*, Princeton

- University Press, 2021 ; Stuart Brown et Margaret Hermann, *Transnational Crime and Black Spots: Rethinking Sovereignty and the Global Economy*, Palgrave Macmillan, 2020.
- 147 Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport à mi-parcours du Groupe d'experts sur le Mali, S/2021/151, 2021, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n21/023/17/pdf/n2102317.pdf>.
- 148 Suivi en cours de la GI-TOC au Sahel. Conclusions similaires dans ONUDC, *Drug trafficking in the Sahel*, 2024, https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/tocta_sahel/TOCTA_Sahel_drugs.pdf.
- 149 Département du Trésor américain, *Treasury sanctions individuals for prolonging violence and threatening humanitarian assistance in Mali*, 20 décembre 2019, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm866>. OFAC, recherche dans la liste des sanctions, Mohamed Ben Ahmed Mahri, dernière consultation le 20 octobre 2025, <https://sanctionssearch.ofac.treas.gov/Details.aspx?id=27153&utm>.
- 150 Rougi continue d'agir en tant que négociateur dans des situations de prise d'otages impliquant l'EI Sahel. Il semble également en mesure de négocier avec le JNIM, ce qui illustre la fluidité des alliances. *Jeune Afrique* avec l'AFP, *Le Mali annonce la libération de quatre Marocains enlevés au Sahel en janvier*, 6 août 2025, <https://www.jeuneafrique.com/1711765/politique/le-mali-annonce-la-liberation-de-quatre-marocains-enleves-au-sahel-en-janvier>.
- 151 Entretien avec une personne proche du FLA, septembre 2025, Mali.
- 152 Entretiens avec une personne proche du groupe Tilemsi à Gao, un homme politique local à Gao et un chercheur basé à Gao ayant une bonne connaissance du trafic de drogue, septembre 2025.
- 153 Ibid.
- 154 Magnafing Doré, Conakry : saisie record de 600 kg de cocaïne à bord d'un navire, des suspects arrêtés (Procureur), *Guineenews*, 15 janvier 2025, <https://guineenews.org/2025/01/15/conakry-saisie-record-de-600kg-de-cocaine-a-bord-dun-navire-des-suspects-arretes-procureur/> ; Lien avec le Hezbollah rapporté lors d'un entretien avec un responsable international chargé de l'application de la loi (LE20), *Afrique de l'Ouest*, 2024, 2025 ; Département du Trésor américain, *Treasury sanctions Hizballah financiers in Guinea, press release*, 4 mars 2022, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0631>.
- 155 Des enquêtes américaines ont suggéré l'existence de liens entre le Hezbollah et le trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest. En 2016, les États-Unis ont inculpé un ressortissant libanais pour blanchiment de fonds pour le compte de cartels colombiens alors qu'il était basé à Lagos, au Nigéria ; Département américain de la Justice, *Two alleged criminals – a Hezbollah associated narco-money launderer and a computer hacker – extradited from Cyprus to the United States*, 2020, <https://www.justice.gov/archives/opa/pr/two-alleged-criminals-hezbollah-associated-narco-money-launderer-and-computer-hacker>. Daan Bauwens et Nicholas Ibekwe, *Hezbollah in Africa: Forgotten link in cocaine trafficking to Antwerp, Rotterdam*, *Premium Times*, 17 août 2021, www.premiumtimesng.com/news/headlines/476718-hezbollah-in-africa-forgotten-link-in-cocaine-trafficking-to-antwerp-rotterdam.html.
- 156 GIABA, *Money laundering, terrorist financing and proliferation financing risks in West Africa, 2024–mid-2025*, 28 août 2025 ; Fonds monétaire international, *Regional economic outlook: Sub-Saharan Africa*, avril 2025, <https://www.imf.org/en/Publications/REO/SSA/Issues/2025/04/25/regional-economic-outlook-for-sub-saharan-africa-april-2025>.
- 157 GIABA, *Threat assessment of money laundering and terrorist financing in West Africa*, mai 2010, <https://www.giaba.org/Frame/pdfviewer%7C%7C1aea708f73b978230d-0bcd62a0899259a375c93417dcb4de728107ac-22cae728%7C%7CTHREAT%20ASSESSMENT%20REPORT.pdf>.
- 158 GIABA, *Anti-money laundering and combating the financing of terrorism: Burkina Faso*, novembre 2009, https://web.archive.org/web/20160327125041/http://www.giaba.org/media/f/76_mer-burkina-faso-english-01062010.pdf.
- 159 GIABA, *Anti-money laundering and counter-terrorist financing measures: Côte d'Ivoire, second round mutual evaluation report*, juin 2023, <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Cote-d-Ivoire-MER-Giaba-2023.pdf.coredownload.inline.pdf>.
- 160 The National (Money Laundering and Terrorist Financing) Risk Assessment Forum, *Report of Nigeria national risk assessment on money laundering and terrorism financing 2016*, https://www.giaba.org/Frame/pdfviewer%7C%7C-fa307d8c13230a29dc62a1a67ab753ab2f0e38ca27cf1b-d5695dc843f294428f%7C%7C1049_Nigeria%2520-%2520AML-CFT%2520Nationa%2520Risk%2520Assessment2017.pdf.
- 161 GAFI, *Jurisdictions under increased monitoring*, 24 octobre 2025, <https://www.fatf-gafi.org/en/publications/High-risk-and-other-monitored-jurisdictions/increased-monitoring-october-2025.html>.
- 162 Abdelkader Abderrahmane, *Drugs, real estate and money laundering in Senegal*, Institute for Security Studies, 2021, <https://issafrica.org/iss-today/drugs-real-estate-and-money-laundering-in-senegal>.
- 163 OCDE, *Illicit financial flows: The economy of illicit trade in West Africa*, 20 février 2018, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264268418-en>.
- 164 Sur la base des données de 2021, Europol et l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies ont estimé la valeur minimale du commerce de cocaïne en Europe à 11,6 milliards d'euros. OEDT et Europol, *EU drug markets analysis 2024: Key insights for policy and practice*, Office des publications de l'UE, Luxembourg, 2024, https://www.eerstekamer.nl/bijlage/20250221/report_europol_eu_drug_markets/document3/f%3D/vml3dsw9uee5.pdf.
- 165 Discussion à huis clos avec des analystes internationaux spécialisés dans le crime organisé en Afrique de l'Ouest, avril 2025. Ce chiffre fait référence aux estimations précédentes de l'ONU en 2007, qui étaient de 25 %. ONUDC, *UNODC warns of cocaine trafficking threat in West Africa*, 12 décembre 2007, https://www.unodc.org/unodc/en/press/releases/2007-12-12_02.html.

- 166 En utilisant ces seuils minimaux, cela représenterait environ 60 millions d'euros de profits liés à la cocaïne restant en Afrique de l'Ouest en 2018, et près de 80 millions d'euros d'ici 2021. Selon les estimations des experts, 50 % de ces paiements de protection seraient alloués à des réseaux clientélistes, 30 % à des dépenses locales et 20 % seraient intégrés dans le système financier officiel. Mark Shaw, *Illicit financial flows: Illicit narcotics transiting West Africa*, OCDE, document de travail n° 64, décembre 2019, https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2019/12/illicit-financial-flows-illicit-narcotics-transiting-west-africa_fe61d524/18f49f16-en.pdf.
- 167 GIABA, *Money laundering, terrorism financing and illicit financial flows linked to maritime crime in the Gulf of Guinea*, mai 2025, <https://www.giaba.org/Frame/pdfviewer%7C%7C-cf44eacfe7f98347a5f5b82f830121138f01fc74d06ad0a66126d97354fbed6%7C%7CENG-MARITIME%2520REPORT.pdf>; GIABA, *Threat assessment of money laundering and terrorist financing in West Africa*, mai 2010, <https://www.giaba.org/Frame/pdfviewer%7C%7C1aea708f73b978230d-0bcd62a0899259a375c93417dcb4de728107ac-22cae728%7C%7CTHREAT%20ASSESSMENT%20REPORT.pdf>.
- 168 Norvan Reports, *Over \$48 million laundered through Ghana's real estate market – Global Financial Integrity*, 7 juillet 2023, <https://norvanreports.com/over-48-million-laundered-through-ghanas-real-estate-market-says-global-financial-integrity/>.
- 169 GIABA, *Money laundering risks of casinos and the gambling sector in West Africa*, 2021, https://www.giaba.org/Frame/pdfviewer%7C%7C94de6cfd4d1a2b82c2a2b559716b-308f14060ee3759d6bb16a7a7641cae4f1%7C%7C1195_CASINO_Study_GIABA_ENG_finale%25203%2520-.pdf.
- 170 GIABA, *Money laundering and terrorist financing through the informal and illegal currency exchange service providers in West Africa*, août 2020, https://www.giaba.org/Frame/pdfviewer%7C%7C5c2080264b77d3d43acdd74725303f40e-b56509a82dd0ed52a50765456b1115a%7C%7C1135_ENG-Typologies%2520of%2520ML-TF%2520through%2520the%2520Currency%2520Exchange%2520Service%2520Providers.pdf.
- 171 FrontPage Africa, *Liberia: FIA fines 50/50 casino L\$6M for major anti-money laundering failures*, 12 août 2025, <https://frontpageafricaonline.com/news/liberia-fia-fines-50-50-casino-l6m-for-major-anti-money-laundering-failures/>.
- 172 GIABA, *Money laundering and terrorist financing through the informal and illegal currency exchange service providers in West Africa*, août 2020, https://www.giaba.org/Frame/pdfviewer%7C%7C5c2080264b77d3d43acdd74725303f40e-b56509a82dd0ed52a50765456b1115a%7C%7C1135_ENG-Typologies%2520of%2520ML-TF%2520through%2520the%2520Currency%2520Exchange%2520Service%2520Providers.pdf.
- 173 GIABA, *Money laundering, terrorist financing and proliferation financing risks in West Africa, 2024–mid-2025*.
- 174 Mèlèdje Tresore, *Affaire trafic de cocaïne : 911 Security et d'autres sociétés condamnées à Abidjan*, FratMat, 5 août 2024, <https://www.fratmat.info/article/239421/societe/justice/affaire-traffic-de-cocaine-911-security-et-dautres-societes-condamnees-a-abidjan>.
- 175 Dans le cadre du procès « Money Delivery », Bruzzaniti a été reconnu coupable et condamné à 20 ans de prison par un tribunal de Milan en octobre 2024. Abidjan.net, *Sarl Pasta & Pizza – Transfer of shares*, Abidjan.net legal announcements, 28 juin 2016, <https://business.abidjan.net/annonces-legales/10-cession-de-parts/54972-sarl-pasta-pizza>.
- 176 Par exemple, le 2 novembre 2021, 780 kilogrammes de cocaïne ont été saisis dans le magasin d'un ressortissant libanais à Cotonou. Le 30 septembre 2021, 2 575 kilogrammes de cocaïne ont été saisis à Sèmè-Kpodji au Bénin. Un ressortissant libanais figurait parmi les personnes arrêtées. Vincent Deguenon, *Bénin – Affaire 2,5 tonnes de drogue : près d'une quinzaine de personnes sous mandat de dépôt*, Benin Web TV, 7 octobre 2021, <https://beninwebtv.bj/benin-affaire-25-tonnes-de-droque-pres-dune-quinzaine-de-personnes-sous-mandat-de-depot>.
- 177 Chainalysis, *Sub-Saharan Africa: Nigeria takes #2 spot in global adoption, South Africa grows crypto-TradFi nexus*, 2 octobre 2024, <https://www.chainalysis.com/blog/subsaharan-africa-crypto-adoption-2024>.
- 178 Emomotimi Agama, *Cryptocurrency adoption and investor protection in the Nigerian securities market*, *Nigerian Journal of Securities Market*, 6, 1 (2023), <https://doi.org/10.2139/ssrn.5095935> ; Kaina Habila Garba, Suleman Lazarus et Mark Button, *An assessment of convicted cryptocurrency fraudsters, Current Issues in Criminal Justice*, septembre 2024, 1-17, <https://doi.org/10.1080/10345329.2024.2403294>.
- 179 Chainalysis, *Sub-Saharan Africa: Nigeria takes #2 spot in global adoption, South Africa grows crypto-TradFi nexus*, 2 octobre 2024, <https://www.chainalysis.com/blog/subsaharan-africa-crypto-adoption-2024/>.
- 180 Entretien avec un trader en cryptomonnaies (O14), Jos, 3 mars 2025.
- 181 Entretien avec un représentant des forces de l'ordre nationales (LE21), Nigéria, 3 mars 2024.
- 182 INTERPOL, *INTERPOL operation strikes major blow against West African financial crime*, 3 novembre 2024, <https://www.interpol.int/en/News-and-Events/News/2024/INTERPOL-operation-strikes-major-blow-against-West-African-financial-crime>.
- 183 GIABA, *Money laundering, terrorist financing and proliferation financing risks in West Africa, 2024–mid-2025*.
- 184 Ministère d'État chargé des affaires présidentielles du Libéria, *President Boakai suspends FIA director general Stanley Ford*, 30 mars 2024, <https://www.emansion.gov.lr/media/press-release/president-boakai-suspends-fia-director-general-stanley-ford> ; Lincoln G Peters, *Liberia: Court suspends argument in Tweah's case*, AllAfrica, 2 juillet 2025, <https://allafrica.com/stories/202507020172.html>.
- 185 En juillet 2025, la Cour suprême a suspendu les débats dans cette affaire, invoquant des « circonstances imprévues indépendantes de la volonté de la Cour ». Aucune nouvelle date n'a été fixée pour les audiences. Tous les accusés ont plaidé non coupables de toutes les charges retenues contre eux. L'opposition soutient que ces affaires sont motivées par des raisons politiques. Lincoln G Peters, *Liberia: Court*

- suspends argument in Tweah's case*, AllAfrica, 2 juillet 2025, <https://allafrica.com/stories/202507020172.html>.
- 186 GI-TOC, Les réseaux intercontinentaux de trafic de drogue opérant via l'Afrique de l'Ouest ont commencé à échanger directement du haschisch contre de la cocaïne, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque, numéro 9, novembre 2023, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-009/fr/03-intercontinental-drug-networks-west-africa-trading-hashish-for-cocaine.html>.
 - 187 Entretiens initiés par la GI-TOC, notamment avec des personnes consommant des drogues et des acteurs du commerce de drogue (R2), Sierra Leone, mai-octobre 2025 ; entretien avec un responsable national des forces de l'ordre (LE24), Gambie, 2021.
 - 188 Pour plus de détails sur les définitions, voir GI-TOC, *Global Organized Crime Index, Methodology*, https://ocindex.net/assets/downloads/english/ocindex_methodology.pdf.
 - 189 Entretien avec un représentant des forces de l'ordre nationales (LE30), Guinée-Bissau, juin 2023.
 - 190 Ibid.
 - 191 Lucia Bird, Les politiques de la cocaïne en Afrique de l'Ouest : Les réseaux de protection de la Guinée-Bissau, GI-TOC, 22 juillet 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/cocaine-politics-west-africa-guinea-bissau/>.
 - 192 Agence de lutte contre le trafic de stupéfiants, Gambie, *Information note on the seizure of 2ton, 952kg, 850g of cocaine*, 8 janvier 2021. Suite à cette saisie, une notice rouge INTERPOL a été publiée le 14 janvier à l'encontre de Banta Keita, incluant ses passeports français et gambien. Par la suite, ses deux passeports maliens ont été retrouvés et ajoutés, l'un au nom de Banta Keita et l'autre au nom de Lassana Kante. Conseil de sécurité des Nations unies, Rapport final du groupe d'experts créé en vertu de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali et renouvelé en vertu de la résolution 2541 (2020), S/2021/714, 2021 ; Narcodiaro, *Cuatro toneladas de cocaína y la caída de una red criminal que unía Ecuador y Europa a través de Gambia*, 21 mars 2024, <https://narcodiaro.com/2024/03/cuatro-toneladas-de-cocaina-y-la-caida-de-una-red-criminal-que-unia-ecuador-y-europa-a-traves-de-gambia/>.
 - 193 Lucia Bird, *Grim outlook for Guinea-Bissau elections: The rise and fall of Seidi Bá*, GI-TOC, 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/guinea-bissau-elections-seidi-ba/>.
 - 194 Entretiens avec les forces de l'ordre nationales (LE31), Guinée-Bissau, mai 2025 ; entretiens avec des activistes et des représentants de la société civile (CS22), Guinée-Bissau, mai 2025.
 - 195 Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali et reconduit par la résolution 2432 (2018), S/2019/636, 2019, <https://docs.un.org/en/S/2019/636>.
 - 196 Conseil de sécurité des Nations Unies, Rapport final du Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali, dont le mandat a été renouvelé en application de la résolution 2484 (2019), S/2020/785/Rev.1, 2020, <https://docs.un.org/en/S/2020/785/REV.1> ; Conseil de sécurité des Nations unies, Rapport final du groupe d'experts créé en vertu de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali et renouvelé en vertu de la résolution 2541 (2020), S/2021/714, 2021 ; GI-TOC, *Conflict, coups and containers: Why the Sahel cocaine routes were disrupted*, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque, numéro 12, mai 2025, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-012/01-conflict-coups-containers-why-sahel-cocaine-routes-disrupted.html>.
 - 197 Cour d'appel de Conakry, n° 05/1/03/2010 ; Cour d'assises de Conakry, n° 007/15/09/2010.
 - 198 Guineelive, Trafic de drogue : Antonio Souaré, Moussa Traoré et Kasus Youbaté démasqués à l'aéroport !, 19 juillet 2015, <https://guineelive.com/2015/07/19/trafic-de-droque-antonio-souare-moussa-traore-et-kasus-youbate-demasques-a-laeroport/> ; entretien avec un analyste politique (O11), Conakry, juillet 2022 ; entretien avec un représentant des forces de l'ordre nationales (LE29), Guinée, avril 2022 ; entretiens avec des personnes consommant des drogues (PWUD13), Conakry, avril-juillet 2022.
 - 199 Entretien avec un observateur politique guinéen, Conakry, juillet 2022 ; entretien avec un responsable de l'office de lutte contre la drogue, Conakry, avril 2022.
 - 200 Stephen Ellis, *This present darkness: A history of Nigerian organized crime*, *African Studies Review*, 60, 1 (2017).
 - 201 Miriam Périer et Katharine Throssell, Nigerian confraternities out to conquer the world? Interview with Corentin Cohen, Centre d'études internationales de Sciences Po, 21 février 2022, <https://www.sciencespo.fr/ceri/en/content/nigerian-confraternities-out-conquer-world-interview-corentin-cohen>.
 - 202 Corentin Cohen, *Development of the Brazilian drug market toward Africa: Myths, evidence and theoretical questions*, *Journal of Illicit Economies and Development*, 1, 2 (2019), 134-44, https://eprints.lse.ac.uk/101057/1/27_153_2_PB.pdf.
 - 203 Gabriel de Santis Feltran, Isabela Vianna Pinho et Lucia Bird, Filières atlantiques : Le PCC et le commerce de la cocaïne entre le Brésil et l'Afrique de l'Ouest, GI-TOC, août 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/brazil-west-africa-cocaine-trade>.
 - 204 Max Radwin, *Arrest of top trafficker unlikely to slow growth of Brazil's PCC*, InSight Crime, 17 avril 2020, <https://insightcrime.org/news/brief/pcc-fuminho-arrest-brazil>.
 - 205 Entretien avec un distributeur de drogue à Kaduna et Abuja (C17B), 27 juin 2025.
 - 206 Entretien avec un trafiquant de drogue opérant entre Lagos, Enugu et Abuja (C11), 26 juin 2025.
 - 207 Kingsley Madueke et al, « Ne venez pas voter » Gangs, élections, violence politique et criminalité à Kano et Rivers (Nigéria), GI-TOC, novembre 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/political-violence-gangs-kano-river-nigeria/>.
 - 208 Entretien avec un ancien membre de groupe-culte (C12), Nigéria, novembre 2024.
 - 209 Entretien avec un ancien membre de groupe-culte en Europe (C12), Benin City, Nigéria, novembre 2024.
 - 210 Entretien avec un procureur (O12), ministère fédéral de la Justice du Nigéria, octobre 2024. Cité dans Daniel Brombacher, Ruggero Scaturro et Sarah Fares, *A domestic*

- 211 L'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Belgique ont été mentionnés comme pays d'origine de ces flux financiers. Entretiens avec trois anciens membres de groupe-culte (C12), Nigéria, novembre 2024.
- 212 GI-TOC, Indice mondial du crime organisé 2025, <https://ocindex.net>.
- 213 GI-TOC, Indice mondial du crime organisé 2021, 2023, 2025, <https://ocindex.net>.
- 214 Voir par exemple Lucia Bird, Fatjona Mejdini et Sasa Djordevic, Sous les radars: Les opérations de trafic de cocaïne des Balkans occidentaux en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, août 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/under-the-radar-western-balkans-cocaine-operations-in-west-africa>.
- 215 Entretiens avec plus de 25 pêcheurs (O7) dans différentes zones côtières à Freetown et dans ses environs, ainsi que dans les îles voisines, juillet-août 2025.
- 216 Selon un responsable sénégalais, des ressortissants turcs ont été impliqués dans plusieurs saisies importantes, notamment deux tonnes de cocaïne interceptées par la marine sénégalaise au large de Dakar en novembre 2021 et 299 kilogrammes saisis dans les eaux guinéennes en février 2022, pour lesquelles des ressortissants turcs ont été arrêtés. Entretiens avec des responsables des ports de Dakar (novembre 2021) et de Conakry, ainsi que de l'office de lutte contre la drogue à Conakry (avril 2022). Plusieurs saisies confirment également cette implication croissante. Voir, par exemple, Malick Diakite, Conakry : 5 marins turcs jugés pour le trafic de 275 plaquettes de cocaïne, Guineematin, 11 janvier 2023, <https://guineematin.com/2023/01/11/conakry-5-marins-turcs-juges-pour-le-trafic-de-275-plaquettes-de-cocaine/> ; 4 tons of cocaine seized by Spain came from South America, loaded in the Atlantic: Turkish ministry, Turkish Minute, 9 octobre 2024, <https://turkishminute.com/2024/10/09/4-ton-of-cocaine-seize-by-spain-came-from-south-america-loaded-the-atlantic-turkish-ministry>.
- 217 Inquisiteur, Narcotrafic : Tout savoir sur la disparition d'un peu plus d'une tonne de cocaïne en Guinée, 16 septembre 2021, <https://www.inquisiteur.net/2021/02/10/narcotrafic-tout-savoir-sur-la-disparition-dun-peu-plus-dune-tonne-de-cocaine-en-guinee-enquete-exclusive>.
- 218 RFI, Côte d'Ivoire : des peines confirmées et des acquittements au procès en appel de l'affaire de trafic international de cocaïne, 28 juillet 2025, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250728-c%C3%82te-d'Ivoire-%3A-des-peines-confirm%C3%A9es-et-des-relaxes-au-proc%C3%A8s-en-appel-de-l'affaire-de-trafic-international-de-coca%C3%ACne>.
- 219 Déclarations de Devesa devant le tribunal lors de son appel.
- 220 RFI, Mali : révélations de WikiLeaks sur l'avion de la drogue, publié le 5 janvier 2011, mis à jour le 14 septembre 2015, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20110105-mali-revelations-wikileaks-avion-droque>.
- 221 Nelson Ricardo Matta Colorado, La sangrienta historia del expolicía que mueve la cocaína colombiana en África, el Colombiano, 20 février 2023, <https://www.elcolombiano.com>.

222 L'analyse par les forces de l'ordre colombiennes des cargaisons de cocaïne saisies à Bissau en septembre 2019 a permis d'identifier que le fournisseur était le Clan del Golfo, largement considéré comme le plus grand cartel du pays, indiquant qu'il opérait avec Bá, l'intermédiaire bissau-guinéen, et Monje. Micael Pereira, *Narco Files : o poderoso Clan del Golfo e a ligação que faltava para explicar a cocaína que atravessa a Guiné-Bissau*, Expresso, 16 novembre 2023, <https://expresso.pt/internacional/africa/2023-11-16-Narco-Files-o-poderoso-Clan-del-Golfo-e-a-ligacao-que-faltava-para-explicar-a-cocaína-que-atraversa-a-Guine-Bissau-b376ad4c>.

223 Entretiens avec un responsable de forces de l'ordre internationales (LE20), Afrique de l'Ouest, 2024, 2025 ; Micael Pereira, *Narco Files : o poderoso Clan del Golfo e a ligação que faltava para explicar a cocaína que atravessa a Guiné-Bissau*, Expresso, 16 novembre 2023, <https://expresso.pt/internacional/africa/2023-11-16-Narco-Files-o-poderoso-Clan-del-Golfo-e-a-ligacao-que-faltava-para-explicar-a-cocaína-que-atraversa-a-Guine-Bissau-b376ad4c>.

224 Entretiens avec un responsable de forces de l'ordre internationales (LE20), Afrique de l'Ouest, 2024, 2025.

225 Entretien avec un responsable des forces de l'ordre brésilien (LE5), août 2024, São Paulo, Brésil.

226 En 2021, le PCC est devenu le premier réseau criminel brésilien désigné par les États-Unis dans le cadre de leur régime mondial de sanctions contre le trafic de drogue, ce qui souligne son importance. Trésor américain, *Treasury uses new sanctions authority to combat global illicit drug trade*, press release, 15 décembre 2021, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0535>.

227 Des membres du PCC sont fréquemment arrêtés dans le cadre de saisies de cargaisons non conteneurisées importées en Afrique de l'Ouest. Lucia Bird, Fatjona Mejdini et Sasa Djordevic, *Sous les radars: Les opérations de trafic de cocaïne des Balkans occidentaux en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, août 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/under-the-radar-western-balkans-cocaine-operations-in-west-africa>.

228 Lucia Bird, Fatjona Mejdini et Sasa Djordevic, *Sous les radars: Les opérations de trafic de cocaïne des Balkans occidentaux en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, août 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/under-the-radar-western-balkans-cocaine-operations-in-west-africa>.

229 Par exemple, *Doce detenidos al Oeste de Cabo Verde en un pesquero con un gran alijo de cocaína*, Narcodiario, 26 juillet 2023, <https://narcodiario.com/2023/07/once-detenidos-al-sur-de-azores-en-un-pesquero-con-un-gran-alijo-de-cocaína> ; entretien téléphonique avec une organisation internationale chargée de l'application de la loi opérant en Afrique de l'Ouest (LE39), octobre 2025.

- 230 InSight Crime, *Cartel of the Suns*, 22 septembre 2025, <https://www.insightcrime.org/venezuela-organized-crime-news/cartel-de-los-soles-profile>.
- 231 République de Guinée-Bissau, Tribunal régional de Cacheu, Acórdão n° 13/2020.
- 232 Pour une analyse complète du jugement, veuillez consulter : Lucia Bird, *Grim outlook for Guinea-Bissau elections: The fall and rise of Seidi Bá*, GI-TOC, septembre 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/guinea-bissau-elections-seidi-ba>.
- 233 Micael Pereira, *Narco Files: o poderoso Clan del Golfo e a ligação que faltava para explicar a cocaína que atravessa a Guiné-Bissau*, Expresso, 1er novembre 2023, <https://expresso.pt/internacional/africa/2023-11-16-Narco-Files-o-poderoso-Clan-del-Golfo-e-a-ligacao-que-faltava-para-explicar-a-cocaina-que-atraves-a-Guine-Bissau-b376ad4c>.
- 234 Lorsque Shaw a publié son article scientifique en 2015, il a choisi de ne pas nommer Seidi Bá pour des raisons juridiques, le désignant uniquement comme un « homme d'affaires local de premier plan ». Mark Shaw, *Drug trafficking in Guinea-Bissau, 1998–2014: The evolution of an elite protection network*, *Journal of Modern African Studies* 53, 3 (2015), 339–364, <https://doi.org/10.1017/S0022278X15000361>.
- 235 La cour d'appel a déclaré tous les accusés coupables de trafic de drogue, mais a estimé que le tribunal de première instance avait commis une erreur dans ses condamnations pour « association de malfaiteurs » (c'est-à-dire appartenance à un groupe criminel organisé, tel que défini au sens large par la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée) et blanchiment d'argent. Le juge Aimadu Sauané a rendu un jugement dissident dans lequel il s'est opposé aux deux autres juges sur l'annulation des condamnations pour association de malfaiteurs, sur les peines finales prononcées et sur la restitution d'une grande partie des biens confisqués. République de Guinée-Bissau, Tribunal de Relação, *Câmara Criminal*, Acórdão n° 03/2020.
- 236 République de Guinée-Bissau, Tribunal de Relação, *Câmara Criminal*, Acórdão n° 03/2020.
- 237 RTP, *Mandados de captura para luso-guineense e colombiano por tráfico de droga na Guiné-Bissau*, 30 septembre 2019, https://www.rtp.pt/noticias/mundo/mandados-de-captura-para-luso-guineense-e-colombiano-por-trafico-de-droga-na-guine-bissau_n1175972.
- 238 Guineematin, *Trafic international de drogue : des citoyens cubains, colombiens et mexicains arrêtés et jugés à Conakry*, 26 juillet 2022, <https://guineematin.com/2022/07/26/trafic-international-de-droque-des-citoyens-cubain-colombien-et-mexicain-arretes-et-juges-a-conakry>.
- 239 Voir, par exemple, AFP, *Senegalese navy seizes 690 kilograms of cocaine*, VOA Afrique, 24 décembre 2023, <https://www.voaafrica.com/a/senegalese-navy-seizes-690-kilograms-of-cocaine/7410627.html>.
- 240 Lucia Bird, Fatjona Mejdini et Sasa Djordevic, *Sous les radars: Les operations de trafic de cocaine des Balkans occidentaux en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, août 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/under-the-radar-western-balkans-cocaine-operations-in-west-africa/>. Depuis la publication du rapport cité, plusieurs autres acteurs de la criminalité originaires de Croatie et d'Albanie ont été signalés comme opérant dans le commerce de cocaïne en Afrique de l'Ouest ; entretien avec la Drug Enforcement Administration américaine.
- 241 Entretiens avec les forces de l'ordre (LE20), Afrique de l'Ouest, 2024 et 2025.
- 242 Thomas Naadi, *British duo arrested after \$6m of cocaine seized at Ghana airport*, BBC, 12 juin 2024, <https://www.bbc.com/news/articles/c511q8r8d8zo> ; Kweku Zurek, *NACOC seizes \$6million worth of cocaine at Kotoka International Airport, arrests 2 British nationals*, Graphic Online, 11 juin 2024, <https://www.graphic.com.gh/news/general-news/nacoc-seizes-6-million-worth-of-cocaine-at-kotoka-international-airport-arrests-2-british-nationals.html>.
- 243 Acte d'accusation contre Radoje Zvicer et autres.
- 244 En 2021, les autorités sénégalaises ont démantelé un laboratoire à Ngaparou, saisissant 675 kg de cocaïne et arrêtant des ressortissants belges, espagnols et sénégalais. Le Quotidien, *Plus de 600 kg de cocaïne saisis à Mbour : La gendarmerie recherche les propriétaires*, 14 janvier 2021, <https://lequotidien.sn/plus-de-600-kg-de-cocaine-saisi-a-mbour-la-gendarmerie-cherche-les-proprietaires/> ; ONUDC, *Global Report on Cocaine*, 2023, https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/cocaine/Global_cocaine_report_2023.pdf.
- 245 Federico Varese, *How mafias migrate: Transplantation, functional diversification, and separation*, *Social Forces*, 99, 4 (2021), 1 553–1 578, <https://www.journals.uchicago.edu/doi/10.1086/708870>.
- 246 Dans les documents judiciaires relatifs à l'opération Cerberus en 2008, le Sénégal, le Niger et le Ghana ont été désignés comme pays d'opération du clan Sergi-Marando-Trimbolia. Voir Lorenzo Bodrero, *Italy: 71 'Ndrangheta arrests in the rich north*, Organized Crime and Corruption Reporting Project, 12 novembre 2019, <https://www.occrp.org/en/daily/11101-italy-71-ndrangheta-arrests-in-the-rich-north>; Investissements à Cabo Verde identifiés dans le cadre d'enquêtes judiciaires liées à l'opération Imperium, 2023.
- 247 *Il Fatto Quotidiano*, *Ndrangheta, dall'Africa al Belgio il business europeo della cocaina è controllato da un paesino della Calabria*, 14 novembre 2017, <https://www.ilfattoquotidiano.it/2017/11/14/ndrangheta-dallafrica-al-belgio-il-business-europeo-della-cocaina-e-controllato-da-un-paesino-della-calabria/3974436>.
- 248 RFI, *Quatre mafieux italiens sévèrement condamnés en Côte d'Ivoire pour trafic de cocaïne*, 2 juin 2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210206-quatre-mafieux-italiens-lourdement-condamn%C3%A9s-en-c%C3%B4te-d-ivoire>.
- 249 AFP, *10 ans de prison pour 13 personnes impliquées dans un trafic de cocaïne en Côte d'Ivoire*, Voice of America, 7 mai 2024, <https://www.voaafric.com/a/ans-de-prison-pour-13-personnes-impliqu%C3%A9es-dans-un-traffic-de-co-ca%C3%AFne-en-c%C3%B4te-d-ivoire/7601374.html>.
- 250 Il s'agit notamment du clan Commisso, ainsi que des clans des régions italiennes importantes de San Luca (Nirta, Strangio, Romeo), Plati (Barbaro, Sergi, Papalia) et Gioia Tauro (Piromalli-Molé). Les familles de second rang de la 'Ndrangheta – qui sont plus récentes, moins établies et moins légitimes au sein du groupe – ont également développé leurs

- opérations en Afrique de l'Ouest. Analyse des enquêtes judiciaires et policières italiennes sur la 'Ndrangheta, 2015-2023.
- 251 Documents d'enquête de l'opération Imperium, juillet 2023, par la Direction antimafia du district de Catanzaro ; Giuseppe Baglivo, « Ndrangheta : « Imperium », il ruolo dei quattro arrestati all'interno del clan Mancuso »
- 252 Documents judiciaires issus de l'opération Eureka, Direction antimafia du district de Reggio de Calabre (et al.) avec les équipes conjointes d'enquête de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust)/Europol en Allemagne, en Suisse, en Belgique, en Roumanie, en Espagne et autres, mai 2023. Voir l'annexe pour le statut des condamnations.
- 253 Né en Bosnie-Herzégovine et détenant la double nationalité croate et néerlandaise, Krezić aurait principalement travaillé pour le trafiquant serbe présumé Miroslav Starčević. Acte d'accusation contre Miroslav Starčević et autres ; acte d'accusation contre Nenad Petrak et autres, KO-US-57/2024, 1er octobre 2024 ; entretien avec un procureur haut placé de Serbie (LE16), janvier 2025, Belgrade, Serbie ; entretien avec un officier de police gradé de Croatie (LE15), décembre 2024, Zagreb, Croatie.
- 254 Óscar López-Fonseca et Juana Viúdez, *Cuatro años de golpes policiales para dismantelar una gran sucursal de los nuevos amos de la cocaína en Europa*, *El País*, 13 juin 2024, <https://elpais.com/espana/2024-06-13/cuatro-anos-de-golpes-policiales-para-desmantelar-una-gran-sucursal-de-los-nuevos-amos-de-la-cocaina-en-europa.html>.
- 255 Acte d'accusation contre Nenad Petrak et autres, KO-US-57/2024, 1er octobre 2024.
- 256 Lucia Bird, Fatjona Mejdini et Sasa Djordevic, Sous les radars: Les opérations de trafic de cocaïne des Balkans occidentaux en Afrique de l'Ouest, GI-TOC, août 2025, <https://globalinitiative.net/analysis/under-the-radar-western-balkans-cocaine-operations-in-west-africa>.
- 257 Begoña P Ramírez, *Dos de los detenidos en la operación que dismanteló el cartel de los Balcanes se escondían en Dubái*, *infoLibre*, 14 juin 2024, https://www.infolibre.es/economia/detenidos-operacion-desmantelo-cartel-balcanes-escondian-dubai_1_1817898.html.
- 258 Ibid.
- 259 Ibid.
- 260 Messages interceptés dans le cadre de l'opération Eureka, citée ci-dessus. Imperiale était allié à la mafia Camorra et a été arrêté à Dubaï en août 2021.
- 261 Devesa, ancien policier de Vigo, aurait été envoyé pour la première fois au Mali en 2008 par José Prado (connu sous le nom de Sito Miñanco), considéré par les procureurs espagnols comme l'un des barons de la cocaïne les plus établis de Galice. Prado est actuellement jugé en Espagne et ses avocats ont contesté les conclusions du parquet et demandé sa libération. L'opération Mito a mené une enquête approfondie sur les activités de Miñanco. Jorge Expósito, *El abogado de Sito Miñanco pide su absolución y asegura que la operación "mito" solo es propaganda porque su cliente es famoso*, *Cadena SER*, 20 février 2025, <https://cadenaser.com/galicia/2025/02/20/el-abogado-de-sito-minanco-pide-su-absolucion-y-asegura-que-la-operacion-mito-solo-es-propaganda-porque-su-cliente-es-famoso-radio-pontevedra>.
- 262 Les autorités espagnoles ont monitoré les communications téléphoniques de M. Devesa et de son réseau dans le cadre de cette affaire. Stéphane Joahny, Un Français dans la tourmente d'« Air Cocaïne », *Le Journal du Dimanche*, publié le 24 juillet 2011, mis à jour le 6 juin 2023, <https://www.lejdd.fr/societe/un-francais-dans-la-tourmente-dair-cocaine-92849> ; RFI, Mali : révélations de WikiLeaks sur l'avion de la drogue, publié le 5 janvier 2011, mis à jour le 14 septembre 2015, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20110105-mali-revelations-wikileaks-avion-drogue>.
- 263 Philippe Bernard, Le Mali, carrefour en devenir du trafic de cocaïne, *Le Monde*, 31 décembre 2010, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2010/12/31/le-mali-carrefour-en-devenir-du-traffic-de-cocaine_1459507_3212.html.
- 264 Marine Jeannin, Le trafic de drogue en Côte d'Ivoire selon Miguel Angel Devesa Mera : « Ma vie est très agitée et je brasse beaucoup d'argent », *Le Monde*, 2 avril 2024, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/04/02/le-narcotrafic-en-cote-d-ivoire-selon-miguel-angel-devesa-mera-ma-vie-est-tres-agitee-et-je-brasse-beaucoup-d-argent_6225610_3212.html ; analyse des procédures judiciaires à Abidjan.
- 265 VRT, *Fugitive drug baron given 13 years for masterminding botched armed raid on customs warehouse*, 25 février 2025, <https://www.vrt.be/vrtnws/en/2025/02/25/fugitive-drug-baron-given-13-years-for-masterminding-botched-arm>.
- 266 David Davidson et Harry Lensink, *Europe's most wanted drug lord is partying with Sierra Leone's top officials*, *Follow the Money*, 7 mars 2025, <https://www.ftm.eu/articles/most-wanted-drug-lord-partying-in-sierra-leone-evades-capture> ; *The Brussels Times*, *Dutch drug lord Bolle Jos said to be in hiding in Sierra Leone*, 25 janvier 2025, <https://www.brusselstimes.com/1410206/dutch-drug-lord-bolle-jos-said-to-be-in-hiding-in-sierra-leone>.
- 267 Les données officielles font état d'une augmentation de 45 % des saisies de cocaïne entre 2020 et 2021 en Türkiye, avec des chiffres similaires en 2023. Aucun élément n'indique une augmentation proportionnelle de la consommation, ce qui suggère une augmentation des flux sortants. ONUDC, *Current situation with respect to regional and subregional cooperation in southeastern and eastern Europe*, 6 avril 2023, <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/v23/023/32/pdf/v2302332.pdf>.
- 268 Sarah Fares et Laura Adal, *The next cocaine crossroads? Western Asia's cocaine connection*, GI-TOC, 13 octobre 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/cocaine-western-asia-turkey-turkiye>.
- 269 Lyes Tagziria, Maria-Goretti Ane et Lucia Bird, Nouvelles approches de la réglementation des stupéfiants en Afrique de l'Ouest : L'impact de la réforme de la politique antidrogue au Ghana, GI-TOC, janvier 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/regulating-drugs-west-africa-ghana-drug-policy-reform>.
- 270 Loi n° 2022-407.
- 271 WACD, *Model drug law for West Africa*, 2018, <https://globalcommissionondrugs.org/wacd>.

- 272 Organisation mondiale de la santé et ONUDC, *The international standards for the treatment of drug use disorders*, 2020, https://www.unodc.org/documents/drug-prevention-and-treatment/UNODC-WHO_International_Standards_Treatment_Drug_Use_Disorders_April_2020.pdf.
- 273 ONUDC et Organisation mondiale de la santé, *International Standards on Drug Use Prevention*, 2018, https://www.unodc.org/documents/prevention/UNODC-WHO_2018_prevention_standards_E.pdf.
- 274 Lyes Tagziria, Maria-Goretti Ane et Lucia Bird, Nouvelles approches de la réglementation des stupéfiants en Afrique de l'Ouest : L'impact de la réforme de la politique antidrogue au Ghana, GI-TOC, janvier 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/regulating-drugs-west-africa-ghana-drug-policy-reform>.
- 275 Contributions d'experts, Dialogue d'Accra, 2025.
- 276 Ruggero Scaturro et Chris Dalby, Rapport confidentiel sur le rôle du secteur du transport maritime dans la lutte contre le trafic de cocaïne en conteneurs, GI-TOC, novembre 2024.
- 277 Contributions des pays d'Afrique de l'Ouest, Dialogue d'Accra, 2025.



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau mondial de plus de 700 experts à travers le monde. GI-TOC offre une plateforme pour promouvoir un débat plus approfondi et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre la criminalité organisée.

www.globalinitiative.net